



## Collectif « #65NoPeanuts ! »

9, rue du Vieux-Marché

1260 Nyon

[www.65nopeanuts.ch](http://www.65nopeanuts.ch)

daxelroud@gmail.com

Office fédéral des assurances sociales  
Domaine AVS, PP et PC  
Consultation Révision partielle de l'AVS  
Effingerstrasse 20  
CH-3003 Berne  
Par courriel : sekretariat.abel@bsv.admin.ch

Nyon, le xx mars 2024

### Réponse à la consultation du Conseil fédéral sur le projet « Rentes de veuves et de veufs de l'AVS »

Madame la Conseillère fédérale,

Mesdames, Messieurs,

Vous aurez sans doute reçu la réponse à la consultation du Groupe de travail Retraites du collectif vaudois de la grève féministe. Nous adhérons tout à fait à cette analyse et rejetons également le projet présenté. Néanmoins, nous aimerions ajouter quelques commentaires et un éclairage un peu différent, motivé par nos expériences en tant que femmes économistes actives professionnellement.

Notre collectif n'a une fois de plus pas été invité à prendre position sur ce projet. Pourtant, nous avons participé aux consultations sur l'AVS21 et sur la réforme de la LPP. Les questions relatives aux assurances sociales et leurs conséquences pour les femmes nous intéressent vivement. Pourriez-vous s'il vous plaît inclure notre association dans la liste des institutions appelées à donner leur avis en matière d'assurances sociales, et également lorsqu'il est question d'égalité entre les femmes et les hommes ? Il nous paraît essentiel de participer à ces processus, afin de vous faire part des préoccupations féministes sur ces questions.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre prise de position.

Pour le Collectif

« #65NoPeanuts ! »

Danielle Axelroud

Lynn Mackenzie

Sylviane Gosteli

Le collectif d'économistes #65NoPeanuts ! vise une Suisse contemporaine où chacune et chacun peut réaliser son potentiel propre sans les limites de genre gravées, notamment, dans les comportements, les lois, les assurances sociales, l'organisation sociale, la fiscalité, l'éducation ou encore la médecine.

Annexe : Réponse à la consultation sur le projet « Rentes de veuves et de veufs de l'AVS »



1. Objectifs de la révision
2. L'égalité entre la femme et l'homme selon l'art. 8 al. 3 Cst.
3. L'inégalité entre femmes et hommes quand il y a des enfants
4. La jurisprudence de la CEDH en matière de discrimination
5. Les survivantes sans enfant
6. Assainir les finances de la Confédération au détriment des femmes ?
7. Prestations complémentaires : un instrument créateur d'inégalités supplémentaires
8. Conclusions

### **1. Objectifs de la révision**

Le projet de révision mis en consultation par le Conseil fédéral vise à corriger l'inégalité de traitement entre hommes et femmes quant aux prestations versées aux survivants par l'AVS, ceci de manière socialement supportable pour les personnes concernées.

Le projet permet également d'adapter les prestations à l'évolution de la société, qui comprend une participation active des femmes sur le marché de l'emploi, et de tenir compte des nouvelles formes de structures familiales.

Les propositions mises en consultation ont en outre comme objectif de répondre au besoin de financement de l'AVS et au mandat d'assainissement des finances de la Confédération.

### **2. L'égalité entre la femme et l'homme selon l'art. 8 al. 3 Cst.**

L'article 8 alinéa 3 de la Constitution institue l'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes.

L'arrêt rendu le 20 octobre 2020 par la Cour européenne des droits de l'homme concernait un veuf de 57 ans, qui s'était occupé à plein temps de ses deux enfants (âgés à ce moment d'un an et neuf mois et 4 ans respectivement). Au moment de la majorité de la cadette, l'AVS a cessé de lui verser sa rente de veuf. S'il avait été une femme, la rente aurait continué à être servie jusqu'à l'âge de la retraite. C'était un cas particulièrement clair d'inégalité de droit et de fait fondé sur le sexe, ce que la CEDH a confirmé.

Le projet soumis à consultation est censé corriger cette inégalité de traitement. Il propose une solution réalisant l'égalité de droit entre les femmes et les hommes en matière de rente de survivant. Mais qu'en est-il de l'égalité de fait ?

### **3. L'inégalité entre femmes et hommes quand il y a des enfants**

Le projet prévoit de verser une rente de survivant ou de survivante lorsqu'il y a des enfants, jusqu'à ce que le plus jeune atteigne 25 ans. Les personnes n'ayant plus d'enfants à charge recevraient une rente de survivant pendant deux ans. Ces règles instituent une égalité de droit, mais pénalise gravement les survivantes.

Le rapport fait état des « études<sup>1</sup> sur la situation économique des survivants, qui montrent notamment que les veufs se trouvent d'ordinaire dans une meilleure situation économique que les veuves. Contrairement aux hommes, les femmes ont plus tendance à travailler à temps partiel, a fortiori lorsqu'elles deviennent mères, tandis que le taux d'activité des hommes reste élevé, quelle que soit leur situation familiale. Les conséquences du veuvage diffèrent ainsi entre hommes et femmes. Il a été constaté que les veuves sont plus souvent exposées à un risque de précarité financière que les veufs en âge d'exercer une activité lucrative. »

---

<sup>1</sup> Gabriel et al. (2022) p. 108ss ; Wanner und Fall (2012); p. 81.

La société a, effectivement beaucoup changé depuis une trentaine d'années. Les femmes ont augmenté leur participation au marché du travail de manière importante. Le rapport le souligne. Mais qu'en est-il de l'évolution de la répartition des rôles au sein de la famille ?

Encore en 2022, le modèle le plus fréquent dans les ménages familiaux est celui où le père travaille à plein temps et la mère à temps partiel<sup>2</sup>. Lorsqu'il y a des enfants, les couples ayant une activité professionnelle partagée également (les deux parents à temps plein ou à temps partiel<sup>3</sup>) ne représentent pas plus d'un quart, contre 60% des couples sans enfants. Le graphique de l'OFS sur les effets des responsabilités de prise en charge d'enfants sur l'emploi actuel, en 2018<sup>4</sup>, est particulièrement parlant : d'une manière générale, la prise en charge d'enfants de moins de 15 ans se répercute plus nettement sur l'activité professionnelle des femmes que sur celle des hommes. En 2018, la réduction du temps de travail est la conséquence la plus souvent citée par les femmes (60,5%).

En l'espace de 10 ans (2010-2020), dans les couples avec enfants, les hommes ont, certes, accompli davantage de travail domestique et familial (+5,2 heures par semaine), mais les femmes elles aussi en ont fait davantage (+1,2 heure par semaine)<sup>5</sup>. De fait, la répartition des rôles au sein de la famille n'a pas changé de manière radicale.

De multiples raisons expliquent la stagnation de cette évolution :

- La naissance d'un enfant implique une augmentation importante du temps à consacrer aux tâches domestiques et familiales. Le temps de travail normal est trop long pour permettre d'intégrer ces tâches supplémentaires non rémunérées. Il n'y a pas de crèches disponibles, ou à des prix inabordables. Une réduction du temps de travail rémunéré s'impose donc.
- La naissance d'un enfant génère aussi des besoins financiers accrus. Par conséquent, dans la majeure partie des cas, c'est la mère qui va réduire son activité professionnelle, parce qu'elle gagne moins que le père, parce que l'employeur du père rechigne à lui accorder la réduction du temps de travail qu'il demande...
- Les stéréotypes : on demande à une femme si elle a des enfants, mais un homme est rarement considéré en temps que père.
- Les femmes ont été et sont encore fortement encouragées à augmenter leur participation au marché du travail. Mais les hommes ont-ils été exhortés à investir la sphère non rémunérée du travail domestique et familial ?

Or, la répartition inégale du travail non rémunéré et du travail rémunéré a des conséquences fatales sur le revenu des femmes. Jusqu'à la naissance du premier enfant, les différences de revenus entre femmes et hommes ne sont pas si marquantes. C'est ensuite que les choses se gâtent pour les femmes. Leur carrière est impactée, et elles ne rattrapent jamais ce retard. A long terme, les mères subissent une perte de revenu de 67% par rapport aux pères<sup>6</sup>.

---

<sup>2</sup> Modèles d'activité professionnel des couples, OFS – Enquête sur la population active (ESPA), 2023 <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/conciliation-emploi-famille/modeles-activites-professionnelles-couples.html> (consulté le 22.3.2024)

<sup>3</sup> Mais le taux d'activité de chaque parent est-il égal ? Le temps partiel pris en compte ici peut varier entre 50% et 89%.

<sup>4</sup> OFS Enquête suisse sur la population active (ESPA): module «Conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale», 2022 <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/activite-professionnelle-temps-travail/conciliation-travail-non-remunere/conciliation-travail-famille.html> (consulté le 22.3.2024)

<sup>5</sup> OFS, communiqué de presse du 20.5.2021 <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/activite-professionnelle-temps-travail/conciliation-travail-non-remunere.assetdetail.17124477.html>

<sup>6</sup> Sécurité sociale CHSS Situation économique des familles : un cap fixé dès la naissance, 24.2.2023

C'est aussi ce que montre le rapport du Conseil fédéral sur l'écart global de revenus du travail (GOEG) entre les femmes et les hommes<sup>7</sup> : le GOEG s'accroît avec l'âge, pour atteindre plus de 50% de 45 à 54 ans, et même 53,5% de 55 à 64 ans.

Exprimée en francs, la lacune de revenus entre les femmes et les hommes est énorme<sup>8</sup> : dans la tranche d'âge entre 45 et 54 ans, elle représente en moyenne plus de 50'000 francs par an !

Instaurer une égalité de droit qui génère une discrimination de fait est contraire à notre constitution, et contraire aussi à la Convention européenne des droits de l'homme.

#### **4. La jurisprudence de la CEDH en matière de discrimination**

La situation soumise aux juges de la CEDH était crasse : un homme avait perdu sa femme alors que les enfants étaient encore très jeunes, pas encore scolarisés. Il s'en était occupé à temps plein, et se retrouvait à l'âge de 57 ans privé de sa rente de veuf, après plus de 16 ans sans activité lucrative. La discrimination par rapport aux veuves était patente.

Au point 62 de l'arrêt<sup>9</sup>, on peut lire : « Selon la jurisprudence de la Cour, une distinction est discriminatoire au sens de l'article 14 si elle manque de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier par rapport au but et aux effets de la mesure en cause, eu égard aux principes qui prévalent généralement dans les sociétés démocratiques. Une différence de traitement dans l'exercice d'un droit consacré par la Convention ne doit pas seulement poursuivre un but légitime ; l'article 14 est également violé lorsqu'il est clairement établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé. »

Ce que la Cour relativise au point 63 : « (...) En effet, l'article 14 n'empêche pas une différence de traitement si elle repose sur une appréciation objective de circonstances de fait essentiellement différentes et si, s'inspirant de l'intérêt public, elle ménage un juste équilibre entre la sauvegarde des intérêts de la communauté et le respect des droits et libertés garantis par la Convention. »

Le point 41 est très clair : le but de la Convention consiste à protéger des droits non pas théoriques ou illusoire, mais concrets et effectifs.

Dans un autre arrêt<sup>10</sup>, la Cour traite au point 80 d'un cas de discrimination indirecte : « Selon la jurisprudence établie de la Cour, la discrimination consiste à traiter de manière différente, sauf justification objective et raisonnable, des personnes placées dans des situations comparables (Willis c. Royaume-Uni, no 36042/97, § 48, CEDH 2002-IV ; Okpiz c. Allemagne, no 59140/00, § 33, 25 octobre 2005). Toutefois, l'article 14 n'interdit pas à un État membre de traiter des groupes de manière différenciée pour corriger des « inégalités factuelles » entre eux ; dans certaines circonstances, c'est même l'absence d'un traitement différencié pour corriger une inégalité qui peut, sans justification objective et raisonnable, emporter violation de la disposition en cause [souligné par nos soins]. (...) La Cour a également admis que pouvait être considérée comme discriminatoire une politique ou une mesure générale qui a des effets préjudiciables disproportionnés sur un groupe de personnes, même si elle ne vise pas spécifiquement ce groupe et qu'une discrimination potentiellement contraire à la Convention pouvait résulter d'une situation de fait. »

---

<sup>7</sup> Rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat 19.4132 Marti Samira du 25 septembre 2019, publié le 7.9.2022, p. 7s

<sup>8</sup> Einkommenslücke: Generationen der Ungleichheit. Louisa Roos in: Economiefeministe (Hg.): Aggregierte geschlechtsspezifische Einkommenslücke AGEL. <https://economiefeministe.ch/faktenblaetter/einkommensluecke> p. 6

<sup>9</sup> Requête CEDH n° 78630/12 <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=001-205221>

<sup>10</sup> Requête CEDH n° 7186/09 <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%22001-160262%22%5D%7D>

Il nous semble que nous nous trouvons, avec le projet mis en consultation, dans une telle situation. Le droit précédent créait une discrimination de droit, certes, mais le projet de révision aurait, sans nul doute possible, des effets préjudiciables disproportionnés sur les femmes survivantes. Des effets non pas théoriques ou illusoire, mais très concrets et bien réels.

C'est la raison pour laquelle nous rejetons aussi bien la cessation du versement d'une rente de survivante à l'âge de 25 ans du plus jeune enfant que la limitation à deux ans du versement d'une rente de survivante lorsque ses enfants sont plus âgés.

## **5. Les survivantes sans enfant**

Actuellement, une veuve sans enfant âgée de 45 ans révolus reçoit une rente de veuve si elle a été mariée pendant 5 ans au moins. Selon le projet soumis à consultation, cette rente serait purement et simplement supprimée.

Or, les femmes, même si elles n'ont pas eu d'enfant, restent discriminées. L'égalité des salaires inscrite dans la Constitution dit: « L'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale. » Or, les écarts de salaire restent importants : la différence entre le salaire moyen des hommes et des femmes était de 1'534 francs par mois en 2012 (19,3%), 1'512 francs en 2018 (19%)<sup>11</sup>, 1'500 francs en 2020 (18%)<sup>12</sup>.

Ces différences de salaire augmentent avec l'âge<sup>13</sup>, atteignant presque 20'000 francs par an pour les femmes de 45 à 54 ans, un montant en augmentation en 2018 par rapport à 2016 et 2014.

Une femme, mariée, même sans enfant, peut généralement compter sur l'apport financier de son mari. Lorsqu'il décède, sans l'apport d'une rente de veuve, elle se retrouvera souvent dans une situation matérielle de précarité, alors qu'elle aura peut-être soigné son mari malade pendant plusieurs années avant son décès, économisant à l'état des dépenses importantes.

Là aussi, les propositions faites génèrent de l'inégalité selon qu'on est homme ou femme, car les principes constitutionnels instaurant une égalité entre hommes et femmes ne sont pas réalisés, et ne le seront pas avant des années. En effet, au rythme où l'écart des salaires diminue, il faudra attendre le siècle prochain pour que l'égalité salariale soit réalisée.

Par conséquent, nous nous élevons devant la suppression pure et simple de la rente de veuve dans ce cas également.

## **6. Assainir les finances de la Confédération au détriment des femmes ?**

Selon les chiffres du Conseil fédéral, le présent projet de révision génère des économies de 720 millions de francs pour l'AVS et de 160 millions de francs pour la Confédération à l'horizon 2035. Soit presque la moitié du budget actuel.

Ces économies touchent essentiellement les femmes : plus de 98% des bénéficiaires actuelles de rentes de survivants<sup>14</sup> sont des femmes. Au nom du principe constitutionnel de l'égalité entre femmes et hommes.

---

<sup>11</sup> Rapport GOEG du Conseil fédéral donnant suite au postulat 19.4132 Marti Samira du 25 septembre 2019, publié le 7.9.2022, p. 12

<sup>12</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/salaires-revenus-cout-travail/structure-salaires/ecart-salarial.html> (consulté le 22.3.2024)

<sup>13</sup> Einkommenslücke: Generationen der Ungleichheit. Louisa Roos in: Economiefeministe (Hg.): Aggregierte geschlechtsspezifische Einkommenslücke AGEL. <https://economiefeministe.ch/faktenblaetter/einkommensluecke> p. 6

<sup>14</sup> Nombre, somme et moyenne des rentes AVS en décembre selon le type de rente, le pays de résidence (catégorie), la nationalité (catégorie) et le sexe [https://www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/fr/px-x-1305000000\\_101/px-x-1305000000\\_101/px-x-1305000000\\_101.px/table/tableViewLayout2/](https://www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/fr/px-x-1305000000_101/px-x-1305000000_101/px-x-1305000000_101.px/table/tableViewLayout2/)

Une suite logique à la réforme AVS 21, qui a élevé l'âge de la retraite des femmes d'une année, ce qui permettra des économies de plus de 10 milliards de francs d'ici à 2033. Au nom du principe constitutionnel de l'égalité entre femmes et hommes.

Rappelons-le, l'écart de revenus entre les femmes et les hommes, en 2018, était de 43,2%<sup>15</sup>. Exprimé en francs, cet écart de revenu représentait en 2018 plus de 100 milliards de francs<sup>16</sup> - pour un PIB de 709 milliards de francs. C'est gigantesque. Faire des économies supplémentaires sur le dos des femmes est tout simplement indécent.

### **7. Prestations complémentaires : un instrument créateur d'inégalités supplémentaires**

La solution préconisée par le présent projet de révision de pouvoir faire appel aux prestations complémentaires en cas de besoin n'est pas une bonne idée.

C'est échanger un droit à une rente contre le droit à une aide sociale stigmatisante. Un nombre important d'ayants droit n'y ont pas recours<sup>17</sup>, par manque d'information, à cause des démarches inutilement intrusives, compliquées et bureaucratiques, par honte ou peur de l'opprobre. Être femmes, ou veuve, est un facteur de risque avéré de non-recours à ces prestations. Ce système génère des inégalités supplémentaires et ne peut en aucun cas remplacer une assurance sociale.

Introduire les prestations complémentaires dans ce système, c'est aussi générer des inégalités supplémentaires. En effet, les prestations complémentaires peuvent différer énormément selon le canton ou même la commune de résidence<sup>18</sup>.

Evidemment, c'est pour la Confédération une possibilité de transférer des charges aux cantons, aux communes, et en cas de non-recours aux prestations, aux ménages, et donc, de faire des économies...

---

<sup>15</sup> Rapport GOEG du Conseil fédéral donnant suite au postulat 19.4132 Marti Samira du 25 septembre 2019, publié le 7.9.2022, p. 3

<sup>16</sup> <https://economiefeministe.ch/faktenblaetter/einkommensluecke/>

<sup>17</sup> Pro Senectute, Deuxième rapport partiel de l'Observatoire national de la vieillesse: Non-recours aux prestations complémentaires, 2022

<sup>18</sup> Tabea Kaderli (2023): Ergänzungsleistungen zur AHV. Ein Bilderbuchbeispiel wie Kosten nach unten verschoben werden. In: Economiefeministe (Hg.): Faktenblätter Öffentliche Finanzen. [economiefeministe.ch/faktenblaetter/oeffentliche-finanzen](https://economiefeministe.ch/faktenblaetter/oeffentliche-finanzen)

## 8. Conclusions

Le présent projet de révision des rentes de survivants, élaboré en réponse à l'arrêt rendu en 2020 par la CEDH, créerait, certes, une égalité de droit entre les hommes et les femmes.

Mais il générerait en même temps une inégalité de fait au préjudice des femmes, qui se trouveraient immensément discriminées par rapport aux hommes. L'inégale répartition entre les femmes et les hommes du travail rémunéré et du travail domestique et familial non rémunéré est ici complètement occultée.

Or ces inégalités ont pour les femmes d'énormes conséquences financières, qui ne se résorbent pas avec l'âge, mais qui s'aggravent au contraire. Ici, hommes et femmes sont loin d'être égaux.

Les restrictions envisagées représenteraient donc une violation du principe d'égalité ancré dans notre Constitution. Les discriminations qui en découleraient ne seraient pas compatibles non plus avec la Convention européenne des droits de l'homme signée par la Suisse.

Des économies supplémentaires à réaliser au détriment des femmes, alors que l'égalité de fait ancrée dans notre Constitution est loin d'être réalisée, ne sont pas acceptables.

Des prestations complémentaires pour pallier aux situations les plus crasses engendrées par la révision seraient cause d'inégalités supplémentaires, surtout pour les femmes, et ne peuvent en aucun cas remplacer les prestations d'une assurance sociale.

Par conséquent, nous rejetons ce projet.





Schweizerischer Pensionskassenverband  
Association suisse des Institutions de pré-  
voyance  
Associazione svizzera delle Istituzioni di previ-  
denza  
Kreuzstrasse 26  
8008 Zürich  
Telefon 043 243 74 15/16  
Telefax 043 243 74 17  
E-Mail [info@asip.ch](mailto:info@asip.ch)  
Website [www.asip.ch](http://www.asip.ch)

Frau  
Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider  
Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
Inselgasse 1  
3003 Bern

[Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch](mailto:Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch)

Zürich, 28.03.2024

## **Stellungnahme zur Vernehmlassung «Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten»**

Sehr geehrte Damen und Herren

Vielen Dank für die Einladung zum Vernehmlassungsverfahren «Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten». Gerne nehmen wir nachfolgend Stellung.

Der Schweizerische Pensionskassenverband ASIP mit Sitz in Zürich ist der Dachverband für über 900 Pensionskassen. Er vertritt über die Mitglieder rund zwei Drittel der Versicherten in der beruflichen Vorsorge sowie ein Vorsorgevermögen von gegen CHF 650 Mia. Der ASIP bezweckt die Erhaltung und Förderung der sozialpartnerschaftlich geführten beruflichen Vorsorge auf freiheitlicher und dezentraler Basis und setzt sich für das Drei-Säulen-Konzept in ausgewogener Gewichtung ein. Er positioniert sich als Ansprechpartner für alle Akteure im Umfeld der beruflichen Vorsorge. Die Exponenten unseres Verbandes vertreten die Interessen der Pensionskassen in verschiedenen Gremien sowie gegenüber der Politik und der Öffentlichkeit.

**Aus nachfolgenden Gründen lehnen wir die vorgeschlagene Anpassung der Hinterlassenenrenten in der AHV ab.**



## **1. Koordinationsrecht: ungerechtfertigte Erhöhung der Hinterlassenenleistungen der Vorsorgeeinrichtungen**

Bei der Ausarbeitung der vorliegenden Anpassung der Hinterlassenenrenten zu wenig beachtet wurde u.E. Art. 24 Abs. 1 und 3 BVV 2, der innerhalb der Leistungskoordination in der obligatorischen beruflichen Vorsorge die Kürzung von Hinterlassenenleistungen der 2. Säule bestimmt (Zusammenrechnung der Hinterlassenenleistungen an die Witwe oder den Witwer oder an die überlebende eingetragene Partnerin oder überlebenden eingetragenen Partner und an die Waisen). Dass – wie im Erläuterndem Bericht, S. 33f., behauptet – «die Anpassung der Leistungen an verwitwete Personen [...] nur in ganz wenigen Fällen eine Verschiebung von AHV-Leistungen in die 2. Säule zur Folge haben» dürfte, entbehrt u.E. jeglicher Grundlage.

### **1.1. Unterschiedliches Maximalalter bei Unterhaltspflicht für das Kind**

Anknüpfungspunkt der Hinterlassenenleistungen in der 2. Säule ist nämlich die Unterhaltspflicht für das Kind (Art. 19 Abs. 1 lit. a BVG), für die es keine Altersgrenze gibt.

Dies bedeutet, dass, falls das Kind noch keine angemessene Erstausbildung abgeschlossen hat, es gemäss Art. 277 Abs. 2 ZGB den Eltern, hier dem überlebenden Ehegatten, unter Einbezug der gesamten Umstände zumutbar sein muss, bis zum Ausbildungsabschluss für den Unterhalt des volljährigen Kindes aufzukommen (EVG, 13.11.1998, E. 2b, c und e).

Gemäss nArt. 23 Abs. 3<sup>bis</sup>/4 AHVG erlischt jedoch der Rentenanspruch bzw. kann dieser gar nicht entstehen, wenn das jüngste Kind das 25. Altersjahr vollendet (hat), auch wenn dasselbe seine Erstausbildung noch nicht abgeschlossen hat, der überlebende Ehegatte also noch unterhaltspflichtig ist. Folge davon ist, dass die Witwen- bzw. Witwerrente in der 2. Säule erhöht werden muss (keine Koordinationsmöglichkeit gemäss Art. 24 Abs. 3 BVV 2 mehr), weil die AHV-Witwen- bzw. Witwerrente erlischt.

Verweist das Vorsorgereglement auf Art. 24 BVV 2 oder enthält es keine koordinationsrechtliche Bestimmung, gilt dies möglicherweise auch in der weitergehenden (überobligatorischen) beruflichen Vorsorge.

### **1.2. Übergangsrente bei Verwitwung (nArt. 24 Abs. 1 AHVG): mangelnde Kongruenz mit Art. 19 Abs. 1 lit. b BVG**

Auch bei Nichtvorhandensein von unter 25-jährigen Kindern oder Pflegekindern i.S. von Art. 23 AHVG werden die Vorsorgeeinrichtungen neu benachteiligt.

Gemäss Art. 19 Abs. 1 lit. b BVG hat der überlebende Ehegatte nämlich Anspruch auf eine Witwen- oder Witwerrente, wenn er beim Tod des Ehegatten älter als 45 Jahre ist und die Ehe mindestens fünf Jahre gedauert hat. Zwar erhält derselbe in der 1. Säule auch einen Anspruch auf eine Witwen- bzw. Witwerrente, diese ist aber lediglich eine auf zwei Jahre befristete Übergangsrente, so dass nach zwei Jahren

die Witwen- bzw. Witwerrente der 2. Säule erhöht werden muss (Leistungscoordination nur während zwei Jahren).

Nach geltendem Recht können hingegen die Hinterlassenenleistungen der verheirateten Witwen in der 1. Säule mit denjenigen in der 2. Säule unbefristet koordiniert werden, da gemäss Art. 24 Abs. 1 AHVG «Witwen [...] überdies Anspruch auf eine Witwenrente [haben], wenn sie im Zeitpunkt der Verwitwung keine Kinder oder Pflegekinder im Sinne von Artikel 23, jedoch das 45. Altersjahr vollendet haben und mindestens fünf Jahre verheiratet gewesen sind. [...]»

Dasselbe gilt auch für den geschiedenen Ehegatten (Art. 19 Abs. 3 BVG/Art. 20 Abs. 1 BVV 2 vs. Art. 24 Abs. 3 und 4 nAHVG).

*Insgesamt ist daher – entgegen den Ausführungen im erläuternden Bericht – davon auszugehen, dass den Vorsorgeeinrichtungen signifikante und ungerechtfertigte Mehrkosten entstehen, die so in der Vorlage nicht beabsichtigt sind.*

## **2. Zivilstandsunabhängigkeit in der AHV vs. Zivilstandsabhängigkeit in der 2. Säule (berufliche Vorsorge)**

Ebenfalls entgegen der Behauptung im Erläuternden Bericht, S. 33, ist die Zivilstandsneutralität in der obligatorischen beruflichen Vorsorge nicht vorgesehen, nur in der überobligatorischen beruflichen Vorsorge, und vorausgesetzt, das Vorsorgereglement sieht eine zivilstandsunabhängige Hinterlassenenleistung überhaupt vor. Durch die nun vorgeschlagene Anpassung geraten die AHV und das Obligatorium der 2. Säule in ein Missverhältnis, obwohl sie beide die zentralen Elemente der Schweizer Alters- und Hinterbliebenenvorsorge bilden. Konkret sind Fälle denkbar, in denen zwar eine obligatorische Hinterlassenenleistung aus der 1. Säule zugesprochen wird, nicht aber aus der 2. Säule (Unverheiratete mit Kindern). Selbst bei einer überobligatorischen Leistung ist es möglich, dass reglementarische Bedingungen nicht erfüllt sind und somit keine Leistung zugesprochen wird, obwohl der Anspruch aus der 1. Säule bejaht wird. Derartige Fälle sind sozialpolitischer Zündstoff und den Versicherten in der beruflichen Vorsorge kaum zu erklären.

Hinzu kommt, dass mit dem Wegfall der Hinterlassenenrente der 1. Säule das verfassungsmässige Leistungsziel der beiden Säulen nicht mehr erreicht wird. Dem verwitweten Ehepartner bleibt unter Umständen lediglich ein Anspruch auf die Hinterlassenenrente oder eine Kapitalauszahlung gegenüber der Vorsorgeeinrichtung des verstorbenen Ehegatten, sofern dieser als Arbeitnehmender obligatorisch oder als Selbständigerwerbender freiwillig in der 2. Säule versichert war.

*Insgesamt zeigt sich damit, dass die Einführung einer zivilstandsunabhängigen Hinterlassenrente in ein bestehendes sozialversicherungsrechtliches Gefüge nicht nur zu Unwägbarkeiten, sondern geradezu*

*grotesken Situationen führen kann. Wir empfehlen daher, bei der offensichtlich notwendigen Anpassung der Hinterlassenenleistungen in der AHV weiterhin auf den Zivilstand abzustützen.*

Wir danken Ihnen für die Beachtung unserer Hinweise. Gerne stehen wir Ihnen zur Beantwortung allfälliger weiterer Fragen zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

**ASIP**

Schweizerischer Pensionskassenverband



Dr. Lukas Müller-Brunner

Direktor ASIP



Dr. Michael Lauener

Leiter Recht

# AVIVO suisse

## Association de défense et de détente des retraités

Avivo-ch.ch  
60. av. de Béthusy 1012 Lausanne, [avivo.suisse@gmail.com](mailto:avivo.suisse@gmail.com)

Madame la conseillère fédérale  
Elisabeth Baume Schneider  
DFI  
3003 Berne

Lausanne, le 20 février 2024

Réponse à la consultation fédérale sur la révision partielle de la LAVS  
Adaptation des rentes de survivants.

Madame la conseillère fédérale,

L'AVIVO suisse est particulièrement mécontente d'apprendre la façon dont le Conseil fédéral entend « corriger » l'inégalité de traitement entre veufs et veuves, tout en profitant d'imposer une diminution des droits dans l'AVS valant 720 millions et des économies de 160 millions pour la Confédération et cela sans tenir compte des besoins.

La condamnation de la CEDH aurait dû permettre d'augmenter les rentes de veufs au niveau des rentes de veuves et d'assurer simplement l'égalité de traitement. Il y a dans la réponse fédérale et les restrictions qui en découlent comme un relent de revanche délétère envers des survivants et des survivantes qui ont payé des cotisations AVS, cotisations qui leur garantissait des droits subitement écornés. Ce sont des droits des assurés à l'AVS d'une valeur de 720 millions qui disparaissent...

Quant à la suppression des rentes à vie que conteste l'AVIVO, on peut observer que ce principe rigoureux et qui se veut vertueux ne s'applique pas bizarrement aux rentes à vie de veuves dans d'autres secteurs de la Confédération.

Même si les rentes de veuves et de veufs sont maintenues pour les personnes de 55 ans ayant des enfants à charge lors de l'entrée en vigueur prévue pour ce

projet, l'ensemble des restrictions risque de bouleverser la vie de veufs, de veuves, et surtout des femmes, ou de leurs enfants. On peut même penser qu'il s'agira en plus de reports de charges néfastes.

Les restrictions que comporte ce projet et la suppression des rentes à vie contreviennent gravement au principe d'assurance des survivants, contenu dans le titre même de l'AVS (Assurance Vieillesse et Survivants) voulu dès sa création. L'argument qui affirme que le système « ne correspond plus aux réalités sociales » tient plus de la profession de foi que de la réalité concrète que vivent des personnes qui affrontent des deuils et leurs conséquences. Les femmes sont particulièrement touchées.

Que compte faire la Confédération des économies prévues ? L'argent économisé dans l'AVS devrait pour le moins lui rester attribué.

En résumé, l'AVIVO est opposée à ces mesures de restrictions et de coupes qui laissent augurer d'autres économies non souhaitables dans le domaine social.

Veillez recevoir, Madame la conseillère fédérale, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le comité de l'AVIVO suisse

Christiane Jaquet-Berger  
présidente

Madame la Conseillère fédérale  
Elisabeth Baume Schneider  
Cheffe du Département fédéral de l'intérieur  
Palais fédéral  
3003 Berne

Par courrier électronique :  
[sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Paudex, le 28 mars 2024  
BDM/TRE

### **Consultation : Révision partielle LAVS– adaptation des rentes de survivant**

Madame la Conseillère fédérale,

Nous avons pris connaissance avec intérêt du projet mentionné en titre, qui a retenu notre meilleure attention. Par la présente, nous souhaitons vous communiquer notre position.

#### **Contexte**

Le projet donne suite à un arrêt de la CEDH et vise à rendre les réglementations relatives aux rentes de survivant conformes à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. En effet, jusqu'en octobre 2022, les femmes touchaient une prestation de survivant à vie alors que les hommes devaient avoir des enfants mineurs pour justifier l'octroi des prestations. Cette différence de traitement trouvait sa source dans des raisons historiques, liées au peu de participation des femmes sur le marché du travail, et au fait que les familles dépendaient généralement du seul revenu du père. C'est ainsi que lorsque celui-ci disparaissait, une intervention à visée sociale de l'Etat se justifiait.

Aujourd'hui, vu la participation toujours plus active des femmes sur le marché du travail, les rentes à vie ne se justifient plus et l'inégalité de traitement encore moins. En revanche, il est clair que des prestations doivent être octroyées lorsque la situation économique du noyau familial est atteinte.

#### **Situation financière de l'AVS**

La stabilisation des comptes de l'AVS doit être une priorité. Il est tenu compte de cet objectif dans le choix de la variante retenue : l'équilibre entre la mise à égalité des prestations de veuves et de veuves, et la limitation de l'impact sur le financement semble aller dans la bonne direction. Cependant, en vue de la réforme de l'AVS attendue pour 2026, et à la suite de la votation sur la 13ème rente, des mesures plus contraignantes financièrement doivent être prises rapidement.

Une de nos propositions est de reprendre certains principes en matière de droit du divorce et du droit de l'entretien de l'enfant.

#### **Rente de parent survivant axée sur la période éducative et d'assistance de l'enfant**

La réforme propose que le droit à la rente de parent survivant continue tant que le parent est tenu de prendre en charge financièrement l'enfant et au maximum jusqu'aux 25 ans de l'enfant, peu importe l'état civil des parents. Nous sommes d'accord sur le principe : la rente à vie ne se justifie plus en raison de la possibilité pour chacun des parents de couvrir ses

besoins vitaux par une participation active sur le marché du travail sans avoir recours aux prestations du premier pilier, sous réserve de ses obligations éducatives.

Cependant, des adaptations de la réforme retenue nous paraissent encore pertinentes pour deux raisons, premièrement pour continuer à limiter les coûts afin de stabiliser l'AVS, et deuxièmement pour améliorer la participation au marché du travail en période de pénurie de main-d'œuvre.

#### La situation civile et économique des parents

La rente de survivant serait octroyée indépendamment de la situation civile des parents. Elle placerait ainsi les prestations de survivant au même niveau que les prestations d'entretien de l'enfant dans le cadre d'un divorce, en se liant à la période éducative de l'enfant.

En revanche, les prestations d'entretien sont, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, octroyées de manière dégressive. Il faut ainsi noter que l'on demande au parent créancier d'exercer une activité lucrative à 50% dès la scolarisation obligatoire de l'enfant, à 80% dès la scolarisation de l'enfant au secondaire, et à plein temps dès l'âge de 16 ans de l'enfant.

La réforme proposée pour les prestations de survivant ne tient pas compte d'une mise sur le marché du travail progressive et nous souhaiterions que ce soit le cas.

#### Proposition : introduire, sur la base du droit de l'entretien de l'enfant, des paliers de revenu hypothétique

- Pour l'enfant non-scolarisé : le droit la rente de survivant est de 100%
- Pour l'enfant scolarisé en primaire : le droit à la rente de survivant est de 50%
- Pour l'enfant scolarisé au secondaire : le droit à la rente de survivant est de 20%
- Et le droit à la rente de survivant s'arrête aux 16 ans de l'enfant.

#### **Rente de survivant transitoire**

Pour les survivants n'ayant pas d'enfants à charge, il serait possible de recevoir une rente de survivant transitoire de 2 ans, à condition d'avoir un lien de communauté économique. Nous soutenons la condition du lien de mariage ou de partenariat enregistré, car le droit de la famille est un noyau de solidarité essentiel. Le décès entraîne une modification de la situation économique de la famille et l'ouverture d'un cas de prévoyance. Nous profitons tout de même de rappeler que le 1er pilier de notre système de prévoyance sert à couvrir les besoins vitaux, par conséquent, le délai de 2 ans nous convient. En effet, le conjoint survivant a ainsi un délai raisonnable pour augmenter sa participation au marché du travail.

#### **Prise en charge des cas de rigueur par les prestations complémentaires.**

Il nous paraît cohérent de permettre l'octroi des prestations complémentaires pour les personnes âgées de 58 ans et plus au moment du décès, et n'ayant plus d'enfants à charge, si le décès mène à la précarité. La couverture des besoins vitaux est l'objectif du 1er pilier, parfois réalisé avec l'appui des prestations complémentaires. Il serait même envisageable, si les mesures d'économie que nous proposons ci-dessus sont réalisées, d'abaisser la limite d'âge de 58 ans.

### **Disposition transitoire**

La protection des droits acquis revêt une importance particulière en matière d'assurances sociales, par conséquent nous soutenons effectivement le maintien de la situation des veuves et des veufs de plus de 55 ans ayant des rentes en cours.

En conclusion, nous demandons que des efforts soient encore faits pour améliorer la participation au marché du travail et diminuer les coûts de cette réforme. Moyennant les adaptations de paliers d'âge que nous proposons, nous acceptons la rente de veuvage transitoire, la prise en charge par les prestations complémentaires et les dispositions transitoires.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce qui précède et vous prions d'agrèer, Madame la Conseillère fédérale, l'assurance de notre haute considération.

Centre Patronal



Brenda Duruz



Tatiana Rezso





Bundesamt für Sozialversicherungen  
Effingerstrasse 20  
CH-3003 Bern

## Vernehmlassungsantwort der Evangelischen Frauen Schweiz

### Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten (Februar 2024)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit einer Stellungnahme zur Vernehmlassungsvorlage «Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten». Als Evangelische Frauen Schweiz (EFS) nehmen wir zur Vernehmlassungsvorlage wie folgt Stellung und ersuchen um entsprechende Überarbeitung der Vorlage:

#### Ausgangslage

Die Vorlage sieht vor, die Witwen- und Witwerrente in der AHV<sup>1</sup> gleich auszugestalten. Anlass sind einerseits die Sparvorhaben des Bundes und andererseits das Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, der die Witwerrenten in der Schweiz als diskriminierend beurteilt hat, weil für den Bezug andere Kriterien gelten als bei den Witwenrenten.

Gleichzeitig möchte die Vorlage auch auf den Wandel eingehen, dem die gesellschaftliche Realität von Paaren, Ehepartner:innen und Eltern unterliegen. So heiraten heute weniger Paare und mehr Paare haben gemeinsame Kinder, ohne zu heiraten. Zudem werden heute – nicht zuletzt aufgrund der höheren Scheidungsrate – markant weniger Ehen durch die Verwitwung beendet. Zudem finden die Verwitwungen immer später im Lebenslauf statt: Betrafen in den 1970er-Jahren noch rund 36% der Verwitwungen Frauen im erwerbsfähigen Alter, sind es heute noch rund 12%.

Es gibt bezüglich der Verwitwung aber auch Konstanten. Frauen sind deutlich häufiger von Verwitwung betroffen als Männer. Sie sind mit einem Anteil von rund 70% unter den Verwitweten nach wie vor übervertreten. Dies hängt neben den unterschiedlichen gesellschaftlichen und moralischen Erwartungen an Witwer und Witwen auch mit der durchschnittlich höheren Lebenserwartung der Frauen zusammen. Dieser Effekt wird dadurch verstärkt, dass Frauen oft jünger sind als ihre Ehepartner. Zudem heiraten Witwer öfter wieder als Witwen.

Die Vorlage sieht vor, die heutigen Witwen- und Witwerrenten mit Renten für hinterlassene Elternteile und Übergangsrenten bei Verwitwung zu ersetzen. Neu sollen Elternteile (unabhängig von ihrem Zivilstand), deren Partner oder Partnerin stirbt, aus der AHV eine Rente erhalten, bis ihr jüngstes Kind das 25. Altersjahr erreicht hat. Eine längere

<sup>1</sup> Die Witwen- und Witwerrenten in der zweiten Säule sind nicht betroffen. Im Obligatorium gelten für Männer und Frauen dieselben Voraussetzungen: Sie müssen entweder Kinder haben oder 45jährig und mindestens 5 Jahre verheiratet gewesen sein. Wenn nicht, erhalten sie eine Abfindung von drei Jahresrenten. Im Überobligatorium sind zusätzliche Leistungen (z.B. für Konkubinatspartner) je nach Pensionskasse möglich.

Bezugsdauer ist für Personen mit Kindern mit einer Behinderung vorgesehen. Weiter ist für Verheiratete und für Geschiedene, deren Ex-Ehepartner oder Ex-Ehepartnerin für sie unterhaltspflichtig war, während zwei Jahren eine Übergangsrente vorgesehen, sofern sie Kinder haben. Ab 58 Jahren ist es, unabhängig von der Rente, möglich, als Witwe oder Witwer Ergänzungsleistungen zu beantragen, sofern die finanzielle Lage entsprechend prekär ist. Sobald Altersrenten aus der AHV ausbezahlt werden, erlischt der Anspruch auf Witwenrenten. Laufende Witwenrenten werden nur fortgeführt, wenn die Witwe 55jährig oder älter ist. Renten für jüngere Personen werden nach zwei Jahren Übergangsfrist eingestellt.

Das heisst: Mit der Teilrevision kommt es zu einem leichten Ausbau der Witwenrenten. Bisher sind Witwen nur bis zum 18. Geburtstag des ältesten Kindes rentenberechtigt. Zudem sind neu Menschen mit unter 25jährigen Kindern, die im Konkubinat mit der verstorbenen Person gelebt haben, rentenberechtigt.

Für Witwen bedeutet die Teilrevision einen Rentenabbau. Abgeschafft werden folgende Leistungen:

- Witwenrenten für Frauen, die im Rentenalter sind<sup>2</sup>
- Witwenrenten für Frauen ohne Kinder<sup>3</sup>
- Dauerhafte Witwenrenten für Frauen, deren jüngstes Kind über 25jährig ist.

## **Position der EFS**

### **Allgemeine Bemerkungen**

Trotz der gesellschaftlichen Veränderungen der letzten Jahrzehnte verwitwen Frauen immer noch öfter als Männer. Gleichzeitig übernehmen sie deutlich häufiger Aufgaben in der Betreuung der Kinder und in der Pflege von Angehörigen und reduzieren dafür ihr Erwerbsspensum. Aufgrund der entsprechenden Rollenverteilung in den Familien, erleiden sie bedeutende wirtschaftliche Nachteile, wenn das Erwerbseinkommen ihres Partners wegfällt. Eine solide soziale Sicherung für Witwen ist deshalb ein wichtiger Pfeiler, um Armut von Frauen aufgrund ihrer Erwerbsbiografie zu verhindern.

### **Gleiche Sozialleistungen für Witwen und Witwer**

Die EFS begrüssen den Grundsatz, dass Witwen und Witwer gleiche Sozialleistungen erhalten sollen. Aus Sicht der EFS sollte die soziale Sicherung so ausgestaltet sein, dass sowohl Frauen wie auch Männer über die nötige soziale Sicherung beim Tod ihres Partners oder ihrer Partnerin verfügen. Heute sind es immer noch überwiegend Frauen, die für die Kinderbetreuung ihre Erwerbstätigkeit reduzieren. Aus Sicht der EFS kann es aber nicht sein, dass Männer, die ihre Erwerbstätigkeit in derselben Situation reduzieren, beim Tod ihrer Partnerin nicht über dieselbe soziale Absicherung verfügen. Die Gleichstellung bei Verwitwung ist deshalb ein wichtiger Schritt, um eine Vielfalt an Rollenverteilungen in der Familie abzusichern und wird von den EFS begrüsst.

---

<sup>2</sup> Heute wird entweder die Witwenrente (80% der AHV-Rente des verstorbenen Ehemanns, d.h. monatlich CHF 980.- bis CHF 1'960) oder die AHV-Rente ausbezahlt, wobei der höhere Betrag berücksichtigt wird. De facto sind im Rentenalter die Witwenrenten vor allem wichtig für Frauen, die weniger Beitragsjahre als ihr Partner in der AHV aufweisen und/oder einen deutlich tieferen Lohn erhielten.

<sup>3</sup> Heute erhalten Frauen, die das 45. Lebensjahr vollendet haben und mindestens fünf Jahre verheiratet waren, eine Witwenrente aus der AHV. Dasselbe gilt für geschiedene Frauen, die das 45. Lebensjahr vollendet haben und mindestens zehn Jahre verheiratet waren.

## **Keine Streichung von laufenden Renten**

Die EFS erachten es als inakzeptabel, laufende Witwenrenten aufzuheben. Dieses Vorgehen verstösst gegen Treu und Glauben und stellt die Betroffenen vor grosse wirtschaftliche Probleme.

Die EFS fordern vom Bundesrat, auf die Streichung von laufenden Renten in jedem Fall zu verzichten.

## **Zivilstandsunabhängige Sozialversicherungen**

Die EFS vertreten die Position, dass die Sozialversicherungen zivilstandsunabhängig ausgerichtet werden sollten. Die Witwen- und Witwerrenten sind bisher an den Zivilstand geknüpft und stehen nur Personen zu, die mit der verstorbenen Person verheiratet oder von ihr geschieden waren. Die EFS begrüssen den Ansatz des Bundesrats, hinterlassenen Elternteilen zivilstandsunabhängig Renten auszurichten.

Die EFS begrüssen insbesondere, dass Eltern neu unabhängig von ihrem Zivilstand eine Hinterlassenenrente zustehen soll.

Das ist eine wichtige Verbesserung der sozialen Absicherung von unverheirateten Eltern. Grundsätzlich sind Personen mit betreuungs- und unterhaltspflichtigen Kindern besonders von einer Verwitwung des Partners betroffen. Dies trifft verstärkt zu, wenn sie während der Lebensgemeinschaft mit dem Partner oder der Partnerin Kinderbetreuungsaufgaben übernommen und dafür ihre berufliche Tätigkeit zurückgestellt haben. Aus Sicht der EFS ist es deshalb richtig, die Witwen- und Witwerrenten vermehrt auf Personen mit Kindern auszurichten – nicht zuletzt im Hinblick auf den beruflichen Wiedereinstieg (vgl. «Wiedereinstieg fördern»).

Leider ist die Zivilstandsunabhängigkeit bei den sogenannten Übergangsrenten bei Verwitwung nicht vorgesehen. Diese auf zwei Jahre befristeten Renten sollen gemäss der Vorlage an verheiratete und geschiedene Personen ausgerichtet werden, die mit dem oder der der Verstorbenen Kinder hatten, welche über 25jährig sind.

Die EFS fordern, dass auch die Übergangsrenten zivilstandsunabhängig ausgerichtet werden.

## **Prekarität vermeiden**

Die EFS erwarten, dass die Übergangsrenten auch an Personen ohne Kinder ausgerichtet werden. Dies vor dem Hintergrund, dass eine Partnerschaft immer auch eine wirtschaftliche Einheit bildet und der Tod des Partners oder der Partnerin deshalb auch dann eine wirtschaftliche Lücke hinterlässt, wenn keine gemeinsamen Kinder vorhanden sind. Der Verlust des Partners oder der Partnerin ist ein Ereignis, das den oder die Hinterbliebene in einem fragilen Zustand versetzt, der es oft verunmöglicht, innerhalb kurzer Zeit sämtliche Verpflichtungen im bisherigen Umfang wahrzunehmen und gleichzeitig umgehend die Fixkosten zu redimensionieren (z.B. Wohnkosten). Aus Sicht der EFS ist es wichtig, dass die Hinterbliebenen in dieser schwierigen Situation unterstützt werden.

Um eine genügende Frist für die Neuordnung der Verhältnisse zu garantieren, fordern die EFS, die Übergangsrenten wie in der zweiten Säule während drei Jahren auszurichten.

Heute können alle, die eine Witwen- oder Witwerrente aus der AHV beziehen und in prekären finanziellen Verhältnissen leben, Ergänzungsleistungen (EL) beantragen. Mit der Abschaffung von Witwenrenten verlieren die betroffenen Frauen auch die Möglichkeit EL zu beantragen, wenn sie in prekären finanziellen Verhältnissen sind. Für Härtefälle sieht der Bundesrat vor, dass Verwitwete ab dem 58. Altersjahr EL beantragen können. Der Bundesrat geht davon aus, dass durch diese Neuregelung Verwitwete im erwerbsfähigen Alter mittelfristig rund 10 Millionen weniger EL-Leistungen beziehen werden. Die Betroffenen werden wegen der Abschaffung der Witwenrenten auf Sozialhilfe angewiesen sein.

Die EFS fordern, dass Verwitwete ab 55 Jahren EL beantragen können, damit der Tod des Partners oder der Partnerin nicht dazu führt, dass der oder die Hinterbliebene auf Sozialhilfe angewiesen ist.

### **Unverzichtbare Begleitmassnahmen: Wiedereinstieg fördern**

Mit der weitgehenden Streichung der Witwenrenten geht der Bundesrat davon aus, dass sich Frauen spätestens dann wieder in den Arbeitsmarkt eingegliedert haben und finanziell unabhängig sind, wenn ihr ältestes Kind des 25. Lebensjahr erreicht hat. Leider geht der Bundesrat in seiner Vorlage nicht darauf ein, wie die Voraussetzung für diese wirtschaftliche Unabhängigkeit von Witwen geschaffen werden kann. Aus Sicht der EFS ist es zwingend, dass in diesem Zusammenhang der Wiedereinstieg ins Erwerbsleben gefördert wird.

Nach wie vor ist es in der Schweiz Realität, dass vor allem Frauen ihr Erwerbsumsatz bei der Geburt von Kindern reduzieren oder ganz aus dem Erwerbsleben aussteigen. Nach der Geburt des ersten Kindes steigen knapp 20% der Frauen aus dem Erwerbsleben aus, nach der Geburt des zweiten Kindes sind rund 30% der Frauen nicht mehr im Erwerbsleben. Diese Phase dauert bei Frauen rund 5,5 Jahre und führt dazu, dass ihre beruflichen Qualifikationen an Wert verlieren.

Gleichzeitig arbeiten Frauen mit Kindern oft in tieferen Pensen als Männer. Personen, die einen tieferen Beschäftigungsgrad aufweisen, haben generell einen erschwerten Zugang zu Weiterbildung. Auch das schadet der beruflichen Qualifikation von Frauen überdurchschnittlich.

Bei Verwitweten kommt ein weiterer Grund für den teilweisen oder vollständigen Rückzug aus dem Erwerbsleben dazu. Ist der Partner vor dem Tod beispielsweise wegen einer Krebserkrankung längere Zeit pflegebedürftig, reduzieren Angehörige oft ihr Pensum, um den Partner oder die Partnerin zu betreuen – unabhängig davon, ob Kinder vorhanden sind.

Der Wiedereinstieg ins Erwerbsleben gestaltet sich oft schwierig, weil die Betroffenen nicht (mehr) über das nötige Netzwerk, das Bewerbungswissen und weniger über aktuelle Qualifikationen verfügen.

Die EFS fordern deshalb, dass der Wiedereinstieg von Frauen in den Arbeitsmarkt gefördert wird. Insbesondere braucht es eine gute, explizit auf sie zugeschnittene, Begleitung für Wiedereinsteigerinnen, die ihnen das nötige Wissen und die nötigen Kontakte vermittelt. Zudem muss die Weiterbildung für Teilzeitarbeitende gezielt gefördert werden, so dass sie sich berufliche Perspektiven erschliessen können.

Die EFS fordern zudem, dem Ausstieg von Frauen aus der Erwerbstätigkeit mit einer besseren Vereinbarkeit von Familie und Beruf präventiv entgegenzuwirken. Dazu braucht es eine deutliche finanzielle Entlastung der Eltern bei den Kosten der familienexternen Kinderbetreuung, eine Elternzeit zur besseren sozialen Absicherung der Elternschaft sowie familienfreundliche Unternehmensstrukturen, die auf die besonderen Bedürfnisse von Eltern eingehen und Vätern und Müttern gleichermaßen die Möglichkeit zur Vereinbarkeit eröffnen (z.B. Betreuung von kranken Kindern etc.).

## Anträge zum Gesetzesentwurf

### Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG)

#### Art. 24 Übergangsrente bei Verwitung

<sup>1</sup> Witwen und Witwer haben Anspruch auf eine auf ~~zwei~~ drei Jahre befristete Übergangsrente bei Verwitung, wenn sie im Zeitpunkt der Verwitung keine unter 25-jährigen Kinder oder Pflegekinder im Sinne von Artikel 23 ~~mehr~~ haben.

<sup>2</sup> Eine geschiedene Person ist einer Witwe oder einem Witwer gleichgestellt, ~~wenn sie im Zeitpunkt des Todes ihres geschiedenen Ehegatten keine Kinder mehr hat, die einen Anspruch auf eine Rente für den hinterlassenen Elternteil begründen, und sie von ihrem geschiedenen Ehegatten einen Unterhaltsbeitrag nach Artikel 125 ZGB<sup>3</sup> bezog.~~

<sup>2a</sup> Personen, die mit dem oder der Verstorbenen im Konkubinat gelebt haben, sind einer Witwe oder einem Witwer gleichgestellt.

Begründung: Der Anspruch auf eine dreijährige Übergangsrente soll unabhängig vom Zivilstand und unabhängig davon, ob die Hinterlassenen Kinder hatten, ausgerichtet werden. In der Folge müsste die Konkubinatspartnerschaft an weiteren Stellen, z.B. Absatz vier von Artikel 24 ebenfalls erwähnt werden.

### Übergangsbestimmungen

~~<sup>1</sup>Bei Todesfällen, die vor Inkrafttreten der Änderungen vom... eingetreten sind, gilt für den Leistungsanspruch von Witwen und Witvern, die das 55. Altersjahr im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderungen vom... bereits vollendet haben, bisheriges Recht [...]~~

Begründung: Laufende Renten sollen nicht gestrichen werden.

## Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung

### Art. 4

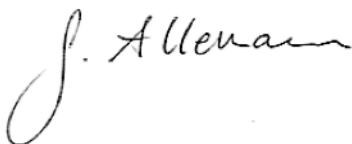
<sup>1</sup> Personen mit Wohnsitz in der Schweiz und gewöhnlichem Aufenthalt (Art. 11 ATSG) in der Schweiz haben Anspruch auf Ergänzungsleistungen, wenn sie:

a<sup>sexies</sup>. Anspruch auf eine Übergangsrente bei Verwitwung und Tod des Konkubinatspartners / der Konkubinatspartnerin gemäss Artikel 24 AHVG hatten und zum Zeitpunkt des Todes ihres Ehegatten oder geschiedenen Ehegatten oder Konkubinatspartners/Konkubinatspartnerin das ~~58.~~ 55. Altersjahr vollendet hatten, solange sie das Referenzalter nach Artikel 21 Absatz 1 AHVG noch nicht erreicht haben.

Begründung: Für ältere Arbeitnehmende ist es nicht einfach, eine neue Anstellung zu finden und wieder wirtschaftlich unabhängig zu werden. Es soll deshalb für Personen, deren Partner:in gestorben ist, möglich sein, bereits ab 55 Ergänzungsleistungen zu beantragen, sofern der Bedarf vorhanden ist.

Freundlichen Grüssen

EVANGELISCHE FRAUEN SCHWEIZ



Gabriela Allemann  
Präsidentin



Jana König  
Geschäftsleiterin

Ersatzkasse UVG, Postfach, 8010 Zürich

Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
Bundesamt für Sozialversicherungen BSV  
Geschäftsfeld AHV, Berufliche Vorsorge und Ergänzungsleistungen  
Effingerstrasse 20  
CH-3003 Bern

Date: Wallisellen, 08.04.2024  
Verantwortlich: Ersatzkasse UVG – Tel.: 058 358 05 70 – Fax: 058 358 05 71  
E-Mail: [info@ersatzkasse.ch](mailto:info@ersatzkasse.ch)

## Stellungnahme zur Revision der Hinterlassenenrenten der AHV

Sehr geehrte Damen und Herren

Geschlechterspezifische Ungleichbehandlungen in der Gesetzgebung über die Unfallversicherung sollten behoben werden. Wir begrüssen diese einfache und pragmatische Lösung für die Gleichbehandlung von Männern und Frauen, die den Witwern dieselben Ansprüche wie den Witwen gewähren. Die Gewährung dieser Leistung an Männer verursacht aus unserer Sicht vertretbare Kosten und steht im Einklang mit der Gesetzgebung über die Unfallversicherung.

Freundliche Grüsse,

Ersatzkasse UVG



Markus Deplazes  
Geschäftsführer



Simona Quido  
Spezialistin UVG



Fédération des  
Entreprises  
Romandes

FER Genève - FPE Bulle - UPCF Fribourg  
FER Arcju - FER Neuchâtel - FER Valais

[sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Département Fédéral de l'Intérieur

A l'attention de  
Madame Elisabeth Baume- Schneider,  
Conseillère Fédérale

Genève, le 28 mars 2024  
RZ / 3452 - FER 08 - 2024

## Révision partielle de la LAVS – Adaptation des rentes de survivants

Madame la Conseillère Fédérale,  
Madame, Monsieur,

Le 8 décembre 2023, le projet relatif à la révision partielle de la Loi fédérale sur l'assurance – vieillesse et survivants (LAVS) portant sur l'adaptation des rentes de survivants a été mis en consultation.

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de nous prononcer et vous faisons parvenir ci-après nos remarques.

### Préambule

Si la révision entreprise s'est imposée pour donner suite à l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme rendu le 20 octobre 2020 et confirmé par la Grande Chambre le 11 novembre 2022, nous félicitons la volonté clairement exprimée par le Conseil Fédéral de faire évoluer notre droit social pour l'adapter avec réalisme. En tenant compte, d'une part, de l'évolution de la société, avec la réalité de la participation active des femmes sur le marché de l'emploi et l'évolution de la structure familiale. En prenant en compte, d'autre part, les besoins financiers de l'AVS et la nécessité d'assainissement des Finances de la Confédération.

Ce dernier point est en effet une priorité qu'il faut avoir de manière constante. C'est le cas dans ce projet qui limite les impacts financiers tout en mettant à égalité les prestations de veufs et de veuves.

#### 1. Nouvelle rente de parent survivant (article 23 LAVS)

Nous saluons le fait que l'état civil et la durée du mariage ne figurent plus dans les conditions d'obtention du droit, ce qui facilite également l'instruction du dossier. Cela assure également une continuité du droit, puisque les modifications d'état civil sont sans impact sur la rente.

Le droit se rattache désormais au seul lien de filiation, ce qui simplifie la recherche et la détermination de l'ayant droit potentiel.



Il est également mis fin, en principe, à la rente de parent survivant au plus tard à la célébration du 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'enfant, événement terme connu d'avance. Cela évite les démarches liées à la justification de la poursuite d'études au sens de l'AVS.

Les exceptions à ce principe, justifiant la prolongation du droit à la rente au-delà de 25 ans, sont liées à l'octroi de bonifications pour tâches d'assistance (BTA), dont le contrôle est, de toute manière, effectué par les organes d'exécution qui vérifient déjà si le droit à une telle bonification est avéré. Cette exception, justifiée dans le fond, ne requiert donc pas de surcharge administrative substantielle.

## 2. Nouvelle rente de veuvage transitoire (article 24 LAVS)

Cette modification introduit une nouvelle prestation transitoire qui vise à assurer un soutien de manière temporaire à un veuf ou une veuve qui n'a plus d'enfant âgé de moins de 25 ans.

En effet, pour ces personnes vivant en couple, le décès du conjoint se traduit souvent par une baisse importante des revenus du ménage. La loi prévoit cependant qu'à moyen terme, le conjoint survivant, ou la conjointe survivante devrait être en mesure, si son âge le lui permet (voir développement point 3), de survenir à ses propres besoins ou d'adapter son train de vie. C'est également ce point de vue qui est retenu dans les évolutions récentes observées en droit de la famille, notamment dans la fixation des prestations compensatoires, avec une même prise en compte de la réalité socio-professionnelle actuelle.

Nous nous autorisons une remarque concernant le segment compris entre « plus de 50 ans » et 58 ans, et qui n'a pas d'activité lucrative, souvent depuis une période assez longue. Même si le texte dispose qu'ils pourront toucher une rente temporaire pendant une durée de 2 ans, la réalité est qu'il est aujourd'hui encore assez difficile à cet âge, et en ayant été hors du monde du travail pendant plusieurs années, de retrouver un emploi. Certes, la flexibilisation de l'âge de la retraite et la pénurie de main d'œuvre annoncée devrait probablement réduire à l'avenir le nombre de personnes qui sont aujourd'hui dans cette situation. Il n'en demeure pas moins que c'est un segment qui pourrait ressentir de manière substantielle les effets de cette réforme.

De manière générale, nous saluons l'introduction de cette prestation transitoire pour une durée limitée à 24 mois dans le but d'accompagner la phase d'adaptation et réduire l'impact financier du veuvage, ou de la disparition de la personne versant une prestation compensatoire au sens de l'article 163 du code civil (CC). Cela permet de garantir à celui ou celle qui la perçoit de bénéficier d'une période de soutien financier nécessaire après le décès du conjoint ou de la conjointe, ou du / de la personne qui verse une prestation compensatoire (dans le cas de couples divorcés).

Les conditions d'octroi nous semblent adaptées, à savoir :

- Le demandeur de cette prestation doit être veuf ou divorcé au bénéfice d'une contribution d'entretien au sens de l'article 163 CC ;
- Le demandeur doit avoir eu au moins un enfant âgé de plus de 25 ans au moment du décès du donneur de droit ; un enfant issu d'une précédente union ne saurait plus suffire à l'obtention du droit ;
- La durée du mariage ou l'âge du demandeur ne sont plus pris en compte.

## 3. Dispositions transitoires et protection pour les cas de rigueur

Le législateur souhaite garantir les droits acquis aux bénéficiaires de 55 ans et plus au moment de l'entrée en vigueur de la révision, soit un âge à partir duquel le législateur renonce à imposer une nouvelle formation ou un examen d'employabilité aux bénéficiaires concernés.

Pour les bénéficiaires âgés de moins de 55 ans, le droit au maintien des rentes est garanti durant 24 mois après l'entrée en vigueur de la présente révision, ce qui nous semble assurer un délai de réadaptation.

A noter qu'un nouvel examen peut s'avérer nécessaire pour voir s'il existe un droit à une rente transitoire selon le nouveau droit, avec la question de savoir si les prestations sont cumulatives ou non (nouvelle durée de 24 mois ?).

Par ailleurs, nous saluons la volonté du législateur de ménager une protection particulière aux personnes qui avaient droit à une rente de veuvage au sens l'article 24 LAVS et qui bénéficiaient d'un droit aux prestations complémentaires (PC).

En effet, il souhaite que ces personnes continuent à percevoir des prestations complémentaires alors même qu'elles ne bénéficieront plus d'une rente de veuvage. Ceci nous semble aller à l'encontre de la systématique légale qui est le fondement de l'accès aux prestations complémentaires, est conditionné par la réception d'une rente AVS/AI. Ne vaudrait-il pas mieux prévoir une exception à la durée maximale de 2 ans pour les prestataires qui sont dans cette situation ?

## Conclusion

Cette adaptation nous permet de continuer à faire évoluer notre droit AVS dans le sens d'une égalité de traitement entre femme et homme, valeur régulièrement défendue par notre fédération et mis en avant pour défendre la réforme AVS 2021 notamment.

De plus, cette réforme tient compte des couples non mariés avec enfants, réalité sociale extrêmement répandue aujourd'hui.

A noter que les rentes de la prévoyance professionnelle (LPP) ne sont pas touchées par la révision, ce qui impliquera des conditions de prestations de survivants substantiellement différentes entre le premier et le deuxième pilier, ce qui nous semble acceptable, car les logiques des systèmes sont différentes (répartition pour le premier pilier, capitalisation pour le 2<sup>ème</sup> pilier), mais sera un élément de complexité pour les assurés concernés.

C'est donc une adaptation qui s'inscrit dans la modernisation de notre droit et son adaptation nécessaire à l'évolution de la société, ce que nous soutenons pleinement. De même, nous soutenons les propositions émises dans le présent projet de révision partielle de la LAVS portant sur l'adaptation des prestations de survivants, et adhérons aux motivations et argumentaires développés dans le rapport explicatif relatif à l'ouverture de la procédure de consultation.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère Fédérale, Madame, Monsieur, à l'expression de notre haute considération.



Olivier Sandoz  
Secrétaire général adjoint



Christelle Schultz  
Directrice générale adjointe  
FER Genève

## La Fédération des Entreprises Romandes en bref

Fondée le 30 juillet 1947 à Morat, son siège est à Genève. Elle réunit six associations patronales interprofessionnelles cantonales (GE, FR, NE, JU, VS), représentant la quasi-totalité des cantons romands. La FER comprend plus de 45'000 membres.

Per mail: Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch (PDF und WORD-Datei)

Bern, März 2024  
PS/PD

## **Teilrevision AHVG, Hinterlassenenrenten**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,  
sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 8. Dezember 2023 hat Ihr Amtsvorgänger das rubrizierte Vernehmlassungsverfahren eröffnet.

Der Dachverband Freikirchen Schweiz (vormals VFG) ist ein nationaler Kirchenverband mit gegenwärtig 20 freikirchlichen Bewegungen aus der Deutschschweiz und dem Tessin, zu denen über 750 örtliche Kirchen mit ihren diakonischen Werken gehören. Nach Schätzungen machen die Evangelisch-Freikirchlichen 2,5-3,2% der Schweizer Bevölkerung aus

Dürfen wir Sie höflich bitten, unseren Dachverband in Zukunft in den offiziellen Verteiler aufzunehmen.

Neben der Schweizer Bischofskonferenz und der Evangelisch-reformierten Kirche Schweiz versteht sich Freikirchen.ch zusammen mit dem Réseau als dritte Kraft der christlichen Kirchen in der Schweiz und als Sprachrohr für die gemeinsamen Anliegen der Freikirchen. Das Nationale Forschungsprogramm "Religionsgemeinschaften, Staat und Gesellschaft" (NFP 58) hat 2008 für ein normales Wochenende in der Schweiz 690'000 Personen ermittelt, die an einem religiösen Ritual teilnehmen. 189'070 Personen (27.4%) machen das in einem freikirchlichen Gottesdienst (gegenüber 99'352 Personen (14.4%) in ev.-ref. Kirchen und 264'596 (38,4%) in katholischen Gemeinden.)

Freikirchen.ch debattiert sehr unterschiedliche Fragen. Wir begrenzen uns nicht nur auf kulturelle und religiöse Fragen. Für uns ist es von entscheidender Wichtigkeit, dass wir im 21. Jahrhundert in unserer Gesellschaft zu einem gelingenden Miteinander finden. Dazu möchten wir beitragen.

### **Unser Dachverband lehnt die geplanten Änderungen ab.**

Unser Dachverband fordert seit längerem die Aufhebung der Plafonierung der Eheparrente. Mit der geplanten Änderung werden die Leistungen gegenüber verheirateten Frauen abgebaut, ohne dass die ungerechte Plafonierung der Eheparrente aufgehoben wird. Deshalb können wir im jetzigen Zeitpunkt den geplanten Änderungen des AHV-Gesetzes nicht zustimmen.

Wir fragen uns, ob die Behörden erst zu handeln bereit sind, wenn die Schweiz wegen der verfassungswidrigen Plafonierung vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte verurteilt wird?

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Kontaktpersonen:

- Peter Schneeberger, Präsident Dachverband Freikirchen Schweiz,  
peter.schneeberger@feg.ch
- Michael Mutzner, Politischer Berater Dachverband Freikirchen Schweiz,  
michael.mutzner@christian-public-affairs.org

Freundliche Grüsse

**Dachverband Freikirchen.ch**



Peter Schneeberger, Präsident

Groupe de travail  
Collectif vaudois de la grève féministe  
p.a. SSP- Secrétariat central  
CP 1360  
1001 Lausanne  
Michela.bovolenta@vpod-ssp.ch

Par courriel à

[Sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:Sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Par courrier

Office fédéral des assurances sociales  
Consultation Révision partielle de l'AVS  
Effingerstrasse  
20CH-3003 Berne

Lausanne, le 22 mars 2024

### Réponse à la consultation sur la révision partielle de l'AVS - rente de veuve et de veuf

Madame la Conseillère fédérale Baume-Schneider, Mesdames et Messieurs,

Le Groupe de travail - Retraites de la Grève féministe Vaud (GT-Retraites) profite de la possibilité de répondre aux consultations fédérales afin d'apporter une voix féministe au sujet de la révision partielle de la Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS). Les mesures principales sont l'octroi d'une rente de parent survivant aux parents ayant perdu leur conjoint/partenaire, indépendamment de leur état civil ou de leur âge, jusqu'aux 25 ans de l'enfant, voire au-delà en cas de prise en charge d'un enfant majeur en situation de handicap, ainsi que l'introduction d'une rente de veuvage transitoire limitée à deux ans pour les veuves et les veufs d'enfants adultes. En complément à ces mesures, le présent projet propose d'octroyer des prestations complémentaires aux veuves et veufs âgés de plus de 58 ans, parents d'enfants adultes et se trouvant dans le besoin.

Cette révision se veut une réponse à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui oblige la Suisse à traiter de manière égale les veuves et les veufs, parents d'enfants. L'arrêt ayant force obligatoire, la Suisse applique actuellement le régime des veuves aux veufs. Ainsi les veufs ne perdent plus leur rente à la majorité de leur cadet, mais continuent de recevoir la rente pendant toute leur vie, comme cela est le cas pour les veuves.

**Nous saluons cet arrêt, qui reconnaît le travail nécessaire à éduquer et prendre en charge des enfants (travail de care) et nous considérons que l'extension des dispositions prévues pour les veuves aux veufs est la bonne solution du point de vue de l'égalité entre les femmes et les hommes.**

Or la révision de la LAVS proposée prévoit de limiter la rente de veuves et de veufs aux parents d'enfants de moins de 25 ans, ce qui permettrait **des économies de 880 millions de francs**, selon les propres chiffres du Conseil fédéral, soit près de la moitié du budget actuellement consacré aux rentes de veuvage, qui est de

1,75 milliard de francs (chiffres 2022).

### **Nous refusons une telle dégradation de la situation des veuves au prétexte de l'égalité.**

La révision introduit quelques modifications positives, comme l'octroi d'une rente de survivant à tous les parents d'enfants, quel que soit leur état civil. C'est une bonne proposition, bien qu'elle soulève d'autres questions, comme celle du déplafonnement de la rente de couple pour la mettre à égalité de la rente des concubins qui touchent 200% et non 150% d'une rente simple.

Ci-dessous, nous vous faisons part de notre point de vue chapitre par chapitre.

#### **1) Rente de parent survivant lié à la période éducative et d'assistance de l'enfant**

Dans le « *Rapport explicatif relatif à l'ouverture de la procédure de consultation sur la Révision partielle de la LAVS* » (ci-après Rapport) on peut lire que « *Au vu du nombre croissant de femmes exerçant une activité lucrative, de la pénurie de main d'œuvre et de personnel qualifié, ainsi que de l'évolution de la répartition des rôles au sein de la famille et dans la vie professionnelle, l'octroi de rentes à vie après un veuvage ne se justifie plus.* »

Ce constat du Conseil fédéral ne correspond que partiellement à la réalité. Les femmes sont effectivement de plus en plus nombreuses à exercer une activité lucrative pendant l'ensemble de la vie active (sans interruption provisoire ou définitive). Pourtant les conditions dans lesquelles elles exercent cette activité lucrative ne sont pas égales à celles des hommes. Ainsi, leurs salaires horaires sont inférieurs ; 80% des mères, contre 14% des pères exercent une activité à temps partiel ; et le parcours professionnel des femmes reste davantage discontinu par rapport à celui des hommes. Dans son Rapport « *Inégalité salariale entre les femmes et les hommes. Saisir l'écart global de revenu du travail et d'autres indicateurs* »<sup>1</sup>, le Conseil fédéral estime lui-même cet écart global de revenu entre les femmes et les hommes à 43,2% pour l'ensemble de la vie active. C'est énorme. Et cela prouve que la rente de veuve se justifie pleinement, si on veut éviter de précariser encore davantage les femmes.

**Dans ce contexte, la seule solution judicieuse est celle de garantir aux veufs parents d'enfants les mêmes conditions, afin qu'ils puissent aussi être soutenus dans le travail éducatif et de soins à leurs enfants qu'ils doivent assurer seuls en cas de décès de leur partenaire.**

L'idée de soutenir les parents veufs uniquement pendant la période éducative, soit jusqu'à l'âge de 25ans des enfants, ne prend pas en considération le fait que lorsqu'un parent réduit son engagement professionnel pour s'occuper de ses enfants, cela a un impact sur toute l'évolution professionnelle de cette personne et jusqu'à la retraite y compris. Le temps consacré à la prise en charge des enfants a des conséquences sur l'emploi qui ne peuvent être comblées avec le temps.

L'objectif de traiter tous les parents de manière égale, quel que soit leur statut – marié ou divorcé (74% des parents d'enfant de moins de 25 ans), mais aussi en concubinage (9%) – part d'une idée louable, mais implique d'appliquer ce raisonnement à l'ensemble du système AVS et remet en discussion, notamment, le plafonnement de la rente de couple à 150%. Toutefois, nous y sommes favorables.

#### **2) Rente de veuvage transitoire pour soutenir les personnes n'ayant plus d'enfants à charge**

En ce qui concerne la suppression de la rente de veuves et de veufs d'enfants adultes, nous y sommes opposées, comme expliqué ci-dessus, le fait d'élever des enfants entraîne des conséquences à vie. Nous considérons dès lors que le droit actuel des mères veuves doit être appliqué aux pères veufs.

---

<sup>1</sup> [www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-90256.html](http://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-90256.html)

Ce n'est pas l'avis du Conseil fédéral, qui envisage de remplacer les dispositions actuelles par une rente transitoire de deux ans, limitée aux veuves et aux veufs d'enfants de plus de 25 ans. Dans son Rapport, il précise que « Cette prestation est par ailleurs réservée aux personnes ayant eu des enfants, car ces assurés ont été contraints d'adapter leur organisation professionnelle pour concilier leur vie familiale et leur activité lucrative » (Page 28). Or, ce nouveau régime très restrictif est une péjoration par rapport au droit actuel, qui prévoit une rente pour les veuves qui ont plus de 45 ans et ont été mariées pendant au moins 5 ans. Dans le droit actuel, cette disposition ne s'applique pas aux hommes et elle n'est pas impactée par l'arrêt de la CEDH. Donc la Suisse ne doit pas obligatoirement modifier le droit existant sur ce point.

Pour nous, le maintien de cette disposition se justifie pleinement en raison des inégalités salariales et d'autres discriminations – temps partiel imposé dans nombre de métiers féminins, moindre valorisation des métiers féminins, plafond de verre, etc. – qui ont toujours cours sur le marché de l'emploi aujourd'hui et qui touchent aussi les femmes sans enfants. Dans son Rapport, le Conseil fédéral le constate d'ailleurs lui-même : « Les études sur la situation économique des survivants montrent notamment que les veufs se trouvent d'ordinaire dans une meilleure situation économique que les veuves. Contrairement aux hommes, les femmes ont plus tendance à travailler à temps partiel, a fortiori lorsqu'elles deviennent mères, tandis que le taux d'activité des hommes reste élevé quelle que soit leur situation familiale. Les conséquences du veuvage diffèrent ainsi entre hommes et femmes. Il a été constaté que les veuves sont plus souvent exposées à un risque de précarité financière que les veufs en âge d'exercer une activité lucrative »<sup>2</sup>.

Si une rente transitoire devait néanmoins être introduite, nous considérons que la durée de deux ans est trop courte et risque de plonger nombre de veuves dans la précarité et la pauvreté. Deux ans correspondent à peine à la période de deuil et il n'est pas raisonnable d'attendre que des veuves se lancent corps et âme dans la recherche d'une situation professionnelle plus favorable ou dans une reconversion professionnelle, alors qu'elles vivent une période si difficile. Le résultat de cette révision serait ainsi de transférer des coûts sur d'autres assurances, telles l'assurance chômage, voire l'aide sociale et dès lors sur les cantons et sur les communes.

**Bien que la situation des veufs soit plus favorable que celles des veuves, nous considérons que si l'on veut des mesures égalitaires, il vaut mieux étendre les dispositions qui s'appliquent actuellement aux veuves aux veufs, plutôt que de péjorer la situation des veuves.**

### **3) Protection particulière pour les personnes devenues veuves à un âge avancé et menacées de précarité**

Dans son Rapport, le Conseil fédéral constate que « sans mesure pour les personnes d'un certain âge touchées par le veuvage, il existe un risque de créer des situations de précarité » (page 29).

Or, d'après les données fournies dans son Rapport, la grande majorité des personnes concernées par un veuvage ont plus de 50 ans. Et la grande majorité sont des femmes.

Le Conseil fédéral propose un filet social fort restrictif : ne seraient concernées que les personnes de plus de 58 ans, qui ont eu des enfants à charge et « qui tomberaient dans le besoin à la suite de la perte d'un soutien économiques » (page 29). Le filet social consisterait à permettre à ces personnes de demander les prestations complémentaires (PC).

Or, les PC ne sont pas un droit, mais une mesure d'aide soumise à condition de ressources et relèvent de la logique de l'assistance et non pas de l'assurance sociale. Ainsi, une personne qui a travaillé toute sa vie, élevé ses enfants et qui a la malchance de perdre son/sa partenaire, se retrouverait dans la situation de devoir demander les PC. C'est profondément injuste. Et on sait que nombre de personnes qui aurait droit à des PC ne les demande pas. De plus, l'âge retenu, est beaucoup trop élevé et prive les personnes ayant subi un veuvage entre 45 ans (âge actuel du droit aux prestations pour les veuves) et 58 ans, de tout

<sup>2</sup> <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/85234.pdf>, page 9

soutien, et donc un report de charges potentiel sur les cantons et les communes.

**Pour nous, le régime des PC ne peut en aucun cas remplacer les mesures actuelles, qui garantissent le droit à une rente.**

#### 4) Adéquation socialement supportables pour les rentes en cours

Le Conseil fédéral admet que les mesures proposées modifient « *profondément le régime actuel* » (page 30) et propose dès lors de maintenir les prestations actuelles pour les personnes de plus de 55 ans au moment de l'entrée en vigueur de la réforme. Pour les personnes plus jeunes, un régime transitoire de deux ans est prévu. Puis, le droit serait supprimé. D'après le Conseil fédéral près de 7000 femmes et de 50 hommes seraient concernés.

Ces mesures transitoires ne servent qu'à faire passer le projet en limitant les conséquences négatives pour les personnes concernées. Surtout, elles sont totalement insuffisantes et elles créent des injustices, puisqu'une veuve de 50 ans ne se trouve pas dans une situation fondamentalement différente par rapport à une veuve de 55 ans. Elle aura donc de fortes chances de se trouver dans une situation de précarité.

En conclusion, et malgré quelques propositions positives, le GT-Retraites de la Grève féministe Vaud **rejette** la révision partielle de la LAVS dont le premier objectif est d'économiser 880 millions de francs sur le dos des veuves. Il est inacceptable que cette réforme, par souci d'économie, empire la situation financière d'une partie significative des veuves déjà davantage concernées par des revenus et des rentes plus bas. Nous considérons que la Révision doit se borner à introduire dans la LAVS l'arrêt de la CEDH, tel que cela se pratique déjà actuellement. C'est une mesure qui améliore la situation des veufs, reconnaît le travail éducatif et de soins aux enfants et assure l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nous vous remercions d'avance pour l'attention que vous porterez à ces lignes et nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, Mesdames et Messieurs, nos salutations les meilleures.

Pour le Groupe de travail - Retraites de la Grève féministe Vaud



Michela Bovolenta



Mireille Dubois





## Vernehmlassung

betreffend Teilrevision des AHVG: Anpassung der  
Hinterlassenenrenten

**IGM Schweiz**  
5000 Aarau  
Tel. 062 844 11 11  
[zentrale@igm.ch](mailto:zentrale@igm.ch)  
[www.igm.ch](http://www.igm.ch)

Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
Inselgasse 1  
3003 Bern

Sehr geehrte Frau Bundesrätin  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir erlauben uns, kurz zu dieser Vorlage Stellung zu nehmen.

Die 1976 gegründete IGM Schweiz ist die "Interessengemeinschaft geschiedener und getrennt lebender Männer der Schweiz". Die IGM Schweiz ist eine Organisation, die ihre Mitglieder unterstützt, welche von Trennungs- und Scheidungsproblemen betroffen sind. Sie leistet Hilfe in menschlicher, sozialer und juristischer Hinsicht. Ausserdem will sie die Gleichstellung von Mann und Frau in der Schweiz vorantreiben, die beiden Elternteilen erlaubt, sich in Unterhalt und Betreuung der Kinder engagieren zu können. Dabei unterstützt sie ihre Mitglieder und setzt sich in der Öffentlichkeit für eine zeitgemässe und emanzipierte Familienpolitik ein.

Der Bundesrat will mit der vorliegenden Vorlage dem Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte (EGMR) Folge leisten und die heute bestehende Ungleichbehandlung von Männern bei den Hinterlassenenrenten der AHV korrigieren. Die IGM Schweiz begrüsst sehr, dass die Hinterlassenenleistungen auf die Betreuungs- und Erziehungszeit von Kindern ausgerichtet und unabhängig vom Zivilstand der Eltern gewährt werden sollen und Väter nicht mehr benachteiligt werden.

In diesem Zusammenhang haben wir aber kritische Bemerkungen zu Art. 24, der unserer Meinung nach aufgrund seiner Ausrichtung auf kinderlose Hinterbliebene nicht so recht ins Gesamtbild der Kindes-orientierten Gesetzesvorlage hineinpasst.

### Unsere Bemerkungen zu Art. 24

#### Zur Übergangsrente bei Verwitwung (Absatz 2):

Eine geschiedene Person ist einer Witwe oder einem Witwer gleichgestellt, wenn sie im Zeitpunkt des Todes ihres geschiedenen Ehegatten keine Kinder mehr hat, die einen Anspruch auf eine Rente für den hinterlassenen Elternteil begründen, und sie von ihrem geschiedenen Ehegatten einen Unterhaltsbeitrag nach Artikel 125 ZGB bezog.

Mit dem im aktuellen Scheidungsrecht geltenden Clean Break Prinzip soll erreicht werden, dass mit der Scheidung eine endgültige wirtschaftliche Auseinandersetzung zwischen den Ehegatten stattgefunden hat (vgl. Frau Professor Ingeborg Schwenzer, Basel, und weitere). Mit anderen Worten: Es wird von jedem Ehepartner erwartet, dass er nach der Scheidung selber für seinen Unterhalt aufkommt.

Dass kinderlosen, geschiedenen Personen, die von der verstorbenen Person einen Unterhaltsbeitrag erhielten, durch die Hintertür bei einem Todesfall des Unterhaltsschuldners während zweier Jahre eine grosszügige Rente auf Kosten der Steuerzahler und

Steuerzahlerinnen sowie der Erwerbstätigen bezahlt werden soll, **lehnt die IGM Schweiz ab**. Dies erscheint konzeptlos und ist nicht im Sinne des Clean Break Prinzips des geltenden Scheidungsrechts. Zudem liegt es nicht im Interesse der Steuerzahler und Steuerzahlerinnen und Erwerbstätigen der Schweiz.


Unserer Meinung nach ist die zweijährige Übergangsrente für kinderlose Witwen und Witwer gemäss Art. 24 Abs. 1 höchstens bei verheirateten, ungetrennten Ehepaaren gerechtfertigt, und zwar nur, sofern die hinterbliebene Person aufgrund der ehelichen Aufgabenteilung während einer relevanten Zeitspanne (z.B. mehr als fünf Jahre oder ähnlich) bis zum Zeitpunkt des Todes nicht erwerbstätig gewesen war. Es erscheint uns nicht unmöglich, dass eine derartige Regelung zugunsten verheirateter, ungetrennter und kinderloser Paare tatsächlich im öffentlichen Interesse liegen könnte.

Die IGM Schweiz schliesst sich ansonsten inhaltlich der ausführlichen Stellungnahme des Bundesrats an.

Für allfällige Rückfragen zu unserer Stellungnahme steht Ihnen Dominik Wirth, Vize-Präsident IGM Schweiz unter folgenden Koordinaten gerne zur Verfügung: [dw@igm.ch](mailto:dw@igm.ch) / 076 564 19 04.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme und Berücksichtigung unserer Stellungnahme sowie für Ihre weitere wertvolle Arbeit zum Wohle der Kinder in der Schweiz.

Im Namen des Vorstands:

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Thomas Jakaitis', is located below the text 'Im Namen des Vorstands:'. The signature is written in a cursive style.

Thomas Jakaitis, Präsident IGM Schweiz

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Dominik Wirth', is located below the signature of Thomas Jakaitis. The signature is written in a cursive style.

Dominik Wirth, Vize-Präsident IGM Schweiz



Per E-Mail an: [sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Zürich, 29.03.2023

## **Vernehmlassung zur Teilrevision AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zum Entwurf zur Teilrevision des AHVG Stellung nehmen zu können.

**Die Lesbenorganisation Schweiz LOS ist der Schweizer Dachverband für Lesben, Bisexuelle und queere Frauen.** Die LOS setzt sich dafür ein, dass frauenliebende Frauen in der Schweiz sichtbar und gleichberechtigt sind. Wir engagieren uns für Gleichstellung und für Schutz vor Diskriminierung.

Im Bereich des Sozialversicherungsrechts setzen wir uns insbesondere ein für die Gleichstellung aller Geschlechter und zivilstandsunabhängige Hinterlassenenleistungen für Eltern mit Betreuungs- und Erziehungspflichten. Für eminent wichtig halten wir aber auch die rechtliche Anerkennung der noch bestehenden tatsächlichen Ungleichheiten zwischen Männern und Frauen (Lohnungleichheit, Lücken der Frauen in der Altersvorsorge, ungleiche Anteile an Erwerbsarbeit und unbezahlter Carearbeit, Unterschiede in den Karrieremöglichkeiten, weitverbreitete Altersarmut von Frauen usw.).

Auch viele - vornehmlich ältere - lesbische Frauen weisen relativ typische Frauenbiografien auf, etwa mit Kindern, tieferen Löhnen, Nachteilen im Erwerbsleben und bei der Altersvorsorge. Ein lesbisches Paar ist von diesen Nachteilen gleich doppelt betroffen. Und in der Tat ist Altersarmut bei lesbischen Frauen und Frauenpaaren relativ weit verbreitet. Von einer AHV-Sparvorlage, welche im vorliegenden Fall insbesondere auf dem Buckel der Frauen erfolgt, sind sie daher besonders nachteilig betroffen.

### **Bemerkungen zur Revisionsvorlage**

Die LOS Schweiz begrüsst grundsätzlich, dass Rechtsgleichheit zwischen Witwen und Witwern geschaffen und der Anspruch auf Hinterlassenenleistungen bei Eltern mit Betreuungs- und Erziehungspflichten unabhängig vom Zivilstand der Eltern gewährt werden soll.

Sie lehnt es jedoch ab, dass aus dieser Vorlage ein finanzielles Abbauprogramm für den Bund und die AHV gemacht werden soll. Es soll nicht auf dem Buckel von Menschen gespart werden, die ohnehin bereits durch einen Schicksalsschlag in einer prekären Situation sind. Die kürzliche Volksabstimmung über die 13. AHV-Rente hat deutlich gezeigt, dass viele Menschen und insbesondere Frauen auf Leistungen der Sozialversicherungen dringend angewiesen sind.



Der vorgesehene Abbau geht einmal mehr in erster Linie auf Kosten der finanziell ohnehin schon viel stärker von Armut betroffenen Frauen: Ihre Leistungen werden gekürzt. Eine Sparmassnahme auf dem Buckel der Frauen ist aber mitnichten ein gleichstellungspolitischer Fortschritt. Die vorgesehenen Kürzungen widersprechen im Übrigen auch dem EGMR-Urteil: Darin wird explizit festgehalten, dass die Schweiz dieses Urteil nicht zum Anlass nehmen soll, die betroffenen Renten für Frauen zu kürzen oder zu streichen.

## Forderungen

Wir bitten Sie daher, die Revisionsvorlage zu den Hinterlassenenleistungen in der AHV entsprechend den nachfolgend genannten Kriterien/Leitlinien zu überarbeiten. Damit sollen folgende Ziele erreicht werden: Rechtsgleichheit zwischen Witwen und Witwer, zivilstandunabhängige und geschlechterunabhängige Hinterlassenenleistungen und Berücksichtigung der gesellschaftlichen Realitäten (und Ungleichheiten), ohne indessen eine Abbau-Vorlage auf dem Buckel der Frauen zu realisieren:

- **Gleiche Renten für Hinterlassene:** Verwitwete Personen erhalten unabhängig vom Geschlecht alle die gleichen Hinterlassenenleistung.
- **Zivilstandunabhängige Hinterlassenenleistungen:** Haben Paare Kinder, sollen sie im Todesfall abgesichert sein – unabhängig davon, ob sie verheiratet waren oder nicht. Es muss dabei auch sichergestellt sein, dass ein Erwerbsunterbruch wegen zunehmender Care Arbeit nicht zu einer Schmälerung der Rente führt. Hierfür müssen weitere Massnahmen getroffen werden, wie etwa ein Ausbau der familienexternen Betreuungsstrukturen, stärkere Subventionierung von Krippenplätzen wie auch höhere Löhne in den Berufen, die primär von Frauen ausgeübt werden. Diese Massnahmen müssen für alle gelten und allen offenstehen, unabhängig von der gewählten Lebensform.
- **Besitzstandswahrung laufender Renten:** Bestehende Witwen- und Witwerrenten sollen weder gekürzt noch gestrichen werden. Dass bestehende Hinterlassenenleistungen für Witwen unter 55 Jahren ersatzlos gestrichen werden sollen, trägt der gesellschaftlichen Realität und der finanziellen Situation vieler Witwen (Karriereknick wegen Mutterschaft, Schwierigkeiten bei Wiederaufnahme Erwerbstätigkeit usw.) ungenügend Rechnung und würde für viele zu existenziellen Problemen führen.
- **Ausdehnung der Laufzeit der Übergangsrnten für verwitwete Personen ohne betreuungspflichtige Kinder** analog der Bestimmung in der 2. Säule auf drei Jahre. Eine weitere Ausdehnung auf fünf Jahre ist zu prüfen, wenn die Ehe mehr als fünf Jahre gedauert hat (analog Art. 32 lit. c. UVG) und/oder die Verwitwung eintritt, nachdem die hinterlassene Person das 50. Altersjahr vollendet hat. Auch muss dabei berücksichtigt werden, ob sie Pflegeleistungen für ihre:n verstorbene:n Partner:in übernommen hat.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen im weiteren Gesetzgebungsverfahren zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Nadja Herz  
CO-Präsidentin LOS



NGO-Koordination post Beijing Schweiz  
Coordination post Beijing des ONG Suisses  
Coordinazione post Beijing delle ONG Svizzere  
Coordinaziun post Beijing dallas ONG Svizras  
NGO-Coordination post Beijing Switzerland

Eidgenössisches Departement des Innern (EDI)  
Bundesamt für Sozialversicherungen  
3003 Bern

Kriens/Wohlen, 28. März 2024

## **Vernehmlassung zur Teilrevision der Alters- und Hinterlassenenversicherung zur Anpassung der Witwen- und Witwerrenten**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin  
Sehr geehrte Damen und Herren

Die NGO-Koordination post Beijing Schweiz positioniert sich als Interessensvertretung und Kompetenzzentrum für Frauen\*rechte. Sie besteht aus rund 30 Organisationen des ganzen politischen und gesellschaftlichen Spektrums der Schweiz, die sich gemeinsam für die Frauen\*rechte in der Schweiz einsetzen. Gerne nimmt die NGO-Koordination die Möglichkeit zur Stellungnahme zur Teilrevision der Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV) zur Anpassung der Witwen- und Witwerrenten wahr.

Grundsätzlich begrüsst und unterstützt die NGO-Koordination das Bestreben des Bundesrats, die vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte EGMR im Oktober 2022 festgestellte Ungleichbehandlung von Witwen und Witwern aufzuheben. Bislang erhalten verwitwete Männer nur bis zur Volljährigkeit des jüngsten Kindes eine Witwerrente, verwitwete Frauen hingegen auch dann, wenn sie keine oder bereits volljährige Kinder haben. Die bisherige Regelung macht einen Rentenanspruch des oder der Hinterbliebenen also nicht nur an allfälligen Betreuungs- und Erziehungspflichten fest, sondern auch und im Falle einer Kinderlosigkeit gar ausschliesslich am Geschlecht der Hinterbliebenen. Die NGO-Koordination begrüsst, dass diese vom EGMR klar festgestellte Ungleichbehandlung nach Geschlecht mit der vorliegenden Teilrevision beseitigt wird.

Ebenfalls begrüsst die NGO-Koordination, dass künftig für einen Rentenanspruch die elterlichen Pflichten gegenüber allfälligen Kindern bis zu deren vollendetem 25. Lebensjahr entscheidend sein werden – und zwar unabhängig vom Geschlecht des überlebenden Elternteils und auch unabhängig von dessen Zivilstand. Diese Regelung anerkennt die materielle und zeitliche Belastung sowie die erhöhte Verantwortung, die eine Elternschaft mit sich bringt. Es ist richtig und wichtig, dass diese erhöhte Belastung anerkannt wird und einen Rentenanspruch begründet. Es ist ebenso richtig, dass dies ein bestimmtes Geschlecht oder eine bestimmte Lebensform alleine nicht tun.

In diesem Sinne unterstützt die NGO-Koordination auch die beantragte Neuregelung einer zweijährigen Übergangsrente für verwitwete Frauen wie Männer ohne Erziehungspflichten. Es gibt aus Sicht der NGO-Koordination keine Rechtfertigung, weshalb alleinstehenden Frauen wie Männern ohne Erziehungspflichten eine lebenslange Witwen- bzw. Witwerrente

NGO-Koordination post Beijing Schweiz \* info@postbeijing.ch \* www.postbeijing.ch  
Raiffeisen Bern, IBAN CH35 8080 8009 1190 7355 5

**Mitgliedsorganisationen:** alliance F, avanti donne, Bund schweizerischer jüdischer Frauenorganisationen BSJF, Brava, CEVI Schweiz, Frieda, DAO Dachorganisation der Frauenhäuser Schweiz und Liechtenstein, Demokratische Juristinnen Schweiz DJS, Evangelische Frauen Schweiz EFS, Fachstelle Frauenhandel und Frauenmigration FIZ, FemWiss Verein Feministische Wissenschaft Schweiz, Frauen für den Frieden, FRI Schweizerisches Institut für feministische Rechtswissenschaft und Gender Law, Friedensfrauen Weltweit, IAMANEH Schweiz, IG Feministische Theologinnen, IG Frau und Museum, InterAction, Juristinnen Schweiz, #NetzCourage, Pfadibewegung Schweiz PBS, Schweiz, Kath. Frauenbund SKF, Schweizer Syndikat Medienschaffender SSM, Schweiz, Verband für Frauenrechte adf-svf, SEV Frauen, Sexuelle Gesundheit Schweiz, SP Frauen\* Schweiz, Transgender Network Switzerland, Verband Christkatholischer Frauen Schweiz VCF, Women's World Summit Foundation WWSF, WyberNet

ausbezahlt werden sollte – insbesondere, da sie, im Gegensatz zu alleinerziehenden Eltern, nicht zu den armutsgefährdeten Gruppen der Gesellschaft gehören. Die Übergangsrente sollte aber genauso für nicht verheiratete Eltern gelten.

### **Gleichbehandlung von Eltern im Konkubinat**

Art. 24 Übergangsrente bei Verwitung

Witwen und Witwer haben Anspruch auf eine auf zwei Jahre befristete Übergangsrente bei Verwitung, wenn sie im Zeitpunkt der Verwitung keine unter 25-jährigen Kinder oder Pflegekinder im Sinne von Artikel 23 mehr haben. [Neu:] Nicht verheiratete Eltern sind Witwen und Witvern gleichgestellt.

### **Härtefallregelung für Mütter von älteren Kindern**

Die NGO-Koordination weist jedoch mit Vehemenz darauf hin, dass die Situation von Eltern – in der Realität vor allem von Müttern – mit Kindern über 25 Jahren einer besonderen Betrachtung bedarf und nicht vollständig mit der von kinderlosen Witvern oder Witwen gleichgesetzt werden darf. Dies, weil Frauen nach wie vor einen Grossteil der unbezahlten Betreuungs- und Erziehungsarbeit von Kindern leisten und dafür mit einer beträchtlichen Einbusse beim gesamten Erwerbseinkommen und bei Rentenansprüchen bezahlen. Dies gilt auch und in noch stärkerem Mass für Mütter, deren Kinder heute bereits über 25 Jahre alt sind: Sie dürfen nicht dafür bestraft werden, dass die Strukturen zur familienergänzenden Kinderbetreuung, die steuerlichen Anreize (hohe Grenzsteuersätze auf den Zweiteinkommen bei Verheirateten) und nicht zuletzt die patriarchalen gesellschaftlichen Erwartungen es ihnen erschwerten, ihre berufliche Laufbahn gemäss ihrem eigentlichen Erwerbspotenzial auch nach der Geburt ihrer Kinder weiterzuführen. Für diese Frauen – und, im Sinne des vom EGMR zu Recht eingeforderten Gebots der Gleichbehandlung der Geschlechter, auch Männer – braucht es eine Härtefalllösung in Form einer Übergangsbestimmung:

III Übergangsbestimmungen zur Änderung vom ...

Abs. 4 [neu]

Wer als Elternteil aufgrund von Betreuungs- und Erziehungspflichten seine berufliche Laufbahn und sein Erwerbseinkommen massgeblich eingeschränkt hat, kann unabhängig vom Alter der Kinder eine Härtefallrente von bis zu 5 Jahren, beziehungsweise eine Witwen- oder Witwerrente von bis zu 5 Jahren beantragen. Diese Bestimmung erlischt, sobald die Gleichstellung der Geschlechter realisiert ist.

Dies erlaubt den Betroffenen die allenfalls notwendige berufliche Wiedereingliederung und/oder Neuorientierung. Die Übergangsbestimmung soll einer Sunset-Klausel unterliegen: Sie erlischt zehn Jahre nachdem in der Schweiz die Gleichstellung von Frau und Mann soweit fortgeschritten ist, dass die nicht (anders als mit dem Geschlecht) erklärbaren Lohnunterschiede und die geschlechtsspezifische Rentenlücke je weniger als 5% betragen.

An dieser Stelle betont die NGO-Koordination einmal mehr die hohe Dringlichkeit besserer Rahmenbedingungen zur Vereinbarkeit von Familie und Beruf: Wenn Gesetzgebung und Rechtsprechung der Schweiz zunehmend Abstand vom Modell der Versorgerehe nehmen – was zu begrüssen ist –, hat der Staat auch die Rahmenbedingungen zu schaffen, damit ein egalitäres Modell für heutige Eltern und eine individuelle finanzielle Existenzsicherung für Mütter wie Väter überhaupt machbar und möglich ist.

### **Behandlung laufender Renten**

Die Reform sieht vor, laufende Renten von Frauen im Alter unter 55 Jahren zu streichen, wenn sie keine Erziehungspflichten für Kinder unter 25 Jahren haben. Das ist zumutbar, braucht aber eine Übergangszeit, und darum soll dieselbe Härtefalllösung (siehe oben) zum Tragen kommen.

### **Grosszügigere Altersgrenzen**

Schliesslich weist die NGO-Koordination darauf hin, dass die Arbeitssuche für über 55-Jährige auf dem Arbeitsmarkt nicht einfach ist. Aus diesem Grund begrüsst sie die Übergangsbestimmung, wonach für Personen, die bei Inkrafttreten 55 Jahre oder älter sind, die Besitzstandsgarantie gilt.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse



Vivian Fankhauser-Feitknecht  
Co-Präsidentin



Laura Pascolin  
Geschäftsführerin



Cordula E. Niklaus  
Co-Präsidentin



[sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)  
Département fédéral de l'intérieur

Berne, 13 février 2024

## **Révision partielle de la LAVS : adaptation des rentes de survivants Prise de position de Pro Familia Suisse dans le cadre de la procédure de consultation**

Madame, Monsieur,

**Un bref historique** : *après avoir perdu son épouse dans un accident, M. C. Beeler (le requérant) s'occupa à temps plein de ses deux enfants, âgés à l'époque d'un an et neuf mois et de quatre ans respectivement. Il se vit alors accorder le bénéfice d'une rente de veuf et des prestations complémentaires jusqu'à la majorité (18 ans) de sa fille cadette. La caisse de compensation du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures mit alors fin au paiement de la rente de veuf du requérant sur la base de l'article 24 al. 2 LAVS.*

*Le requérant forma opposition, considérant que cet article aurait dû être interprété conformément à l'article 8 al. 3 Cst consacrant le principe de l'égalité entre l'homme et la femme. En effet, les conditions octroyées à la veuve sont dans la LAVS plus généreuses que celles du veuf car le Parlement a toujours estimé que les hommes et femmes vivaient une situation économique différente.*

*Cependant, la caisse de compensation, le Tribunal cantonal ainsi que le Tribunal fédéral rejetèrent l'opposition du requérant. Le requérant recourut alors à la cour européenne des droits de l'homme (La Cour) et obtint gain de cause (arrêt Beeler c. Suisse, Requête no 78630/12 du 11 octobre 2022). Dans son arrêt, la Cour rappela, entre autres, que le but de la Convention consistait à protéger des droits non pas théoriques ou illusoires, mais concrets et effectifs. En d'autres termes, il convenait de prendre en compte les spécificités du cas concret et, notamment, les réalités sociales et familiales du requérant. La Suisse dut ensuite modifier la réglementation relative à la rente de veuf et l'adapter à celle de la rente de veuve.*

Le 8 décembre 2023, le Conseil fédéral a mis en consultation un projet de révision partielle de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) dans le but d'adapter les rentes de veuves et de veufs en diminuant leurs conditions d'octroi et en considérant que les



rentes de veuves et de veufs ne devaient être octroyées que sur la période éducative, indépendamment de l'état civil des parents (moyennant quelques exceptions). En effet, les rentes actuelles des veuves et veufs de plus de 55 ans seront maintenues mais les personnes plus jeunes n'y auront droit que pendant deux ans.

Le projet souhaite, d'après les termes du Conseil fédéral, supprimer une inégalité de traitement entre hommes et femmes de manière socialement supportable pour les personnes concernées, cependant en économisant au passage 880 millions de francs.

Selon le Conseil fédéral, la modification de la loi permet d'adapter les conditions d'octroi à l'évolution de la société, soit deux parents qui exercent une activité professionnelle, qui leur garantit à chacun.e une indépendance économique. Toujours d'après le Conseil fédéral, le système des rentes de veuves, introduit dès les débuts de l'AVS, ne correspond plus aux réalités sociales actuelles.

Il est cependant important de rappeler que la 10<sup>e</sup> révision de l'AVS, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1997, soit il y a moins de 30 ans, reconnaissait implicitement des rôles économiques différents entre la femme et l'homme puisque le législateur a établi un système de rentes de survivants différents entre les deux sexes, reconnaissant une réalité d'un homme exerçant une activité professionnelle à temps plein et d'une femme l'exerçant à temps partiel ou ayant cessé de l'exercer. On rappellera aussi que depuis l'année 2000, le gouvernement a tenté à plusieurs reprises de réformer le régime de la rente de veuve et de veuf mais sans succès<sup>1</sup>.

Que nous indiquent les dernières statistiques de l'OFS (datant de 2022) ? Qu'environ 50% des mères ayant des enfants entre 0 et 12 ans exercent une activité professionnelle de moins de 50% (environ 20% n'exercent aucune activité professionnelle<sup>2</sup>).

Le projet de révision ne tient donc pas compte de cette réalité statistique. Il vise à soutenir temporairement les survivants durant la phase de transition suite à un décès, tant qu'ils ont des enfants à charge ainsi que celles menacées de précarité. En dehors de ces périodes de vie, aucune rente ne sera plus servie, pouvant provoquer des situations de précarité nouvelles dont la principale victime est la femme, qui a diminué son activité professionnelle pour s'occuper de sa famille comme l'attestent les

---

<sup>1</sup> Chiffres 16 à 21 de l'arrêt Beeler c. Suisse, Requête no 78630/12 du 11 octobre 2022.

<sup>2</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/conciliation-emploi-famille/participation-meres-peres-marche-emploi.html>. L'OFS fait une distinction entre les mères avec des enfants entre 0 et 3 ans et 4 et 12 ans, le taux de mères sans activité professionnelle passant alors de 22.9% à 17% entre ces deux catégories.

statistiques de l'OFS. Quel que soit notre avis sur cette question, il s'agit d'une réalité actuelle.

Il n'appartient dès lors pas au droit d'anticiper des situations pouvant évoluer mais plus de s'adapter à la réalité que vivent les femmes en Suisse. Nier cette évidence, c'est aussi faire fi de chiffres de l'office fédéral de la statistique.

**Du fait que cette réforme se fait sur le dos des femmes et ne correspond pas à la réalité économique actuelle de la Suisse, Pro Familia suisse rejette la totalité de la révision partielle de l'AVS visant à péjorer le système de rentes de survivants.**

Nous vous remercions de prendre en considération notre prise de position et nous tenons à votre disposition pour répondre à toutes vos questions éventuelles.

Meilleures salutations

PRO FAMILIA SUISSE



Dr Philippe Gnaegi  
Directeur

**Annexe : modifications prévues par le projet sont les suivantes<sup>3</sup> :**

**« Prestations si le cas de veuvage survient après l'entrée en vigueur des modifications législatives**

- *Octroi d'une rente de survivant aux parents, jusqu'aux 25 ans de l'enfant, quel que soit leur état civil ; prolongation du versement au-delà de 25 ans en cas de prise en charge d'un enfant en situation de handicap donnant droit aux bonifications pour tâches d'assistance de l'AVS;*
- *Octroi d'une rente de veuvage transitoire de deux ans pour les personnes n'ayant plus d'enfants à charge. Cela concerne les couples mariés, ainsi que les personnes divorcées qui recevaient une contribution d'entretien du défunt.*
- *Prise en charge dans le régime des PC des veuves et des veufs âgés de 58 ans et plus au moment du décès et n'ayant plus d'enfants à charge, si le décès mène à la précarité;*
- *Dans l'assurance-accidents : octroi d'une rente également aux veufs lorsque, au décès de leur conjointe, ils ont des enfants qui n'ont plus droit à une rente ou s'ils ont accompli leur 45ème année, comme c'est actuellement le cas pour les veuves.*

**Prestations si les cas de veuvage sont déjà en cours au moment de l'entrée en vigueur des modifications législatives**

- *Maintien des rentes de veuve et de veuf en cours pour les personnes âgées de 55 ans et plus au moment de l'entrée en vigueur et sans enfant à charge ; suppression des rentes pour les personnes plus jeunes que 55 ans dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur de la modification (disposition transitoire);*
- *Maintien des rentes de veuve et de veuf pour les bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (PC) âgés de 50 ans et plus au moment de l'entrée en vigueur (disposition transitoire); »*

Si la réforme entre en vigueur en 2026, le nouveau régime déploiera pleinement ses effets en 2035 et permettra une diminution des dépenses d'environ 720 millions de francs dans l'AVS et d'environ 160 millions de francs pour la Confédération.

---

<sup>3</sup> <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-99297.html>

Eidgenössisches Departement des Innern  
Generalsekretariat GS-EDI  
Inselgasse 1  
3003 Bern

Zürich, 18. März 2024

Direktion · Alain Huber  
Telefon +41 44 283 89 95 · E-Mail [alain.huber@prosenectute.ch](mailto:alain.huber@prosenectute.ch)

## Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zur *Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten* Stellung nehmen zu können. Mit dieser Reformvorlage korrigiert der Bundesrat die Ungleichbehandlung der Geschlechter bei den Hinterlassenenrenten, wonach Witwen Anspruch auf eine lebenslange Rente haben, Witwer hingegen nur bis zur Volljährigkeit des jüngsten Kindes.

### Grundsätzliche Überlegungen

Seit der Einführung der AHV im Jahre 1948 sieht das Gesetz eine lebenslange Rente zur Existenzsicherung im Alter der hinterbliebenen Frau und Mutter bei Verwitwung vor. Die hohe wirtschaftliche Abhängigkeit der Frau von ihrem Ehemann einerseits und die Schwierigkeiten der Frauen beim Wiedereinstieg in den Arbeitsmarkt andererseits waren die Begründungen zur Einführung dieser sozialen Absicherung. Diese Prämisse spiegelt jedoch die heutigen sozialen Realitäten nicht mehr umfassend wider. Eine Angleichung der Leistungen für Männer an jene für Frauen wurde geprüft, jedoch einerseits aufgrund einer ungenügenden Berücksichtigung der gesellschaftlichen Veränderungen, andererseits vor dem Hintergrund der Finanzierungsprobleme der AHV verworfen. Mit der Revision wird nun ein System vorgeschlagen, das für beide Geschlechter gleiche Leistungen sichert. Pro Senectute kann diesen Entscheid nachvollziehen. Die Frage stellt sich aber, ob Leistungskürzungen der Witwenrenten angesichts der knappen Annahme der AHV 21-Reform und der damit einhergehenden Erhöhung des Frauenrentenalters im jetzigen Zeitpunkt angemessen sind.

Vor diesem Hintergrund ist Pro Senectute im Grundsatz mit den vorgeschlagenen Revisionspunkten einverstanden, möchte aber nachfolgend auf einige wenige zentrale Punkte hinweisen.

### Art. 23 Rente für den hinterlassenen Elternteil

Mit der Teilrevision wird neu der Fokus auf die Betreuungs- und Erziehungszeit gesetzt: Eine Hinterlassenenrente wird unabhängig des elterlichen Zivilstandes bis zum vollendeten 25. Altersjahr des jüngsten Kindes respektive im Falle einer Behinderung des Kindes und des Vorliegens eines Anspruchs auf Betreuungsgutschriften der AHV über das vollendete 25. Altersjahr hinaus ausgerichtet. Die Altersgrenze von 25 Jahre entspricht dem Alter, bis zu dem der Anspruch auf eine Kinderrente, eine Waisenrente oder Zulagen aus anderen Sozialversicherungen längstens besteht. Ein kürzerer Rentenanspruch würde der Unterhaltspflicht der Eltern nicht angemessen Rechnung tragen, die in der Regel bis zum Abschluss der Erstausbildung oder zur Vollendung des 25. Altersjahres dauert.

Die Ausrichtung des Anspruchs auf die Erziehungs- und Betreuungszeit ist für Pro Senectute nachvollziehbar. Es stellt sich jedoch die Frage, ob die auf 25 Jahre festgelegte Altersgrenze im Grundsatz zweckmässig ist. Viele Ausbildungen können vor Erreichen des 25. Lebensjahres abgeschlossen werden. Pro

Senectute ist der Ansicht, dass der Rentenanspruch an die tatsächliche Länge der jeweiligen Ausbildung geknüpft, jedoch längstens bis zum Erreichen des 25. Altersjahres bestehen sollte.

### **Art. 24 Übergangsrente bei Verwitung**

Neu sollen Witwen und Witwer ohne unterhaltsberechtigter Kinder während zweier Jahre eine Übergangsrente erhalten. Ziel der Ausrichtung dieser zeitlich begrenzten Rente ist die vorübergehende Abfederung der Auswirkungen der Verwitung: Der Person soll somit ermöglicht werden, sich der neuen Situation anzupassen.

Im Kontext der gesellschaftlichen Veränderungen kann Pro Senectute das Abschaffen einer lebenslangen Rente nachvollziehen, bezweifelt jedoch, dass die auf zwei Jahre festgelegte Übergangszeit zur Neuorientierung genügt. Vor dem Hintergrund der hohen Anforderungen des Arbeitsmarktes ist es nicht uneingeschränkt zumutbar, dass einer Person, die seit Jahren wegen Erziehungs- oder Betreuungspflichten nicht erwerbstätig ist, nach längerem Unterbruch ein schneller und reibungsloser (Wieder-)Einstieg ins Berufsleben innerhalb von zwei Jahren gelingt bzw. sie ein ausreichendes Einkommen erzielen kann. Dem späten (Wieder-)Eintritt ins Erwerbsleben bzw. der Aufstockung des Pensums können verschiedene altersbedingte, gesundheitliche oder konjunkturelle Gründe sowie mangelnde Berufserfahrung entgegenstehen.

Pro Senectute ist der Ansicht, dass die Vorlage der Situation älterer Personen, die kurz vor der Pensionierung stehen, zu wenig Rechnung trägt. Je älter eine Person zum Zeitpunkt der Verwitung ist, desto schwieriger gestaltet sich der Wiedereinstieg in den Arbeitsmarkt. Ohne zielführende Massnahmen besteht für Hinterbliebene ab einem bestimmten Alter ein Armutsrisiko. In Anbetracht der Tatsache, dass die Übergangsregelung eine Besitzstandsgarantie lebenslanger Renten für verwitwete Personen ab 55 Jahren vorsieht, scheint eine Übergangsrente von zwei Jahren für Personen in diesem Alter noch unrealistischer zu sein, um den Beschäftigungsgrad zu erhöhen bzw. wieder eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen. Pro Senectute begrüsst die in der Vorlage vorgesehene Unterstützung durch Ergänzungsleistungen für bedürftige ältere Hinterbliebene, die durch den Todesfall in eine Notlage geraten sind. Fraglich ist jedoch, ob die entsprechende Altersgrenze anstatt auf 58 Jahre auf 55 gesetzt werden sollte, um deren Wirkung zu erhöhen. Diese Massnahme beabsichtigt nämlich eine gezielte Unterstützung von Personen, die durch den Verlust der wirtschaftlichen Unterstützung in Existenznot geraten. Vor dem Hintergrund der vorgesehenen Besitzstandsgarantie von Renten ab 55 Jahren scheint es angemessen, besondere Leistungen auch für Personen ab 55 Jahren vorzusehen, die erst nach dem Inkrafttreten der Neuregelung verwitwen und armutsgefährdet sind.

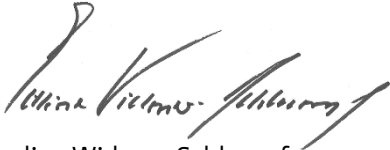
Allgemein plädiert Pro Senectute für eine Übergangsrente, die eine längere Laufzeit vorsieht. Zudem sollte die Vorlage um begleitende Massnahmen ergänzt werden, die den Betroffenen Unterstützung bei der Suche nach einer neuen Beschäftigung bieten respektive eine Standortbestimmung verbindlich machen. Dazu gehören zudem Angebote für Fort- und Weiterbildungskurse zum Erhalt bzw. zur Verbesserung der Arbeitsmarktfähigkeit, insbesondere für Menschen, die seit mehreren Jahren nicht mehr berufstätig waren.

### **Abschliessende generelle Überlegungen**

Die aktuell geltende Witwenrente stellt eine Art Lebensversicherung dar, welche mit Inkrafttreten der Gesetzesänderungen de facto in eine Übergangsrente umgewandelt wird. Zusätzlich zu den zuvor genannten Argumenten hat die Debatte über die Witwenrente Auswirkungen auf andere Bereiche der Vorsorge, welche angepasst werden müssen, um eine tatsächliche Gleichbehandlung zu erreichen. Die Rentenplafonierung für Ehepaare ist u.a. ebenfalls nicht mehr zeitgemäss und muss neu überlegt werden. Diese wurde bis anhin u.a. mit den Privilegien gerechtfertigt, die verheiratete Paare im Vergleich zu unverheirateten Paaren haben, namentlich dem der Witwenrente. Mit der Gesetzesrevision würden aber auch Unverheiratete Zugang zur Hinterlassenenrente erhalten. Aus diesen Gründen plädiert Pro Senectute für eine gesamthafte Prüfung der Ungleichbehandlungen innerhalb der Sozialversicherungen und für entsprechende Lösungsvorschläge.

Für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme bei der Überarbeitung des Entwurfs sowie des erläuternden Berichts danken wir Ihnen.

Freundliche Grüsse  
Pro Senectute Schweiz

Handwritten signature of Eveline Widmer-Schlumpf in black ink.

Eveline Widmer-Schlumpf  
Präsidentin des Stiftungsrates

Handwritten signature of Alain Huber in blue ink.

Alain Huber  
Direktor

Pro Senectute Suisse  
Lavaterstrasse 60 · Case postale · 8027 Zurich

---

Département fédéral de l'intérieur  
Secrétariat général GS-DFI  
Inselgasse 1  
3003 Berne

Zurich, le 18 mars 2024

Direction · Alain Huber  
Téléphone +41 44 283 89 95 · E-mail alain.huber@prosenectute.ch

## Révision partielle de la LAVS : adaptation des rentes de survivants

Madame la Conseillère fédérale,  
Mesdames, Messieurs,

Nous vous remercions de nous associer à la procédure de consultation relative au projet *Révision partielle de la LAVS : adaptation des rentes de survivants*. Ce projet de réforme entend corriger une inégalité de traitement entre les sexes, dans la mesure où les veuves ont actuellement droit à une rente à vie, et les veufs à une rente seulement jusqu'à la majorité du plus jeune enfant.

### Réflexions de fond

Depuis l'introduction de l'AVS en 1948, la loi prévoit une rente à vie en cas de veuvage pour assurer les moyens d'existence de l'épouse et mère survivante pendant sa vieillesse. L'introduction de cette couverture sociale se justifiait à l'époque par la forte dépendance économique des femmes vis-à-vis de leur époux d'une part et par les difficultés rencontrées par celles-ci lors de leur retour sur le marché du travail d'autre part. Ce système ne reflète toutefois plus la réalité actuelle et l'évolution de la société. Pour le corriger, il a été envisagé au début de rapprocher les prestations versées aux hommes de celles accordées aux femmes, mais cette solution a été rejetée parce qu'elle ne tenait pas suffisamment compte des changements intervenus dans la société et que l'AVS était confrontée à des problèmes de financement. Finalement, la révision prévoit un système qui devrait garantir des prestations égales aux deux sexes. Pro Senectute comprend cette décision, mais elle s'interroge sur le bien-fondé de la réduction des prestations versées aux veuves, eu égard à la très faible majorité avec laquelle la réforme AVS 21 a été acceptée et au relèvement en cours de l'âge de la retraite des femmes.

Pro Senectute approuve donc en principe la révision proposée, mais souhaite attirer l'attention sur quelques points importants.

### Art. 23 Rente de parent survivant

Dans la loi en vigueur, tous les veufs et les veuves ont droit à une rente à vie, qu'ils aient des enfants ou non. La révision partielle proposée met l'accent sur la période de prise en charge et d'éducation des enfants : une rente de parent survivant est versée lorsque l'autre parent décède et que l'enfant le plus jeune n'a pas atteint l'âge de 25 ans révolus ; il peut perdurer au-delà de cet âge, si l'enfant présente un handicap ouvrant droit à des bonifications pour tâches d'assistance de l'AVS. La limite de 25 ans correspond à l'âge auquel le droit à une rente d'enfant, une rente d'orphelin ou des allocations d'autres assurances sociales s'éteint. Un droit à la rente qui prendrait fin plus tôt ne tiendrait pas suffisamment compte de l'obligation d'entretien qui incombe aux parents et qui en règle générale perdure jusqu'à la fin de la première formation de l'enfant ou jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 25 ans révolus.

Pro Senectute comprend l'idée d'adosser le droit à la rente à la période de prise en charge et d'éducation des enfants, mais se demande si l'âge limite de 25 ans est pertinent, dans la mesure où beaucoup de formations sont achevées avant cet âge-là. Pro Senectute suggère que le droit à la rente soit plutôt lié à la durée effective de la formation, mais ne perdure pas au-delà de 25 ans révolus.

### **Art. 24 Rente de veuvage transitoire**

Les veuves et les veufs sans enfants à charge ont désormais droit à une rente de veuvage transitoire limitée à deux ans. Cette rente vise à atténuer temporairement les effets du veuvage, en permettant à la personne survivante de s'adapter à la nouvelle situation.

Compte tenu de l'évolution de la société, Pro Senectute comprend l'abandon de la rente à vie, mais elle doute que la période transitoire de deux ans suffise pour accomplir une réorientation. Si l'on considère les exigences du marché du travail, il n'est pas réellement imaginable qu'une personne ayant cessé son activité lucrative pendant des années pour assurer l'éducation de ses enfants puisse réintégrer le marché du travail rapidement et sans difficulté dans un délai de deux ans, ou réussisse à retrouver un revenu suffisant dans cet intervalle. La situation conjoncturelle mais aussi des circonstances liées à l'âge de la personne, son état de santé et son expérience professionnelle peuvent entraver sensiblement son retour (ou entrée) sur le marché du travail ou l'augmentation de son taux d'occupation.

Sachant que plus une personne est âgée lorsqu'elle devient veuve, plus il est difficile pour elle de réintégrer le marché du travail, Pro Senectute craint que le projet ne prenne pas suffisamment en compte la situation des personnes proches de l'âge de la retraite et que, sans mesures ciblées, ces personnes courent le risque de tomber dans la pauvreté. Si l'on considère que la réglementation transitoire prévoit une garantie des droits acquis, c'est-à-dire le maintien de la rente à vie pour les veuves et veufs de plus de 55 ans, il nous paraît d'autant moins réaliste d'envisager une rente transitoire de deux ans seulement pour permettre aux personnes de cet âge d'augmenter leur taux d'occupation ou de retrouver une activité lucrative. En revanche, Pro Senectute salue le soutien prévu dans le projet pour les survivants âgés tributaires de soutien qui se retrouvent en difficulté en raison du décès de leur conjoint, mais elle doute qu'il suffise d'abaisser la limite d'âge de 58 à 55 ans pour que cette mesure déploie les effets escomptés. Cette mesure vise notamment à offrir une aide ciblée aux personnes dont la subsistance est menacée en raison de la perte de leur soutien économique. Eu égard à la garantie des droits acquis prévue pour les personnes de plus de 55 ans, il semble approprié d'envisager également des prestations particulières pour les personnes de plus de 55 ans qui deviendront veuves après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et se retrouveront ainsi menacées de pauvreté.

D'une manière générale, Pro Senectute plaide pour une rente transitoire versée à plus long terme. Le projet devrait par ailleurs être assorti de mesures d'accompagnement pour soutenir les personnes concernées dans la recherche d'un nouvel emploi ou imposer un bilan de compétences. Ce soutien pourrait inclure en outre des offres de perfectionnement ou de formation continue permettant aux bénéficiaires de maintenir ou d'améliorer leur employabilité sur le marché, notamment lorsqu'ils ou elles n'ont plus exercé d'activité professionnelle depuis de longues années.

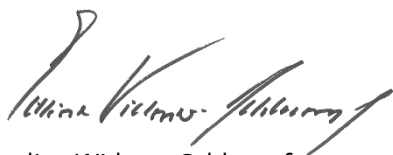
### **Considérations finales**

La rente de veuve actuelle constitue une sorte d'assurance vie qui, avec l'entrée en vigueur de la loi révisée, sera commuée de facto en rente transitoire. Au-delà des arguments cités plus haut, le débat sur la rente de veuvage entraîne des répercussions sur d'autres points de la prévoyance, qui devront être adaptés pour garantir une égalité de traitement effective. Le plafonnement des rentes pour les couples mariés, en particulier, ne correspond plus à la réalité et doit être repensé lui aussi. Ce plafonnement était justifié jusqu'ici notamment par le privilège dont bénéficient les couples mariés par rapport aux couples non mariés, c'est-à-dire la rente de veuve. Or, ce privilège disparaît dans le projet de loi, les couples non mariés ayant eux aussi accès à une rente de survivants. Pour toutes ces raisons, Pro Senectute plaide pour un réexamen complet des inégalités de traitement dans les assurances sociales et pour des solutions visant un véritable rééquilibrage.



En vous remerciant de tenir compte de notre prise de position lors du remaniement du projet de loi et du rapport explicatif, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Pro Senectute Suisse



Eveline Widmer-Schlumpf  
Présidente du conseil de fondation



Alain Huber  
Directeur

Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV)  
3003 Bern

per Mail an: sekretariat.abel@bsv.admin.ch

Zürich, 4. März 2024

**Teilrevision der Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV)  
zur Anpassung der Witwer- und Witwenrenten  
Stellungnahme von Pro Single Schweiz**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf das am 8. Dezember 2023 eröffnete Vernehmlassungsverfahren und erlauben uns, ebenfalls eine Stellungnahme einzureichen.

Die Anpassung der Witwen- und Waisenrenten ist seit vielen Jahren Gegenstand unserer Vorstösse und Stellungnahmen. Die heutige Praxis der Witwenrente stellt nicht nur eine Ungleichbehandlung der Witwer mit den Witwen dar, sondern ebenso eine Benachteiligung der kinderlosen Alleinstehenden gegenüber Verheirateten. Alleinstehende entrichten den gleichen Beitrag an die AHV-Kasse wie Verheiratete, können damit aber nur ihre eigene AHV-Altersrente generieren. Demgegenüber können Verheiratete mit dem gleichen Beitrag Hinterbliebenen- und Altersrenten für die nichterwerbstätige zweite Person auslösen. Die AHV versichert Paare resp. deren Hinterbliebene zum Nulltarif. Das heisst, sie profitieren unter Umständen jahrelang von einer Versicherung, für die sie keinen Aufpreis bezahlen müssen. Es ist uns ein grosses Anliegen, dass diese Ungleichbehandlung im Zuge der Teilrevision stark vermindert wird.

Die im Erläuterungsbericht erwähnten Kriterien, die Leistungen an die gesellschaftlichen Entwicklungen, wie beispielsweise die aktive Erwerbsbeteiligung der Frauen, anzupassen, unterstützen wir vollumfänglich. Das bei Einführung der AHV 1948 vorherrschende Familienmodell war eine Versorgerehe, in welcher der Ehemann «Rentenversicherung» für seine nicht berufstätige Frau war. Die Stellung der Frau hat sich in den letzten Jahrzehnten stark verändert. Angesichts der zunehmenden Zahl erwerbstätiger Frauen, des sich verschärfenden Fachkräftemangels und der veränderten Rollenverteilung in Familie und Erwerbsleben sind lebenslange Witwen- und Witwerrenten nicht mehr gerechtfertigt.

Zu den einzelnen Punkten nehmen wir wie folgt Stellung:

**1. Bezugsberechtigte**

Der Bundesrat schlägt vor, die Hinterlassenenrente auf alle Zivilstände auszuweiten. Er will damit den neuen Familienmodellen Rechnung tragen. Somit würden auch unverheiratete Paare im Todesfall des Partners/der Partnerin eine Witwen- resp. eine Witwerrente erhalten. Unter dem Aspekt der Gleichstellung aller Zivilstände kann diese Forderung nachvollzogen werden. Es stellt sich allerdings die Frage, wie künftig andere Ungleichheiten zwischen Paargemeinschaften zu handhaben sind. Zum Beispiel kann ein Ehepaar bei der Pensionierung höchstens eine plafonierte Ehepaarrente von 150 Prozent einer Einzelrente beziehen. Die plafonierte Rente wird mit der Wirtschaftsgemeinschaft begründet. Soll diese Praxis künftig auch für Konkubinatspaare gelten, da sie ebenfalls in einer Wirtschaftsgemeinschaft leben? Das wäre die logische Konsequenz einer Gleichstellung. Gleichstellungsmassnahmen sollten nicht einseitig zugunsten einer Referenzgruppe eingeführt werden.

**2. Dauer der Hinterbliebenenleistungen**

Die lebenslange Witwenrente ist nicht mehr zeitgemäss. Eine Rente soll nur noch an Witwer und Witwen ausgerichtet werden, die unterhaltsberechtigende Kinder zu betreuen haben, so der Bundesrat. Im Prinzip unterstützen wir diesen Vorschlag, sind aber der Meinung, dass die Renten für den hinterbliebenen Elternteil nur bis zum 18. Altersjahr des jüngsten Kindes ausgerichtet werden sollen und nicht generell bis zum 25. Altersjahr. Eine 18-jährige (mündige) Person benötigt keine Betreuung mehr. Für Härtefälle können Ausnahmen beschlossen werden, ebenso für die Betreuung von erwachsenen Kindern mit Behinderung.

### 3. Übergangsrente bei Verwitwung zur Unterstützung von Hinterbliebenen ohne unterhaltsberechtigte Kinder

Der Bundesrat beantragt die Einführung einer neuen Übergangsleistung, mit der die Anpassungsphase abgefegert und die finanziellen Auswirkungen einer Verwitwung reduziert werden sollen. Gleichzeitig verweist er auf die Koordination mit der Arbeitslosenversicherung (ALV). Gemäss Arbeitslosenversicherungsgesetz (AVIG) sind insbesondere Personen, die wegen des Todes des Ehegatten gezwungen sind, eine unselbständige Erwerbstätigkeit aufzunehmen oder zu erweitern, vom Erfordernis einer eigenen Beitragszeit befreit und können sofort Leistungen beziehen. Wir begrüssen die Koordination mit der ALV. Auf diese Weise wird eine gezielte Überbrückungshilfe gewährleistet, sei es aus der AHV oder der ALV oder einer Kombination beider Kassen.

### 4. Besitzstandsgarantie

Wir befürworten die Besitzstandsgarantie für bereits laufende Witwen- und Witwerrenten. Ebenso begrüssen wir die Aufhebung der Rente für Personen, welche nach Einführung der Reform die neuen Anspruchsvoraussetzungen nach einer Frist von zwei Jahren nicht mehr erfüllen.

### 5. Besonderer Schutz für ältere armutsgefährdete Witwen und Witwer

Grundsätzlich sind wir der Meinung, dass das Risiko der Armutsgefährdung jede Referenzgruppe treffen kann, auch ledige und kinderlose Personen. Sie sind auf Unterstützung entweder über die Sozialhilfe oder die Ergänzungsleistungen angewiesen. Beide Gefässe existieren weiterhin und sollen für alle gleichermassen angewendet werden. Härtefallbestimmungen in das neue Gesetz einzubauen, ist aber sinnvoll.

### 6. Kinderrente

Die Kosten für die Kinderrente betragen mehr als 200 Millionen Franken pro Jahr. Gemäss Erläuterungsbericht hat der Bundesrat die Möglichkeit, die Kinderrente anzupassen resp. abzuschaffen, verworfen, obwohl sich die Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates (SGK) für die Abschaffung ausgesprochen hat. Wir können den Entscheid des Bundesrates nicht nachvollziehen. Ehepaare mit einem älteren Vater als Partner haben den Vorteil, dass der pensionierte AHV-Bezüger die Betreuung der Kinder übernehmen kann, so dass keine externen Kosten anfallen. Die Mutter ist in der Regel jünger, das heisst im erwerbsfähigen Alter und kann umfassend zum Familienbudget beitragen (Erwerbseinkommen plus Kinderzulagen). Deshalb ist die zusätzliche Kinderrente für AHV-Bezüger zu streichen.

### 7. Verwitwetenzuschlag

Ergänzend zu den vorgesehenen Änderungen stellen wir den Antrag, den bisherigen Zuschlag von 20 Prozent zur Altersrente für Verwitwete im Zuge der Teilrevision zu streichen. Bezügerinnen und Bezüger von Verwitwetenrenten sollen künftig gleichbehandelt werden wie ledige Alleinstehende.

Abschliessend verweisen wir darauf, dass auch gemäss Bundesrat dem Finanzierungsbedarf der AHV und dem Auftrag zur Sanierung der Bundesfinanzen Rechnung getragen werden muss. Es sollten unseres Erachtens keine weiteren Leistungsansprüche aufgenommen werden.

Wir danken Ihnen für den Einbezug unserer Stellungnahme in die auszuarbeitende Vorlage.

Freundliche Grüsse

Pro Single Schweiz

Die Interessengemeinschaft der Alleinstehenden



Sylvia Locher, Präsidentin

Kontaktperson für dieses Dossier: Sylvia Locher, s.locher@prosingleschweiz.ch, Telefon direkt 079 296 00 37



**SBLV. USPF. USDCR.**

Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband  
Union suisse des paysannes et des femmes rurales  
Unione svizzera delle donne contadine e rurali



Eidgenössisches Departement des Innern (EDI)  
Bundesamt für Sozialversicherungen, 3003 Bern  
[sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Brugg, 27. März 2024

## **Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten**

### **Stellungnahme des Schweizerischen Bäuerinnen- und Landfrauenverbandes SBLV**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin  
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV bedankt sich für die Möglichkeit, zur Teilrevision der Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV) zur Anpassung der Witwen- und Witwerrenten, Stellung zu nehmen. Als einer der grössten Frauendachverbände der Schweiz vertreten wir die Anliegen von über 50'000 Bäuerinnen und Landfrauen.

#### **1.1. Ausgangslage**

Die Vorlage sieht vor, die Witwen- und Witwerrente in der AHV<sup>1</sup>gleich auszugestalten. Anlass sind einerseits die Sparvorhaben des Bundes und andererseits das Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, der die Witwerrenten in der Schweiz als diskriminierend beurteilt hat, weil für den Bezug andere Kriterien gelten als bei den Witwenrenten.

Gleichzeitig möchte die Vorlage auch auf den Wandel eingehen, dem die gesellschaftliche Realität von Paaren, Ehepartner:innen und Eltern unterliegen. So heiraten heute weniger Paare und mehr Paare haben gemeinsame Kinder ohne zu heiraten. Zudem werden heute – nicht zuletzt aufgrund der höheren Scheidungsrate – markant weniger Ehen durch die Verwitwung beendet. Zudem finden die Verwitwungen immer später im Lebenslauf statt: Betrafen in den 1970er-Jahren noch rund 36% der Verwitwungen Frauen im erwerbsfähigen Alter, sind es heute noch rund 12%.

Es gibt bezüglich der Verwitwung aber auch Konstanten. Frauen sind deutlich häufiger von Verwitwung betroffen als Männer. Sie sind mit einem Anteil von rund 70% unter den Verwitweten nach wie vor übervertreten. Dies hängt neben den unterschiedlichen gesellschaftlichen und moralischen Erwartungen an Witwer und Witwen auch mit der durchschnittlich höheren Lebenserwartung der Frauen zusammen. Dieser Effekt wird dadurch verstärkt, dass Frauen oft jünger sind als ihre Ehepartner. Zudem heiraten Witwer öfter wieder als Witwen.

---

<sup>1</sup> Die Witwen- und Witwerrenten in der zweiten Säule sind nicht betroffen. Im Obligatorium gelten für Männer und Frauen dieselben Voraussetzungen: Sie müssen entweder Kinder haben oder 45jährig und mindestens 5 Jahre verheiratet gewesen sein. Wenn nicht, erhalten sie eine Abfindung von drei Jahresrenten. Im Überobligatorium sind zusätzliche Leistungen (z.B. für Konkubinatspartner) je nach Pensionskasse möglich.



Die Vorlage sieht vor, die heutigen Witwen- und Witwerrenten mit Renten für hinterlassene Elternteile und Übergangsrenten bei Verwitwung zu ersetzen. Neu sollen Elternteile (unabhängig von ihrem Zivilstand), deren Partner oder Partnerin stirbt, aus der AHV eine Rente erhalten, bis ihr jüngstes Kind das 25. Altersjahr erreicht hat. Eine längere Bezugsdauer ist für Personen mit Kindern mit einer Behinderung vorgesehen. Weiter ist für Verheiratete und für Geschiedene, deren Ex-Ehepartner oder Ex-Ehepartnerin für sie unterhaltspflichtig war, während zwei Jahren eine Übergangsrente vorgesehen, sofern sie Kinder haben. Ab 58 Jahren ist es unabhängig von der Rente möglich als Witwe oder Witwer Ergänzungsleistungen zu beantragen, sofern die finanzielle Lage entsprechend prekär ist. Sobald Altersrenten aus der AHV ausbezahlt werden, erlischt der Anspruch auf Witwenrenten. Laufende Witwenrenten werden nur fortgeführt, wenn die Witwe 55jährig oder älter ist. Renten für jüngere Personen werden nach zwei Jahren Übergangsfrist eingestellt.

Das heisst: Mit der Teilrevision kommt es zu einem leichten Ausbau der Witwerrenten. Bisher sind Witwer nur bis zum 18. Geburtstag des ältesten Kindes rentenberechtigt. Zudem sind neu Menschen mit unter 25jährigen Kindern, die im Konkubinat mit der verstorbenen Person gelebt haben, rentenberechtigt.

Für Witwen bedeutet die Teilrevision einen Rentenabbau. Abgeschafft werden folgende Leistungen:

- Witwenrenten für Frauen, die im Rentenalter sind <sup>2</sup>
- Witwenrenten für Frauen ohne Kinder <sup>3</sup>
- Dauerhafte Witwenrenten für Frauen, deren jüngstes Kind über 25jährig ist.

## **1.2. Position des Schweizerischen Bäuerinnen- und Landfrauenverbandes (SBLV)**

### **1.2.1. Allgemeine Bemerkungen**

Trotz der gesellschaftlichen Veränderungen der letzten Jahrzehnte verwitwen Frauen immer noch öfter als Männer. Gleichzeitig übernehmen sie deutlich häufiger Aufgaben in der Betreuung der Kinder und in der Pflege von Angehörigen und reduzieren dafür ihr Erwerbsspensum. Aufgrund der entsprechenden Rollenverteilung in den Familien, erleiden sie bedeutende wirtschaftliche Nachteile, wenn das Erwerbseinkommen ihres Partners wegfällt. Eine solide soziale Sicherung für Witwen ist deshalb ein wichtiger Pfeiler, um Armut von Frauen aufgrund ihrer Erwerbsbiografie zu verhindern.

### **1.2.2. Gleiche Sozialleistungen für Witwen und Witwer**

Der SBLV begrüsst den Grundsatz, dass Witwen und Witwer gleiche Sozialleistungen erhalten sollen. Die Gleichstellung bei Verwitwung ist ein wichtiger Schritt, um eine Vielfalt an Rollenverteilungen in der Familie abzusichern.

---

<sup>2</sup> Heute wird entweder die Witwenrente (80% der AHV-Rente des verstorbenen Ehemanns, d.h. monatlich CHF 980.- bis CHF 1'960) oder die AHV Rente ausbezahlt, wobei der höhere Betrag berücksichtigt wird. De facto sind im Rentenalter die Witwenrenten vor allem wichtig für Frauen, die weniger Beitragsjahre als ihr Partner in der AHV aufweisen und/oder einen deutlich tieferen Lohn erhielten.

<sup>3</sup> Heute erhalten Frauen, die das 45. Lebensjahr vollendet haben und mindestens fünf Jahre verheiratet waren, eine Witwenrente aus der AHV. Dasselbe gilt für geschiedene Frauen, die das 45. Lebensjahr vollendet haben und mindestens zehn Jahre verheiratet waren.



Der SBLV unterstützt das Ziel, langfristig eine Gleichstellung der Geschlechter zu erreichen. Es muss jedoch darauf geachtet werden, dass die Errungenschaften der Frauen in bestimmten Bereichen, wie hier, nicht beeinträchtigt werden, ohne gleichzeitig sicherzustellen, dass in anderen Bereichen Gleichstellung herrscht. Insbesondere in den Bereichen Arbeitsmarkt, Lohngleichheit, Aufteilung der Erziehungs- und Betreuungsaufgaben und Vereinbarkeit von Beruf und Familie ist diese Gleichstellung bei weitem noch nicht gegeben. Denn auch heute sind es immer noch überwiegend Frauen, die für Kinderbetreuung und Pflege kranker und invalider Angehöriger ihre Erwerbstätigkeit reduzieren.

### 1.2.3. Keine Streichung von laufenden Renten

Der SBLV erachtet es als inakzeptabel, laufende Witwenrenten aufzuheben. Dieses Vorgehen verstösst gegen Treu und Glauben und stellt die Betroffenen vor grosse wirtschaftliche Probleme.

Der SBLV fordert vom Bundesrat, auf die Streichung von laufenden Renten in jedem Fall zu verzichten.

### 1.2.4. Zivilstandsunabhängige Sozialversicherungen

Der SBLV vertritt die Position, dass die Sozialversicherungen zivilstandsunabhängig ausgerichtet werden sollten. Die Witwen- und Witwenrenten sind bisher an den Zivilstand geknüpft und stehen nur Personen zu, die mit der verstorbenen Person verheiratet oder von ihr geschieden waren. Der SBLV begrüsst den Ansatz des Bundesrats, hinterlassenen Elternteilen zivilstandsunabhängig Renten auszurichten.

Der SBLV begrüsst insbesondere, dass Eltern neu unabhängig von ihrem Zivilstand eine Hinterlassenenrente zustehen soll.

Das ist eine wichtige Verbesserung der sozialen Absicherung von unverheirateten Eltern. Grundsätzlich sind Personen mit betreuungs- und unterhaltspflichtigen Kindern besonders von einer Verwitwung des Partners betroffen. Dies trifft verstärkt zu, wenn sie während der Lebensgemeinschaft mit dem Partner oder der Partnerin Kinderbetreuungsaufgaben übernommen und dafür ihre berufliche Tätigkeit zurückgestellt haben. Aus Sicht des SBLV ist es deshalb richtig, die Witwen- und Witwenrenten vermehrt auf Personen mit Kindern auszurichten – nicht zuletzt im Hinblick auf den beruflichen Wiedereinstieg (vgl. «Wiedereinstieg fördern»).

Leider ist die Zivilstandsunabhängigkeit bei den sogenannten Übergangsrenten bei Verwitwung nicht vorgesehen. Diese auf zwei Jahre befristeten Renten sollen gemäss der Vorlage an verheiratete und geschiedene Personen ausgerichtet werden, die mit dem oder der der Verstorbenen Kinder hatten, welche über 25jährig sind.

Der SBLV fordert, dass auch die Übergangsrenten zivilstandsunabhängig ausgerichtet werden.

### 1.2.5. Prekarität vermeiden

Der SBLV erwartet, dass die Übergangsrenten auch an Personen ohne Kinder ausgerichtet werden. Dies vor dem Hintergrund, dass eine Partnerschaft immer auch eine wirtschaftliche Einheit bildet und der Tod des Partners oder der Partnerin deshalb auch dann eine wirtschaftliche Lücke hinterlässt, wenn keine gemeinsamen Kinder vorhanden sind. Der Verlust des Partners oder der Partnerin ist ein Ereignis, das den oder die Hinterbliebene in einem fragilen Zustand versetzt, der es oft verunmöglicht, innerhalb kurzer Zeit sämtliche Verpflichtungen im bisherigen





Umfang wahrzunehmen und gleichzeitig umgehend die Fixkosten zu redimensionieren (z.B. Wohnkosten). Aus Sicht des SBLV ist es wichtig, dass die Hinterbliebenen in dieser schwierigen Situation unterstützt werden.

Um eine genügende Frist für die Neuordnung der Verhältnisse zu garantieren, fordert der SBLV, die Übergangsrenten wie in der zweiten Säule während drei Jahren auszurichten.

Heute können alle, die eine Witwen- oder Witwerrente aus der AHV beziehen und in prekären finanziellen Verhältnissen leben, Ergänzungsleistungen (EL) beantragen. Mit der Abschaffung von Witwenrenten verlieren die betroffenen Frauen auch die Möglichkeit EL zu beantragen, wenn sie in prekären finanziellen Verhältnissen sind. Für Härtefälle sieht der Bundesrat vor, dass Verwitwete ab dem 58. Altersjahr EL beantragen können. Der Bundesrat geht davon aus, dass durch diese Neuregelung Verwitwete im erwerbsfähigen Alter mittelfristig rund 10 Millionen weniger EL-Leistungen beziehen werden. Die Betroffenen werden wegen der Abschaffung der Witwenrenten auf Sozialhilfe angewiesen sein.

Der SBLV fordert, dass Verwitwete wie bisher ab 55 Jahren EL beantragen können, damit der Tod des Partners oder der Partnerin nicht dazu führt, dass der oder die Hinterbliebene auf Sozialhilfe angewiesen ist.

### **1.2.6. Unverzichtbare Begleitmassnahmen: Wiedereinstieg fördern**

Mit der weitgehenden Streichung der Witwenrenten geht der Bundesrat davon aus, dass sich Frauen spätestens dann wieder in den Arbeitsmarkt eingegliedert haben und finanziell unabhängig sind, wenn ihr ältestes Kind das 25. Lebensjahr erreicht hat. Leider geht der Bundesrat in seiner Vorlage nicht darauf ein, wie die Voraussetzung für diese wirtschaftliche Unabhängigkeit von Witwen geschaffen werden kann. Aus Sicht des SBLV ist es zwingend, dass in diesem Zusammenhang der Wiedereinstieg ins Erwerbsleben gefördert wird.

Nach wie vor ist es in der Schweiz Realität, dass vor allem Frauen ihr Erwerbsumsatz bei der Geburt von Kindern reduzieren oder ganz aus dem Erwerbsleben aussteigen. Nach der Geburt des ersten Kindes steigen knapp 20% der Frauen aus dem Erwerbsleben aus, nach der Geburt des zweiten Kindes sind rund 30% der Frauen nicht mehr im Erwerbsleben. Diese Phase dauert bei Frauen rund 5,5 Jahre und führt dazu, dass ihre beruflichen Qualifikationen an Wert verlieren. Nicht zu vergessen sind an dieser Stelle Partner:innen von Landwirt:innen und Inhaber:innen von andern KMU's, welche zu Gunsten des Betriebes ihr Arbeitspensum ausserhalb reduziert oder aufgegeben haben.

Gleichzeitig arbeiten Frauen mit Kindern oft in tieferen Pensen als Männer. Personen, die einen tieferen Beschäftigungsgrad aufweisen, haben generell einen erschwerten Zugang zu Weiterbildung. Auch das schadet der beruflichen Qualifikation von Frauen überdurchschnittlich.

Bei Verwitweten kommt ein weiterer Grund für den teilweisen oder vollständigen Rückzug aus dem Erwerbsleben dazu. Ist der Partner vor dem Tod beispielsweise wegen einer Krebserkrankung längere Zeit pflegebedürftig, reduzieren Angehörige oft ihr Pensum, um den Partner oder die Partnerin zu betreuen – unabhängig davon, ob Kinder vorhanden sind.

Der Wiedereinstieg ins Erwerbsleben gestaltet sich oft schwierig, weil die Betroffenen nicht (mehr) über das nötige Netzwerk, das Bewerbungswissen und weniger über aktuelle Qualifikationen verfügen.



Der SBLV fordert deshalb, dass der Wiedereinstieg von Frauen in den Arbeitsmarkt gefördert wird. Insbesondere braucht es eine gute, explizit auf sie zugeschnittene, Begleitung für Wiedereinsteigerinnen, die ihnen das nötige Wissen und die nötigen Kontakte vermittelt. Zudem muss die Weiterbildung für Teilzeitarbeitende gezielt gefördert werden, so dass sie sich berufliche Perspektiven erschliessen können.

Der SBLV fordert zudem, dem Ausstieg von Frauen aus der Erwerbstätigkeit mit einer besseren Vereinbarkeit von Familie und Beruf präventiv entgegenzuwirken. Dazu braucht es eine deutliche finanzielle Entlastung der Eltern bei den Kosten der familienexternen Kinderbetreuung sowie familienfreundliche Unternehmensstrukturen, die auf die besonderen Bedürfnisse von Eltern eingehen und Vätern und Müttern gleichermaßen die Möglichkeit zur Vereinbarkeit eröffnen (z.B. Betreuung von kranken Kindern etc.).

### **1.2.7. Härtefallregelung für Mütter von älteren Kindern**

Jedoch weist der SBLV mit Vehemenz darauf hin, dass die Situation von Eltern – in der Realität vor allem Müttern - mit Kindern über 25 Jahren hier einer besonderen Betrachtung bedarf und nicht vollständig mit der von kinderlosen Witvern oder Witwen gleichgesetzt werden darf. Dies, weil Frauen nach wie vor einen Grossteil der unbezahlten Betreuungs- und Erziehungsarbeit von Kindern leisten und dafür mit einer beträchtlichen Einbusse an gesamtem Erwerbseinkommen und Rentenansprüchen bezahlen.

Dies gilt auch und in noch stärkerem Masse für Mütter, deren Kinder heute bereits über 25 Jahre alt sind: Sie dürfen nicht dafür bestraft werden, dass die Strukturen zur familienergänzenden Kinderbetreuung, die steuerlichen Anreize (hohe Grenzsteuersätze auf den Zweiteinkommen bei Verheirateten) und nicht zuletzt die patriarchalen gesellschaftlichen Erwartungen es ihnen erschweren, ihre berufliche Laufbahn gemäss ihrem eigentlichen Erwerbspotenzial auch nach der Geburt ihrer Kinder weiterzuführen. Für diese Frauen – und, im Sinne des vom EGMR zu Recht eingeforderten Gebots der Gleichbehandlung der Geschlechter, auch Männer - braucht es eine Härtefalllösung in Form einer Übergangsbestimmung:

Der SBLV fordert, dass wer als Elternteil aufgrund von Betreuungs- und Erziehungspflichten seine berufliche Laufbahn und sein Erwerbseinkommen massgeblich eingeschränkt hat, unabhängig vom Alter der Kinder eine Härtefallrente von bis zu 5 Jahren, beziehungsweise eine Witwen- oder Witwerrente von bis zu 5 Jahren beantragen kann. Diese Bestimmung erlischt, sobald die Gleichstellung der Geschlechter realisiert ist. Dies erlaubt den Betroffenen die allenfalls notwendige berufliche Wiedereingliederung und/oder Neuorientierung. Die Übergangsbestimmung soll einer Sunset-Klausel unterliegen: Sie erlischt 10 Jahre, nachdem in der Schweiz die Gleichstellung von Frau und Mann soweit fortgeschritten ist, dass die nicht (anders als mit dem Geschlecht) erklärbaren Lohnunterschiede und die geschlechtsspezifische Rentenlücke je weniger als 5% betragen.





### 1.3. Anträge zum Gesetzesentwurf

#### 1.3.1. Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG)

##### 1.3.1.1. Art. 24 Übergangsrente bei Verwitung

<sup>1</sup> Witwen und Witwer haben Anspruch auf eine auf ~~zwei~~ drei Jahre befristete Übergangsrente bei Verwitung, wenn sie im Zeitpunkt der Verwitung keine unter 25-jährigen Kinder oder Pflegekinder im Sinne von Artikel 23 ~~mehr~~ haben.

<sup>2</sup> Eine geschiedene Person ist einer Witwe oder einem Witwer gleichgestellt, ~~wenn sie im Zeitpunkt des Todes ihres geschiedenen Ehegatten keine Kinder mehr hat, die einen Anspruch auf eine Rente für den hinterlassenen Elternteil begründen, und sie von ihrem geschiedenen Ehegatten einen Unterhaltsbeitrag nach Artikel 125 ZGB<sup>3</sup> bezog.~~

<sup>2a</sup> Personen, die mit dem oder der Verstorbenen im Konkubinat gelebt haben, sind einer Witwe oder einem Witwer gleichgestellt.

Begründung: Der Anspruch auf eine dreijährige Übergangsrente soll unabhängig vom Zivilstand und unabhängig davon, ob die Hinterlassenen Kinder hatten, ausgerichtet werden. In der Folge müsste die Konkubinatspartnerschaft an weiteren Stellen, z.B. Absatz vier von Artikel 24 ebenfalls erwähnt werden.

##### 1.3.1.2. III Übergangsbestimmungen zur Änderung vom...

~~<sup>1</sup>Bei Todesfällen, die vor Inkrafttreten der Änderungen vom... eingetreten sind, gilt für den Leistungsanspruch von Witwen und Witwern, die das 55. Altersjahr im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderungen vom... bereits vollendet haben, bisheriges Recht [...]~~

Begründung: Laufende Renten sollen nicht gestrichen werden.

Abs. 4 (neu)

**Wer als Elternteil aufgrund von Betreuungs- und Erziehungspflichten seine berufliche Laufbahn und sein Erwerbseinkommen massgeblich eingeschränkt hat, kann unabhängig vom Alter der Kinder eine Härtefallrente von bis zu 5 Jahren, beziehungsweise eine Witwen- oder Witwerrente von bis zu 5 Jahren beantragen.** Diese Bestimmung erlischt, sobald die Gleichstellung der Geschlechter realisiert ist. Dies erlaubt den Betroffenen die allenfalls notwendige berufliche Wiedereingliederung und/oder Neuorientierung. Die Übergangsbestimmung soll einer Sunset-Klausel unterliegen: Sie erlischt 10 Jahre, nachdem in der Schweiz die Gleichstellung von Frau und Mann soweit fortgeschritten ist, dass die nicht (anders als mit dem Geschlecht) erklärbaren Lohnunterschiede und die geschlechtsspezifische Rentenlücke je weniger als 5% betragen.



## **Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen und Invalidenversicherung**

### Art. 4

1 Personen mit Wohnsitz in der Schweiz und gewöhnlichem Aufenthalt (Art. 11 ATSG) in der Schweiz haben Anspruch auf Ergänzungsleistungen, wenn sie:

a<sup>sexies</sup>. Anspruch auf eine Übergangsrente bei Verwitwung und Tod des Konkubinatspartners / der Konkubinatspartnerin gemäss Artikel 24 AHVG hatten und zum Zeitpunkt des Todes ihres Ehegatten oder geschiedenen Ehegatten oder Konkubinatspartners/Konkubinatspartnerin das 58. 55. Altersjahr vollendet hatten, solange sie das Referenzalter nach Artikel 21 Absatz 1 AHVG noch nicht erreicht haben.

Begründung: Für ältere Arbeitnehmende ist es nicht einfach eine neue Anstellung zu finden und wieder wirtschaftlich unabhängig zu werden. Es soll deshalb für Personen, deren Partner:in gestorben ist, möglich sein, bereits ab 55 Ergänzungsleistungen zu beantragen, sofern der Bedarf vorhanden ist.

### **Schlussbemerkung**

Der SBLV wünscht sich, dass jede:r Einzelne auch proaktiv vorsorgt (Abschliessen Ehevertrag/Risikoversicherung usw). Dazu braucht es Sensibilisierung und Information, das sollte auch im Interesse des Bundes sein und wo immer möglich unterstützt werden. Des Weiteren sieht der SBLV auch die Unternehmen und Arbeitgebenden in der Pflicht, Personen, welche vor einem Wiedereinstieg stehen, bestmöglich zu unterstützen.

Vielen Dank, dass die Anliegen des SBLV und damit der Frauen vom Land berücksichtigt werden.

Für Fragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV

Anne Challandes  
Präsidentin

Gabi Schürch-Wyss  
Vizepräsidentin SBLV und Präsidentin  
des Fachbereichs Familien- und Sozialpolitik



ab-geko@seco.admin.ch

Eidgenössisches Departement des Innern (EDI) Bundesamt für Sozialversicherungen  
3003 Bern

Luzern, März 2024

## **Vernehmlassung zur Teilrevision der Alters- und Hinterlassenenversicherung zur Anpassung der Witwen- und Witwerrenten**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, zu den Änderungen Stellung zu nehmen. Der SKF Schweizerischer Katholischer Frauenbund ist der Dachverband der katholischen Frauenorganisationen und vertritt rund 100'000 Frauen in der Schweiz.

Grundsätzlich begrüsst und unterstützt *der Schweizerische Katholische Frauenbund SKF* das Bestreben des Bundesrates, die vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte EGMR [im Oktober 2022 festgestellte Ungleichbehandlung](#) von Witwen und Witwern aufzuheben. Bislang erhalten verwitwete Männer eine Witwerrente bis zur Volljährigkeit des jüngsten Kindes; verwitwete Frauen hingegen erhalten eine Rente auch dann, wenn sie keine oder bereits volljährige Kinder haben.

Die bisherige Regelung macht einen Rentenanspruch des oder der Hinterbliebenen also nicht nur an allfälligen Betreuungs- und Erziehungspflichten fest, sondern auch und im Falle einer Kinderlosigkeit gar ausschliesslich am Geschlecht des oder der Hinterbliebenen. Der SKF begrüsst, dass diese vom EGMR [klar festgestellte](#) Ungleichbehandlung nach Geschlecht mit der vorliegenden Teilrevision beseitigt wird.

Ebenfalls begrüsst der SKF, dass künftig für einen Rentenanspruch die elterlichen Pflichten gegenüber allfälligen Kindern bis zu deren vollendetem 25. Lebensjahr entscheidend sein werden – und zwar unabhängig vom Geschlecht des überlebenden Elternteils und auch unabhängig von dessen Zivilstand. **Diese Regelung anerkennt die materielle und zeitliche Belastung sowie die erhöhte Verantwortung, die eine Elternschaft mit sich bringt. Es ist richtig und wichtig, dass diese erhöhte Verantwortung anerkannt wird und einen**





**Rentenanspruch begründet.** Es ist ebenso richtig, dass dies ein bestimmtes Geschlecht oder eine bestimmte Lebensform alleine nicht tun.

In diesem Sinne unterstützen wir auch die beantragte Neuregelung einer 2-jährigen Übergangsrente für verwitwete Frauen wie Männer ohne Erziehungspflichten. Es gibt keine Rechtfertigung, wieso alleinstehenden Frauen wie Männern ohne Erziehungspflichten eine lebenslange Witwen- bzw. Witwerrente ausbezahlt werden sollte – insbesondere, da sie, im Gegensatz zu alleinerziehenden Eltern, nicht zu den

### **Gleichbehandlung von Eltern im Konkubinat**

Art. 24 Übergangsrente bei Verwitwung

Witwen und Witwer haben Anspruch auf eine auf zwei Jahre befristete Übergangsrente bei Verwitwung, wenn sie im Zeitpunkt der Verwitwung keine unter 25-jährigen Kinder oder Pflegekinder im Sinne von Artikel 23 mehr haben. *[Neu:] Nicht verheiratete Eltern sind Witwen und Witwern gleichgestellt.*

### **Härtefallregelung für Mütter von älteren Kindern**

Jedoch weisen wir darauf hin, dass die Situation von Eltern – in der Realität vor allem Müttern - mit Kindern *über 25 Jahren* hier einer besonderen Betrachtung bedarf und nicht vollständig mit der von kinderlosen Witwern oder Witwen gleichgesetzt werden darf.

Dies, weil Frauen nach wie vor einen Grossteil der unbezahlten Betreuungs- und Erziehungsarbeit von Kindern leisten und dafür mit einer beträchtlichen Einbusse an gesamtem Erwerbseinkommen und Rentenansprüchen bezahlen. Sie dürfen nicht dafür bestraft werden, dass die Strukturen zur familienergänzenden Kinderbetreuung, die steuerlichen Anreize (hohe Grenzsteuersätze auf den Zweiteinkommen bei Verheirateten) und nicht zuletzt die patriarchalen gesellschaftlichen Erwartungen es ihnen erschwerten, ihre berufliche Laufbahn gemäss ihrem eigentlichen Erwerbspotenzial auch nach der Geburt ihrer Kinder weiterzuführen. Für diese Frauen – und, im Sinne des vom EGMR zu Recht eingeforderten Gebots der Gleichbehandlung der Geschlechter, auch Männer - braucht es eine Härtefalllösung in Form einer Übergangsbestimmung:



**Wer als Elternteil aufgrund von Betreuungs- und Erziehungspflichten seine berufliche Laufbahn und sein Erwerbseinkommen massgeblich eingeschränkt hat, kann unabhängig vom Alter der Kinder eine Härtefallrente von bis zu 5 Jahren, beziehungsweise eine Witwen- oder Witwerrente von bis zu 5 Jahren beantragen. Diese Bestimmung erlischt, sobald die Gleichstellung der Geschlechter realisiert ist.**

Dies erlaubt den Betroffenen die allenfalls notwendige berufliche Wiedereingliederung und/oder Neuorientierung. Die Übergangsbestimmung soll einer Sunset-Klausel unterliegen: Sie erlischt 10 Jahre, nachdem in der Schweiz die Gleichstellung von Frau und Mann soweit fortgeschritten ist, dass die nicht (anders als mit dem Geschlecht) erklärbaren Lohnunterschiede und die geschlechtsspezifische Rentenlücke je weniger als 5% betragen.

An dieser Stelle betont der SKF einmal mehr die hohe Dringlichkeit besserer Rahmenbedingungen zur Vereinbarkeit von Familie und Beruf: Wenn die Gesetzgebung und Rechtsprechung der Schweiz zunehmend Abstand nimmt vom Modell der Versorgerehe – was zu begrüssen ist –, hat der Staat auch die Rahmenbedingungen zu schaffen, damit ein egalitäres Modell für heutige Eltern und eine individuelle finanzielle Existenzsicherung für Mütter wie Väter überhaupt machbar und möglich ist.

Die Reform sieht vor, laufende Renten von Frauen im Alter unter 55 Jahren zu streichen, wenn sie keine Erziehungspflichten für Kinder unter 25 Jahren haben. Das ist zumutbar, braucht aber eine Übergangszeit, und darum soll dieselbe Härtefalllösung (siehe oben) zum Tragen kommen.

Schliesslich weist der SKF darauf hin, dass die Arbeitssuche für Über-55-Jährige auf dem Arbeitsmarkt nicht einfach ist. Aus diesem Grund begrüsst der SKF die Übergangsbestimmung, wonach für Personen, die bei Inkrafttreten 55 Jahre oder älter sind, die Besitzstandsgarantie gilt. Es wäre darüber hinaus aber zu prüfen, ob die vorgeschlagene Altersgrenze für den EL-Bezug von 58 Jahren angesichts der Realitäten auf dem Arbeitsmarkt nicht auf 55 Jahre zu senken wäre.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

**SKF Schweizerischer Katholischer Frauenbund**

Freundliche Grüsse

Simone Curat-Aepli  
Präsidentin

Karin Ottiger  
Co-Geschäftsleiterin





**EQUALITY.CH**

Schweizerische Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten SKG  
Conférence suisse des délégué·e·s à l'égalité CSDE  
Conferenza svizzera delle-i delegate-i alla parità CSP

Eidgenössisches Departement des Innern  
Bundesamt für Sozialversicherungen

Per E-Mail an:  
[sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Bern, 22. März 2024

### **Vernehmlassungsverfahren «Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten»**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung zur Vernehmlassung. Die Schweizerische Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten (SKG), die alle Fachstellen und Büros für die Gleichstellung auf der Ebene des Bundes, der Kantone und der Städte umfasst, nimmt gerne Stellung zur oben genannten Teilrevision des AHVG.

Gemäss geltendem Recht hat eine Frau Anspruch auf eine lebenslange Witwenrente, wenn sie im Zeitpunkt der Verwitwung ein Kind hat oder wenn sie zu diesem Zeitpunkt mindestens 45 Jahre alt ist und mindestens fünf Jahre verheiratet war. Ein Witwer hat hingegen nur Anspruch auf eine Rente, solange er ein Kind unter 18 Jahren hat. Die Gesetzesrevision ist eine Reaktion auf das Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte (EGMR) in der Rechtssache *Beeler gegen die Schweiz*. Das Urteil stellte eine Diskriminierung von Witwern fest und forderte die Schweiz auf, ihre Gesetzgebung bezüglich der Gewährung von Hinterlassenenrenten rasch anzupassen.

Mit der Teilrevision des AHVG soll nach dem Urteil des EGMR diese rechtliche Ungleichbehandlung von Witwen und Witwern in der 1. Säule beseitigt werden. Die Gesetzesvorlage schafft die lebenslangen, von Kindern unabhängigen, Renten für verwitwete Frauen ab. Neu soll eine Hinterlassenenrente für Eltern mit Kindern unter 25 Jahren sowie für Eltern, die ein über 25 Jahre altes Kind mit Behinderungen pflegen, geschaffen werden. Diese Hinterlassenenrente ist

für sämtliche Eltern, unabhängig ihres Zivilstandes (verheiratet, geschieden, Konkubinat) vorgesehen. Das neue Rentensystem konzentriert sich somit auf die Erziehungs- und Betreuungszeit des Kindes und beseitigt jegliche Differenzierung aufgrund des Geschlechts.

Zudem sieht die Teilrevision des AHVG für verheiratete und geschiedene Personen, deren Kinder das 25. Lebensjahr bereits vollendet haben, im Falle einer Verwitwung eine Übergangsrente von zwei Jahren vor. Die bisherige lebenslange Rente für Witwen wird abgeschafft. Gemäss der Gesetzesvorlage sollen verheiratete Frauen ohne Kinder im Falle einer Verwitwung keine lebenslange Rente und auch keine zweijährige Übergangsrente der 1. Säule mehr erhalten. Für Personen ab 58 Jahren soll für finanzielle Härtefälle eine Lösung über die Ergänzungsleistungen geschaffen werden.

### **I. Ablehnung der Vorlage**

Die Teilrevision beseitigt die bislang im Gesetz bestehende Ungleichbehandlung von Frau und Mann bezüglich der Witwen- bzw. Witwerrente. Grundsätzlich ist die Herstellung der rechtlichen Gleichstellung von Frauen und Männern in der 1. Säule aus Sicht der SKG zu begrüßen. Allerdings berücksichtigt die Vorlage die finanzielle Situation von verwitweten Frauen zu wenig (vgl. dazu nachfolgend: Ziff. III). Für die rechtliche Gleichstellung wird die tatsächliche Ungleichstellung zwischen den Geschlechtern in Kauf genommen, was aus Sicht der SKG nicht nachvollziehbar ist. Mit der Gesetzesvorlage wird die tatsächliche Gleichstellung von verwitweten Frauen und Männern nicht erreicht, sondern - im Gegenteil - werden bestehende finanzielle Ungleichheiten zulasten von verwitweten Frauen verschärft. **Die SKG lehnt daher die Teilrevision des AHVG ab. Die rechtliche Gleichstellung ist über die Ausweitung der Witwerrenten und nicht über die Streichung der Witwenrenten herzustellen.**

### **II. Rente für hinterbliebene Eltern mit Familienpflichten**

Bezüglich der Hinterlassenenrente für Eltern ist die SKG der selben Auffassung wie der Bundesrat. Eltern mit Kindern unter 25 Jahren oder mit pflegebedürftigen Kindern mit Behinderungen über 25 Jahren sollen unabhängig von Geschlecht und Zivilstand einen Anspruch auf eine Hinterlassenenrente haben. Gemäss geltendem Recht haben Konkubinatspaare keinen Anspruch auf eine Hinterlassenenrente aus der 1. Säule. Aus Gleichstellungssicht, aufgrund der gesellschaftlichen Entwicklungen und der Anerkennung verschiedener Formen des

Zusammenlebens scheint der SKG das Schaffen einer Hinterlassenenrente für im Konkubinat lebende Eltern sinnvoll. **Die SKG begrüsst daher den entsprechenden Vorschlag in der Gesetzesrevision ausdrücklich und beantragt, das geltende Gesetz mit einer Hinterlassenenrente für Konkubinatspaare zu ergänzen.**

### **III. Ungenügende Berücksichtigung der finanziellen Situation von verwitweten Frauen ohne Kinder bzw. mit erwachsenen Kindern**

Hingegen sieht die SKG die zeitliche Begrenzung der Hinterlassenenrente für Eltern (bis das jüngste Kind 25 Jahre alt ist), die vorgesehene Übergangsrente von zwei Jahren für hinterlassene Eltern, deren Kinder älter als 25 Jahre alt sind, sowie das Streichen jeglicher Renten für Witwen ohne Kinder kritisch. Diesbezüglich berücksichtigt die Gesetzesvorlage die strukturellen Ungleichheiten zwischen Frauen und Männern im Bereich der Haus- und Familienarbeit sowie auf dem Arbeitsmarkt ungenügend.

Bezüglich des Zusammenhangs mit der Existenz und dem Alter unterhaltsberechtigter Kinder verweist der erläuternde Bericht des Bundesrats darauf, dass über 95% aller Personen, die eine Witwenrente beziehen, derzeit keine unterhaltsberechtigten Kinder haben und daher keinen Anspruch auf die neu vorgesehene Rente für hinterlassene Eltern hätten. Nach Ansicht der SKG sollte die Zahlung von Witwen- und Witwerrenten nicht ausschliesslich an die Versorgung von Kindern gebunden sein, sondern den faktischen Verlust einer finanziellen Unterstützung ausgleichen.

Wie im erläuternden Bericht des Bundesrats mit Verweis auf verschiedene Studien festgehalten, sind Witwen in der Regel finanziell schlechtergestellt als Witwer. Im Erwerbsalter sind Witwen häufiger einem Prekaritätsrisiko ausgesetzt als Witwer,<sup>1</sup> was auf bestehende Ungleichheiten im Erwerbsleben und in der Familie zurückzuführen ist:

Pro Woche leisten Frauen durchschnittlich 28,7 Stunden und Männer 19,1 Stunden Haus- und Familienarbeit. Der Unterschied der wöchentlich geleisteten Stunden für Care-Arbeit ist bei Familien mit Kindern unter 14 Jahren besonders ausgeprägt. In dieser Zeit leisten Frauen wöchentlich durchschnittlich 52,3 Stunden und Männer 31,7 Stunden Haus- und Familienarbeit. Doch auch in Haushalten ohne Kinder leisten Frauen wöchentlich deutlich mehr Hausarbeit (22,5 Stunden) als Männer (16,2 Stunden).

---

<sup>1</sup> Bundesrat, Teilrevision des AHVG, Erläuternder Bericht zur Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens, 2023, S. 13.



Diese ungleiche Aufteilung von Haus- und Familienarbeit spiegelt sich auch in der Aufteilung der Erwerbsarbeit in Paarhaushalten wieder. So ist bei Paaren mit Kindern das häufigste Erwerbsmodell dasjenige mit einem Vollzeit erwerbstätigen Vater und einer Teilzeit erwerbstätigen Mutter. Ungefähr die Hälfte dieser Mütter sind in einem Erwerbsumfang unter 50% und ungefähr die Hälfte der Mütter in einem Erwerbsumfang über 50% tätig.

Die erwähnte Rollenteilung zeigt sich – wenn auch in etwas abgeschwächter Form – ebenfalls bei Paaren ohne Kinder im gemeinsamen Haushalt. Bei diesen Paaren sind nur in etwas mehr als der Hälfte aller Fälle beide Personen Vollzeit erwerbstätig (56,4%). Nach wie vor ist bei rund einem Viertel der Paare ohne Kinder im Haushalt der Mann Vollzeit erwerbstätig und die Frau in einem Teilzeitumfang oder nicht erwerbstätig (25,4%).<sup>2</sup>

Die überwiegend von Frauen ausgeübte Teilzeitarbeit erschwert den Zugang zu verantwortungsvollen und damit besser bezahlten Positionen. Hinzu kommt, dass die Berufe, die überwiegend von Frauen ausgeübt werden, immer noch Berufe sind, in denen die Einkommen niedriger sind.

Die Arbeitsteilung in Paarhaushalten und die nach wie vor bestehende strukturelle Lohnungleichheit von 18% zwischen Frau und Mann<sup>3</sup> haben zur Folge, dass Frauen und Männer in einem Haushalt unterschiedlich stark zum gemeinsamen Haushaltseinkommen beitragen. Der individuelle Beitrag der Männer am Haushaltseinkommen beträgt durchschnittlich 62,2%, derjenige der Frauen 33,7%. Bei Paaren mit Kindern tragen Männer 65,9% und Frauen 26,5% des Haushaltseinkommens bei. Bei Paaren ohne Kinder im Haushalt besteht ebenfalls eine beträchtliche Differenz. In diesen Konstellationen tragen die Männer durchschnittlich 57,8% und Frauen 42,2% des Haushaltseinkommens bei.<sup>4</sup>

Das Wegfallen eines Einkommens im Falle des Todes des Mannes hat somit deutlich stärkere finanzielle Auswirkungen auf die überlebende Frau als der Tod der Frau und der Wegfall ihres Einkommens auf die finanzielle Situation des überlebenden Mannes. Dieser Ungleichheit wird mit der geplanten Teilrevision des AHVG nicht ausreichend Rechnung getragen. Vielmehr würde die Gesetzesvorlage zu einer Verschärfung der tatsächlichen Ungleichheit hinsichtlich der finanziellen Situation von verwitweten Frauen und Männern führen.

---

<sup>2</sup> BFS, [Erwerbsmodelle in Paarhaushalten](#), 2022

<sup>3</sup> BFS, [Durchschnittslöhne und Lohnunterschiede](#), Erklärter und unerklärter Anteil, Gesamtwirtschaft, 2020

<sup>4</sup> BFS, [Beitrag zum Arbeitseinkommen des Haushalts](#), 2021

Die Gesetzesvorlage geht von der Annahme aus, dass Frauen und Männer im Falle des Versterbens des Ehepartners bzw. der Ehepartnerin wirtschaftlich selbständig sind:

- Verwitwete Eltern mit Kindern sollen ab dem 25. Geburtstag des jüngsten Kindes finanziell für sich selber sorgen. Bis zu diesem Zeitpunkt sollen sie die neu vorgesehene Hinterlassenenrente erhalten, danach sollen sie keine Rente mehr erhalten.
- Eheleuten ohne Kinder haben unmittelbar ab Versterben der anderen Person für sich selbst zu sorgen. Für diese Personen sieht die Vorlage keine Rente mehr vor, auch keine zweijährige Übergangsrente.
- Eheleute mit Kindern über 25 Jahren sollen innerhalb von zwei Jahren finanziell selbständig werden. Hier schafft die Vorlage eine Übergangsrente von zwei Jahren für die Anpassung an die neue finanzielle Situation.

Die SKG vertritt die Ansicht, dass diese der Gesetzesrevision zu Grunde liegende Erwartung an die wirtschaftliche Selbständigkeit die finanzielle Realität vieler Witwen ab ca. 50 Jahren verkennt. Wie oben dargelegt, übernehmen Mütter nach wie vor den deutlich grösseren Teil der Care-Arbeit und weisen dementsprechend deutlich tiefere Erwerbsspensen auf als Väter. Das Pensum der Frauen erhöht sich in der Regel zwar mit dem Älterwerden der Kinder. Trotzdem zeigt sich auch bei Familien mit Kindern zwischen 18 und 24 Jahren das typische Bild des Vollzeit erwerbstätigen Vaters und der Teilzeit erwerbstätigen Mutter.<sup>5</sup> Auch bei Paaren ohne Kinder im Haushalt wird in gut einem Viertel aller Fälle nach wie vor ein eher traditionelles Rollenmodell gelebt. 1 von 3 kinderlosen Frauen mit Partner sind ab 55 Jahren nicht mehr erwerbstätig<sup>6</sup> und die Männer tragen auch in Haushalten ohne Kinder durchschnittlich einen deutlich grösseren Teil zum Haushaltseinkommen bei (57,8%).<sup>7</sup>

Für die tatsächliche finanzielle Situation bei einer Verwitwung spielt es in der Realität keine Rolle, ob eine vorangehende niedrigprozentige Erwerbstätigkeit oder der Ausstieg aus der Erwerbsarbeit aufgrund der Betreuung von Kindern oder aber infolge sonstiger Rollenteilung mit dem Partner/der Partnerin erfolgt ist. Fakt ist, dass es für Personen, die aufgrund der Rollenteilung mit dem Ehepartner/der Ehepartnerin jahrelang niedrigprozentig oder nicht erwerbstätig waren, der Wiedereinstieg ins Erwerbsleben schwierig ist. Ebenso ist die Aufstockung des Erwerbsspensums in einem ausbildungsadäquaten Beruf ab ca. 50 Jahren mit grossen Herausforderungen verbunden. Gemäss den aktuellen statistischen Zahlen betrifft dies nach wie vor überwiegend Frauen.

---

<sup>5</sup> BFS, [Anzahl Teilzeiterwerbstätige nach Geschlecht und Familiensituation](#), 2022

<sup>6</sup> Die Erwerbsquote von Frauen zwischen 55 und 64 Jahren betrug im Jahr 2022 67,8% (vgl. BFS, [Erwerbsquoten nach Geschlecht und Familiensituation](#), 2023)

<sup>7</sup> BFS, [Beitrag zum Arbeitseinkommen des Haushalts](#), 2021

Die Gesetzesvorlage benachteiligt daher in der Realität deutlich häufiger verwitwete Frauen und schafft damit neue finanzielle Ungleichheiten zwischen Frau und Mann.

#### **IV. Weiteres**

Unseres Erachtens ist zudem zu berücksichtigen, dass das Streichen von Renten für bestimmte Kategorien von Witwen teilweise Ansprüche auf andere Sozialversicherungen wie die Arbeitslosenversicherung, die Ergänzungsleistungen und die Sozialhilfe nach sich ziehen wird. Die dort anfallenden Kosten (z.B. Finanzierung der Leistungen und zusätzliche Verwaltungskosten) werden durch die Kantone und Gemeinden mitzutragen sein. Die angestrebten Einsparungen bei den AHV-Ausgaben könnten durch diese neuen Kosten wieder aufgehoben werden.

Schliesslich ist es wichtig daran zu erinnern, dass ein Teil der Personen, die derzeit Anspruch auf Ergänzungsleistungen haben, aus Scham oder Unkenntnis keinen Antrag stellen.<sup>8</sup> Es ist anzunehmen, dass Witwen, die aufgrund des Wegfalls der bisherigen Witwenrente neu Anspruch auf Ergänzungsleistungen hätten, teilweise keinen entsprechenden Antrag stellen werden. Zudem ist der Prozentsatz der Personen, die keinen Antrag stellen, in den verschiedenen Kantonen unterschiedlich hoch. Damit entstünden weitere regionale Ungleichheiten in Bezug auf die finanzielle Situation von Witwen.

#### **V. Fazit**

Vor diesem Hintergrund lehnt die SKG die vorgesehen grundsätzliche Streichung von Rentenansprüchen für Verheiratete ohne Kinder ab. Auch erachtet die SKG die 2-jährige Übergangsrente für Eltern mit Kindern über 25 Jahren als zu kurz für die Neuorganisation des Lebens (z.B. Aufstockung Erwerbsumsatz in ausbildungsadäquatem Beruf, Umzug in billigere Wohnung) nach dem Tod des Ehepartners. Diese zweijährige Rente ist nicht ausreichend, um das erwähnte finanzielle Ungleichgewicht zwischen Frauen und Männern im Zeitpunkt einer Verwitwung angemessen auszugleichen. Schliesslich ist die SKG auch der Ansicht, dass die Altersschwelle von 58 Jahren für besondere Härtefälle zu hoch und die 2-jährige Übergangsfrist für bestehende altrechtliche Witwenrenten zu kurz berechnet sind.

---

<sup>8</sup> Pro Senectute, [Altersmonitoring Nichtbezug von Ergänzungsleistungen in der Schweiz](#), 2022

Die SKG teilt die Ansicht des Bundesrates, wonach das AHVG an sich verändernde gesellschaftliche Lebensrealitäten und neue Familienmodelle anzupassen ist. Wären Frauen und Männer bezüglich Erwerbsbeteiligung, Lohngleichheit, Erwerbsspensum und Übernahme von Care-Arbeit gleichgestellt, wäre eine entsprechende Gesetzesänderung durchaus nachvollziehbar. Angesichts der oben dargelegten Realität und Zahlen kommt eine entsprechende Gesetzesänderung aus Sicht der SKG jedoch verfrüht.

Wir danken Ihnen bestens für die Berücksichtigung unserer Bemerkungen und verbleiben mit freundlichen Grüßen.

Im Namen der Schweizerischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten,

die Präsidentin:



Rachele Santoro



**EQUALITY.CH**

Schweizerische Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten SKG  
Conférence suisse des délégué·e·s à l'égalité CSDE  
Conferenza svizzera delle-i delegate-i alla parità CSP

Département fédéral de l'intérieur  
Office fédéral des assurances sociales

Par e-mail à :  
[sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Berne, le 22 mars 2024

**Procédure de consultation « Révision partielle de la LAVS : adaptation des rentes de survivants »**

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de votre invitation à participer à la consultation mentionnée en objet. La Conférence suisse des délégué·e·s à l'égalité (CSDE), qui regroupe les services et bureaux officiels chargés de l'égalité entre femmes et hommes au niveau de la Confédération, des cantons et des villes, saisit avec plaisir l'occasion de prendre position concernant la révision partielle de la LAVS.

Selon le droit en vigueur, la rente de veuve est acquise à vie si au moment du décès de son conjoint, une femme a un ou plusieurs enfants ou si, à cette date, elle est âgée de 45 ans revolus et a été mariée pendant cinq ans au moins. La rente de veuf n'est en revanche octroyée qu'en présence d'un enfant de moins de 18 ans. La révision s'inscrit en réponse à l'arrêt Beeler contre Suisse rendu par la Cour européenne des droits de l'homme (CrEDH). Cet arrêt constate une inégalité de traitement entre les veuves et les veufs et exhorte la Suisse à adapter rapidement sa législation relative à l'octroi des rentes de survivants.

La révision partielle de la LAVS vise à supprimer une inégalité de traitement dans la loi et établir une réglementation égalitaire en matière de versement de la rente de survivants. A cet effet, le projet abroge le versement d'une rente de veuve à vie et indépendante de la présence d'enfants et inscrit le droit à une rente de parent survivant jusqu'aux 25 ans du dernier enfant. Le droit à la rente est étendu pour les parents s'occupant d'un enfant de plus de 25 ans en situation de handicap. Cette rente de survivant·e·s est prévue pour tous les parents et ce indépendamment de

leur état civil (marié·e, divorcé·e, en union libre). Le nouveau système de rente se veut ainsi axé sur la période éducative et d'assistance de l'enfant, supprimant toute différenciation fondée sur le sexe.

En outre, la révision partielle de la LAVS prévoit une rente transitoire de deux ans en cas de veuvage de personnes mariées ou divorcées et dont les enfants ont 25 ans révolus. L'actuelle rente à vie pour les veuves est abolie. Au regard du nouveau régime proposé, les veuves sans enfant ne percevraient plus aucune rente et ne bénéficieraient pas de la rente de veuvage transitoire de deux ans. Pour les personnes âgées de plus de 58 ans une solution serait créée par le biais des prestations complémentaires pour les cas de rigueur.

### **I. Rejet du projet**

Bien que la révision partielle supprime une discrimination et introduise une égalité de droit entre femmes et hommes, amélioration saluée par la CSDE, le projet ne tient pas compte de la situation financière des femmes veuves (cf. ch. III ci-après). Le projet prévoit l'égalité dans le droit et s'accommode de l'inégalité de fait entre les veuves et les veufs, ce qui n'est pas acceptable du point de vue de la CSDE. Le projet de loi ne parvient pas à réaliser l'égalité de fait entre femmes et hommes survivant à leur conjoint·e, mais – bien au contraire – aggravent les inégalités financières existantes à l'égard des femmes veuves. **Dès lors, la CSDE rejette la révision partielle de la LAVS. L'égalité en droit doit être réalisée par l'extension de la rente de veuf et non pas par la suppression de la rente de veuve.**

### **II. Rente pour parents survivants ayant des charges familiales**

Concernant la rente de survivant·e·s pour les parents, la CSDE est du même avis que le Conseil fédéral. Les parents avec des enfants de moins de 25 ans ou avec des enfants de plus de 25 ans en situation de handicap doivent avoir droit à une rente de survivant·e·s indépendamment de leur sexe et de leur statut d'état civil. Le droit actuellement en vigueur ne prévoit pas le droit à une rente de survivant·e·s pour les couples non mariés. Du point de vue de l'égalité, en raison de l'évolution sociale et de la reconnaissance des diverses formes de vie commune, la CSDE estime judicieux d'accorder une rente de survivant·e·s pour les parents non mariés. **Dès lors, la CSDE salue la proposition correspondante de la révision de la loi et propose de prévoir dans la loi une extension correspondante aux couples en union libre.**

### **III. Prise en considération insuffisante de la situation financière des femmes veuves sans enfant ou avec des enfants majeurs**

En revanche, la CSDE s'oppose à la limite temporelle de la rente de survivant·e·s fixée pour les parents (jusqu'à ce que le cadet ou-la cadette des enfants atteigne 25 ans), la durée de la rente transitoire fixée à deux ans pour les parents survivants dont les enfants ont plus de 25 ans, ainsi que la suppression de toutes les rentes pour les veuves sans enfant. Sur ce point, le projet de loi prend trop peu en considération les inégalités structurelles entre femmes et hommes dans le domaine des tâches domestiques et familiales ainsi que sur le marché du travail.

S'agissant du lien avec l'existence et l'âge des enfants à charge, on peut mentionner la page 16 du rapport explicatif, où il est précisé qu'« il faut également tenir compte du fait que plus de 95 % des personnes qui perçoivent une rente de veuve n'ont actuellement pas d'enfants à charge et n'auraient donc plus droit à cette prestation ». Le versement des rentes de veuves et veufs ne devrait pas être lié à la prise en charge des enfants, mais bien à une situation de perte de soutien.

Le rapport explicatif met en évidence, à travers plusieurs études, que la situation financière des veuves est plus précaire que celle des veufs. Lorsqu'elles sont en âge de travailler, les veuves sont plus fréquemment exposées à un risque de précarité que les veufs<sup>1</sup> et cela en raison des inégalités inhérentes à la vie professionnelle et familiale :

Chaque semaine, les femmes accomplissent en moyenne 28,7 heures de tâches domestiques et familiales contre 19,1 heures pour les hommes. La différence dans le nombre d'heures de travail accomplies dans le care de manière hebdomadaire est particulièrement marquée au sein des familles avec des enfants de moins de 14 ans. Au cours de cette période, les femmes accomplissent en moyenne 52,3 heures de tâches domestiques et familiales alors que les hommes 31,7 heures. Au sein des ménages sans enfants, les femmes accomplissent également sensiblement plus de tâches domestiques (22,5 heures) que les hommes (16,2 heures).

Cette répartition inégale des tâches domestiques et familiales se reflète en outre dans la répartition de l'activité lucrative au sein des ménages. Le modèle d'activité le plus fréquent pour les couples avec des enfants est celui d'un père travaillant à temps plein et d'une mère travaillant à temps partiel. Près de la moitié de ces mères travaillent à un taux d'activité inférieur à 50 % et près de la moitié des mères ont un taux d'activité supérieur à 50 %.

---

<sup>1</sup> Conseil fédéral, Révision partielle de la LAVS, Rapport explicatif relatif à l'ouverture de la procédure de consultation, 2023, p. 13.

Cette situation apparaît également, même si dans une moindre mesure, au sein des couples sans enfant vivant en ménage commun. Parmi ces couples, dans un peu plus de la moitié des cas seulement, les deux personnes sont actives à temps plein (56,4 %). Au sein d'un quart des couples sans enfant, l'homme est actif à temps plein et la femme à temps partiel ou sans activité lucrative (25,4 %).<sup>2</sup>

Le temps partiel majoritairement exercé par les femmes rend plus difficile l'accès à des postes à responsabilité et donc mieux rémunérés. A cela s'ajoute le fait que les métiers majoritairement exercés par les femmes sont encore des métiers dans lesquels les revenus sont plus bas.

La répartition des tâches au sein des ménages, ainsi que l'inégalité des salaires structurelle de 18 % persistant entre femmes et hommes<sup>3</sup> ont pour conséquence que les femmes et les hommes contribuent au revenu du ménage commun dans une mesure bien différente. La contribution individuelle des hommes au revenu du ménage s'élève en moyenne à 62,2 %, celle des femmes à 33,7 %. Parmi les couples avec enfants, les hommes contribuent au revenu du ménage à hauteur de 65,9 % et les femmes à hauteur de 26,5 %. Chez les couples sans enfant dans le ménage, il existe également une différence considérable. Dans ces configurations, les hommes contribuent en moyenne à hauteur de 57,8 % et les femmes à hauteur de 42,2 % au revenu du ménage.<sup>4</sup>

La perte d'un revenu au décès du conjoint a dès lors une répercussion financière nettement plus lourde pour la femme survivante que dans la situation inverse. Cette inégalité n'est pas suffisamment prise en considération dans la révision prévue de la LAVS. Au contraire, le projet de loi contribuerait à une aggravation de l'inégalité effective eu égard à la situation financière des femmes veuves et des hommes veufs.

Le projet de loi part de l'hypothèse que les femmes et les hommes sont économiquement indépendant·e-s en cas de décès du conjoint ou de la conjointe :

- les parents veufs avec des enfants devront assurer leur situation financière à compter du 25<sup>e</sup> anniversaire du cadet ou de la cadette de leurs enfants. Jusqu'à cette date, la rente de survivant·e-s nouvellement introduite leur sera versée, mais au-delà aucune rente ne sera plus perçue ;
- les conjoint·e-s sans enfant devront assurer seul·e-s leur situation financière immédiatement après le décès de l'autre personne. Le projet ne prévoit plus aucune rente pour ces personnes et aucune rente transitoire de deux ans n'est accordé;

---

<sup>2</sup> OFS, [Modèles d'activité professionnelle des couples](#), 2022

<sup>3</sup> OFS, [Ecart salarial](#), part expliquée et inexpliquée, économie totale, 2020

<sup>4</sup> OFS, [Contribution au revenu du travail du ménage](#), 2021



- les conjoint·e·s avec enfant(s) de plus de 25 ans devront devenir indépendant·e·s financièrement dans un délai de deux ans / auront un délai de deux ans pour devenir financièrement indépendant·e·s.

La CSDE est d'avis que cette attente en matière d'autonomie économique, sur laquelle la révision de la loi repose, méconnaît gravement la réalité financière de nombreuses veuves âgées de plus de 50 ans. Comme mentionné ci-dessus, les mères assument encore une part nettement supérieure du travail domestique et de care et occupent en conséquence des taux d'activité lucrative sensiblement inférieurs à ceux des pères. Le taux d'activité des femmes augmente en règle générale avec l'âge des enfants. Toutefois, le profil type du père actif à plein temps et de la mère active à temps partiel est présent aussi au sein des familles avec des enfants de 18 à 24 ans.<sup>5</sup> Chez les couples sans enfant, le modèle plutôt traditionnel reste également la réalité dans un bon quart des cas. Une femme sur trois avec partenaire et sans enfant n'est plus active à partir de 55 ans<sup>6</sup> et les hommes contribuent d'une manière sensiblement supérieure au revenu du ménage (57,8 %) et ce aussi en l'absence d'enfant.<sup>7</sup>

Pour la situation financière effective en cas de veuvage, il n'importe en réalité nullement qu'elle résulte d'une activité lucrative antérieure à faible pourcentage ou d'un départ du travail lucratif en raison de la prise en charge d'enfants ou encore d'autres répartitions des rôles avec son·sa partenaire. Le fait est qu'il est difficile pour les personnes qui, en raison du partage des rôles avec leur conjoint·e, ont travaillé pendant des années à un taux d'activité réduit ou n'ont pas exercé d'activité professionnelle, de réintégrer la vie active. De même, à partir de 50 ans environ, l'augmentation du taux d'activité dans une profession adaptée à la formation s'accompagne de grands défis. Selon les chiffres statistiques actuels, cela concerne toujours majoritairement les femmes.

Au vu de ce constat, le projet de révision de la loi est clairement en défaveur des veuves et génère de nouvelles inégalités économiques entre femmes et hommes.

#### **IV. Autres considérations**

Nous pensons qu'il faut également tenir compte du fait que la suppression des rentes pour certaines catégories de veuves entraînera parfois des droits à d'autres assurances sociales telles que l'assurance chômage, les prestations complémentaires et l'aide sociale. Les coûts qui y sont liés (par exemple le financement des

---

<sup>5</sup> OFS, [Part de personnes actives occupées à temps partiel selon le sexe et la situation familiale](#), 2023

<sup>6</sup> Le taux d'activité des femmes âgées de 55 à 64 ans s'élevait en 2022 à 67,8 % (cf. OFS, [Taux d'activité professionnelle selon le sexe et la situation familiale](#), 2023)

<sup>7</sup> OFS, [Contribution au revenu du travail du ménage](#), 2021

prestations et les frais administratifs supplémentaires) devront être partagés par les cantons et les communes. Les économies visées sur les dépenses de LAVS pourraient être annulées par ces nouveaux coûts.

Enfin, il est important de rappeler qu'une partie des personnes qui ont actuellement droit à des prestations complémentaires ne font pas de demande, par honte ou par ignorance<sup>8</sup>. On peut supposer que les veuves qui auraient désormais droit à des prestations complémentaires en raison de la suppression de la rente de veuve actuelle ne feront en partie pas de demande correspondante. De plus, le pourcentage de personnes qui ne font pas de demande varie d'un canton à l'autre. Il en résulterait de nouvelles inégalités régionales en ce qui concerne la situation financière des veuves.

## V. Conclusion

Dès lors, la CSDE rejette la suppression prévue de droit à des rentes pour les personnes mariées sans enfant. La CSDE considère que la rente transitoire de deux ans pour les parents avec enfants de plus de 25 ans est trop courte pour permettre aux mères de retrouver une autonomie économique après le décès de leur conjoint (p. ex. augmentation du taux d'activité dans une profession adaptée à la formation, déménagement dans un appartement moins cher). Cette rente de deux ans ne suffit pas pour compenser adéquatement le déséquilibre financier évoqué entre femmes et hommes à la survenue d'un veuvage. Enfin, la CSDE est aussi d'avis que le seuil fixé à l'âge de 58 ans pour les cas de rigueur particuliers est trop élevé et que le délai transitoire de deux ans pour les rentes de veuves acquises en vertu de l'ancien droit n'est pas assez long.

La CSDE partage l'opinion du Conseil fédéral selon laquelle la LAVS doit être adaptée aux réalités sociales de la vie en mutation et aux nouveaux modèles familiaux. Si les femmes et les hommes se trouvaient sur un pied d'égalité en matière de contribution à l'activité lucrative, d'égalité des salaires, de taux d'activité et de prise en charge du travail domestique et de care, une modification législative correspondante serait parfaitement justifiée. Eu égard à la réalité exposée ci-dessus et aux chiffres apportés, une telle modification de la loi n'est pas adaptée aux yeux de la CSDE.

En vous remerciant pour l'attention portée à nos remarques, nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

---

<sup>8</sup> Pro Senectute, [Non-recours aux prestations complémentaires](#), 2022

Au nom de la Conférence suisse des délégué·e·s à l'égalité,

la présidente :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rachele Santoro', written in a cursive style.

Rachele Santoro

Frau Bundesrätin  
Elisabeth Baume-Schneider  
Vorsteherin EDI

Per E-Mail: Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

Bern, 26. März 2024

## **Vernehmlassung zur Teilrevision des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG): Anpassung der Hinterlassenenrenten**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,  
sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, zur obengenannten Teilrevision des AHVG Stellung zu nehmen.

Mit der vorgeschlagenen Gesetzesänderung möchte der Bundesrat die vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) festgestellte Ungleichbehandlung von Witwen und Witwern beseitigen und das AHVG an die gesellschaftliche Entwicklung anpassen. Neu sollen anstelle des lebenslangen und bedarfsunabhängigen Rentenanspruchs die Leistungen an den Umständen nach einem Todesfall bemisst. Bei Hinterbliebenen mit unterhaltsberechtigten Kindern soll nicht mehr der Zivilstand, sondern die Verbindung zum Kind im Zentrum stehen.

Die Anpassungen haben Auswirkungen auf die Sozialhilfe, die in unterschiedliche Richtungen gehen:

- Der Versicherungsschutz bei einem Todesfall soll neu für alle Eltern mit Kindern unter 25 Jahren bestehen, unabhängig vom Zivilstand, basierend auf dem Kindesverhältnis nach Artikel 252 ZGB. Die SKOS begrüsst diese Anpassung. Insbesondere begrüssen wir die Regelungen, wonach der Rentenanspruch nicht an die Dauer der Ausbildung des Kindes geknüpft wird und dass bei Pflege von behinderten Kindern der Anspruch über die Altersgrenze 25 hinaus gilt. Damit wird die Existenzsicherung für eine Gruppe mit hoher Sozialhilfequote verbessert. Ein-Elternfamilien haben mit 20% die höchste Sozialhilfequote aller Haushalte.
- Mit der vorgeschlagenen Gesetzesänderung wird der Versicherungsschutz für kinderlose Witwen bzw. Witwen mit Kindern über 25 Jahre aufgehoben. Unter dem Strich werden weniger Personen eine Hinterlassenenrente erhalten als unter dem geltenden Recht. Bis 2032 wird mit Einsparungen von CHF 571 Mio. gerechnet. Wenn die Hinterlassenenrente nicht durch eine andere Rente der 1. Säule abgelöst wird, dann entfällt auch der Anspruch auf EL.

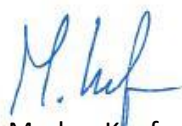
Ohne anderes Einkommen oder Vermögensreserve wird ein Teil der betroffenen Personen auf Sozialhilfe angewiesen sein. Die SKOS spricht sich deshalb gegen diesen Leistungsabbau aus. Wenn daran festgehalten wird, soll der Abbau so sozialverträglich ausgestaltet werden, dass keine zusätzlichen Personen einem höheren Prekaritätsrisiko ausgesetzt werden. Dieses Ziel soll durch einen erweiterten bzw. verlängerten Anspruch auf Übergangsrente bei Verwitwung erreicht werden.

Wir danken Ihnen für den Einbezug unserer Anliegen bei der Erarbeitung der Gesetzesbotschaft.

Freundliche Grüsse



Christoph Eymann, Präsident



Markus Kaufmann, Geschäftsführer

Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
Bundesamt für Sozialversicherungen  
3003 Bern

(per E-Mail an: [Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch](mailto:Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch))

Bern, 8. März 2024

## **Vernehmlassung zur Teilrevision des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG): Anpassung der Hinterlassenenrenten**

### **Stellungnahme des Vorstands der SODK**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zur *Teilrevision des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG): Anpassung der Hinterlassenenrenten* Stellung zu nehmen. Wir äussern uns gerne wie folgt:

#### **Allgemeine Bemerkungen: Grundsätzliche Zustimmung zum Erlassentwurf, aber das Sparziel steht nicht im Vordergrund**

Mit der vorgeschlagenen Gesetzesänderung möchte der Bundesrat die vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) festgestellte Ungleichbehandlung von Witwen und Witwern beseitigen und das AHVG an die gesellschaftliche Entwicklung anpassen. Der Vorstand SODK begrüsst die angestrebte Neuausrichtung, die anstelle des lebenslangen und bedarfsunabhängigen Rentenanspruchs die Leistungen an den Umständen nach einem Todesfall bemisst. Folgerichtig soll bei Hinterbliebenen mit unterhaltsberechtigten Kindern nicht mehr der Zivilstand, sondern die Verbindung zum Kind im Zentrum stehen. Hier könnte alternativ geprüft werden, ob nicht konsequent nur Kinder eine Hinterbliebenenrente erhalten sollen und man in diesem Sinne eine Kohärenz mit den Alimentenzahlungen herstellt.

Für den Vorstand SODK ist jedoch nicht vollständig geklärt, warum die zweijährige Übergangsrente nur für Witwen und Witwer, die für keine unterhaltsberechtigten Kinder mehr aufkommen, gewährt werden soll. Der Ausschluss von kinderlosen Paaren bei den Übergangsrente ist ungenügend begründet und steht im Widerspruch zur sozialpolitischen Zielsetzung der Vorlage.

Mit der vorgeschlagenen Teilrevision des AHVG kommt die Schweiz ihrer Verpflichtung nach, die Rechtsprechung des EGMR umzusetzen, indem sie Männer und Frauen bei den Hinterlassenenrenten gleichbehandelt. Weiter begrüsst der Vorstand SODK, dass die Teilrevision neue Familienformen sowie das geänderte Erwerbsverhalten von Frauen und Männern berücksichtigt. Hingegen stehen für den Vorstand SODK die Sparmassnahmen des Bundes bei dieser Vorlage nicht im Vordergrund.

## **Zustimmung zum gewählten Modell für den hinterlassenen Elternteil mit unterhaltsberechtigten Kindern**

Die neue Regelung ändert den Anspruch auf Witwen- und Witwerrenten. Die Hinterlassenenrente entsteht neu unabhängig vom Zivilstand. Einem Elternteil kommt bei einem Todesfall der Anspruch zu, wenn er für unterhaltsberechtigende Kinder aufkommen muss, unabhängig davon, ob er verheiratet oder geschieden ist, im Konkubinats- oder getrennt lebt. Dieser Anspruch besteht so lange, bis das jüngste Kind das 25. Altersjahr vollendet hat. Der Vorstand SODK unterstützt den gewählten Ansatz, dass die lebenslangen Hinterlassenenrenten an Witwen abgeschafft und diese neu zivilstandsunabhängig an den hinterlassenen Elternteil ausgerichtet werden und sich auf die Betreuungs- und Erziehungszeit der Kinder beschränken. Eine Ausnahme bilden erwachsene Kinder mit einer Behinderung. Hier besteht ein Anspruch auf Betreuungsgutschriften ein Leben lang, bzw. solange diese Personen betreut werden. Diese Ausnahmeregelung unterstützt der Vorstand explizit.

## **Anpassungen bei der Anspruchsberechtigung der Übergangsrenten prüfen**

Einem hinterlassenen Elternteil mit Kind, das älter als 25 Jahre alt ist, wird noch während zwei Jahren eine Übergangsrente gewährt. Dies gilt allerdings nur für verheiratete Paare und für geschiedene Personen, die von der verstorbenen Person Unterhaltsbeiträge erhielten. Für Paare ohne Kinder ist keine Übergangsrente vorgesehen. Der gänzliche Ausschluss von kinderlosen Paaren wird mit dem Sparziel des Bundesrates begründet. Auch wenn ein Paar keine Kinder hat, führt der Tod der Partnerin bzw. des Partners für die hinterbliebene Person zu einer schwierigen Situation. In dieser Phase muss sie vieles neu organisieren und für ein existenzsicherndes Einkommen sorgen. Dies nimmt naturgemäss eine gewisse Zeit in Anspruch, währenddessen eine angemessene Unterstützung den nötigen finanziellen Schutz bietet. Warum zudem bei der Übergangsrente Konkubinatspaare nicht berücksichtigt werden sollen, ist für den Vorstand SODK nicht ersichtlich. Zwar gibt es keine gesetzlich vorgeschriebene Pflicht zum gegenseitigen Unterhalt bei einem Konkubinatspaar. In der Regel dürften aber auch Konkubinatspaare den gegenseitigen Unterhalt in den allermeisten Fällen gewährleisten. Der Vorstand SODK spricht sich deshalb dafür aus zu prüfen, ob bei der Übergangsrente vom Grundsatz der Verbindung mit dem Kind abgewichen werden sollte und eine Übergangsrente auch für Paare ohne Kinder vorzusehen wäre, sofern sie einen gemeinsamen Haushalt führen.

## **Wichtiger Schutz für ältere armutsgefährdete Witwen und Witwer**

Für den Vorstand SODK ist es ein zentrales Anliegen, dass der Schutz in Notlagen aufrecht erhalten bleibt. Wenn der Tod für ältere Witwen und Witwer einen Armutsfaktor darstellt, sind entsprechende Leistungen auszurichten. Die vorgeschlagene Absicherung über die Ergänzungsleistungen wird begrüsst. Sie stellt sicher, dass ältere Personen durch den Verlust der wirtschaftlichen Unterstützung nicht in Existenznot geraten. Mit den Ergänzungsleistungen können gezielt individuelle bedarfsabhängige Leistungen erbracht werden.

## **Gleichbehandlung der Witwer gegenüber Witwen bei den Übergangsbestimmungen**

In seinem Urteil vom 11. Oktober 2022 hält das EGMR fest, dass geschlechtsabhängige Rentenansprüche gegen die Europäische Menschenrechtskonvention verstossen. Der Bund reagierte postwendend und das BSV erliess eine Mitteilung (Nr. 460), wonach die kantonalen Behörden angewiesen wurden, einer kleinen Personengruppe von Männern einen über das Gesetz hinausgehenden Leistungsanspruch zu gewähren:

- Verwitwung mit Kindern nach dem 11. Oktober 2022 (ungeachtet des Alters des Kindes); oder

- Witwer mit Kindern, die am 11. Oktober 2022 das 18. Lebensjahr noch nicht vollendet haben; oder
- Witwer mit hängiger Anfechtung einer Rentenaufhebungsverfügung

Die Vorlage sieht eine Besitzstandsgarantie für Personen vor, die bei Inkrafttreten der Reform 55 Jahre oder älter sind. Sie erhalten ihre Rente weiterhin nach altem Recht. Das hiesse für über 55-jährige Witwer, eine einzelfallorientierte Lösung als generelle Übergangsregelung (vgl. die oben aufgeführten drei Punkte) und hätte zur Folge, dass Witwer gegenüber Witwen benachteiligt werden. Dies stellt nicht nur einen Verstoss gegen das Urteil des EGMR dar, sondern steht auch im Widerspruch zum Ziel der Revision, welche eine Gleichbehandlung der Geschlechter anstrebt.

Die Übergangsbestimmungen sind deshalb so anzupassen, dass Witwer und Witwen unter den gleichen Voraussetzungen – gegebenenfalls rückwirkend bis 2022– den gleichen Leistungsanspruch haben. Die vorgeschlagene Änderung betrifft nur eine geringe Anzahl von Witwern, weshalb die finanziellen Auswirkungen überschaubar sind.

### **Änderungsanträge zu den einzelnen Artikeln des AHVG**

#### **Art. 24, Abs. 1**

Absatz 1 von Artikel 24 AHVG soll dahingehend ergänzt werden, dass Paare, die einen gemeinsamen Haushalt führen – auch Paare ohne Kinder und Konkubinatspaare – einen Anspruch auf eine Übergangsrente erhalten.

#### **Übergangsbestimmung zur Änderung vom..., Abs. 1**

Um eine konsequente Gleichstellung von Witwen und Witwern zu garantieren, sind die Übergangsbestimmungen folgendermassen anzupassen:

«Bei Todesfällen, die vor Inkrafttreten der Änderung vom ... eingetreten sind, gilt für den Leistungsanspruch von Witwen ~~und Witwern~~, die das 55. Altersjahr im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderung vom ... bereits vollendet haben, bisheriges Recht. Witwer, die das 55. Altersjahr im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderung vom ... bereits vollendet haben, werden Witwen gleichgestellt und haben - gegebenenfalls rückwirkend - die gleichen Leistungsansprüche.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

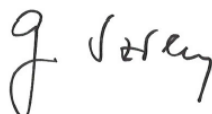
### **Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren**

Die Präsidentin



Nathalie Barthoulot  
Regierungsrätin

Die Generalsekretärin



Gaby Szöllösy



Département fédéral de l'intérieur DFI  
Office fédéral des assurances sociales  
3003 Berne

(par e-mail à : [sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch))

Berne, le 8 mars 2024

## **Consultation sur la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) : adaptation des rentes de survivants**

### **Prise de position du Comité de la CDAS**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous remercions de nous offrir la possibilité de prendre part à la procédure de consultation relative à la *révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) : adaptation des rentes de survivants*. Nous avons le plaisir de vous présenter ci-après nos observations.

### **Remarques générales : approbation du projet sur le fond, mais l'objectif d'économie n'est pas prioritaire**

Avec les modifications de loi proposées, le Conseil fédéral entend éliminer l'inégalité de traitement entre les veuves et les veufs constatée par la Cour européenne des droits de l'homme (CrEDH) et adapter la LAVS à l'évolution de la société. Le Comité de la CDAS salue la nouvelle orientation visée qui, à la place d'octroyer le droit à une rente à vie indépendamment des besoins, évalue les prestations en fonction des circonstances après un décès. Il est logique que pour les survivants ayant des enfants à charge, ce ne soit plus l'état civil qui soit déterminant, mais le lien avec l'enfant. Sur ce point, il serait possible d'examiner comme alternative une rente de survivants versée systématiquement aux enfants seulement, afin de permettre une cohérence avec le versement des pensions alimentaires.

Pour le Comité de la CDAS, il est en revanche incompréhensible que la rente transitoire de deux ans ne soit accordée qu'aux veuves et aux veufs qui n'ont plus d'enfants à charge. L'exclusion des couples sans enfant du bénéfice de la rente transitoire n'est pas justifiable et va à l'encontre de l'objectif sociopolitique du projet.

Avec cette révision partielle de la LAVS, la Suisse remplit son obligation de mettre en œuvre la jurisprudence de la CrEDH en traitant les hommes et les femmes de façon égale en ce qui concerne les rentes de survivants. Le Comité de la CDAS salue en outre le fait que la révision prenne en compte les nouvelles formes de structures familiales ainsi que les changements dans le rapport au travail des femmes et des hommes. En revanche, pour le Comité de la CDAS, les mesures d'économie de la Confédération ne sont pas prioritaires pour ce projet de loi.

### **Approbation du modèle choisi pour le parent survivant ayant des enfants à charge**

La nouvelle réglementation modifie le droit à la rente de veuve et de veuf. La rente de survivant est désormais octroyée indépendamment de l'état civil. En cas de décès, le parent survivant a droit à une rente s'il a des enfants à charge, qu'il soit marié ou divorcé, en concubinage ou séparé. Ce droit perdure jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 25 ans. Le Comité de la CDAS soutient l'approche choisie, à savoir que les rentes de veuve ou de veuf versées à vie sont supprimées, et que celles-ci sont désormais octroyées au parent survivant indépendamment de son état civil et limitées à la période de prise en charge et d'éducation des enfants. Une exception est faite pour les enfants adultes handicapés. Dans ce cas, il existe un droit à des bonifications pour tâches d'assistance à vie ou tant que ces personnes sont prises en charge. Le Comité soutient explicitement cette exception.

### **Adaptations impératives en ce qui concerne le droit aux rentes transitoires**

Un parent survivant dont les enfants ont plus de 25 ans peut encore bénéficier d'une rente transitoire pendant deux ans. Cela ne s'applique toutefois qu'aux couples mariés et aux personnes divorcées qui recevaient une pension alimentaire de la part de la personne décédée. Aucune rente transitoire n'est prévue pour les couples sans enfants. Cette exclusion totale des couples sans enfant est motivée par l'objectif d'économie du Conseil fédéral. Or, même lorsqu'un couple n'a pas d'enfants, le décès du ou de la partenaire engendre une situation difficile pour la personne survivante. Durant cette phase, celle-ci doit réorganiser beaucoup de choses et s'assurer un revenu suffisant pour subvenir à ses besoins. Cela prend naturellement un certain temps, période pendant laquelle un soutien approprié offre la sécurité financière nécessaire. De plus, le Comité de la CDAS ne parvient pas à s'expliquer pourquoi les couples en concubinage ne sont pas considérés comme pouvant bénéficier de la rente transitoire. Certes, il n'existe pas d'obligation légale d'entretien mutuel pour les couples de concubins. Cependant, en règle générale, il est très probable que ces derniers assurent aussi un entretien mutuel dans la grande majorité des cas. Le Comité de la CDAS se prononce en faveur donc de déroger au principe du lien avec l'enfant en ce qui concerne la rente transitoire et de prévoir une telle rente également pour les couples sans enfant, pour autant qu'ils vivent en ménage commun.

### **Une protection importante pour les personnes devenues veuves à un âge avancé et menacées de précarité**

Pour le Comité de la CDAS, le maintien d'une protection dans les situations critiques est un objectif majeur. Si le décès représente un facteur de précarité pour les veuves et les veufs âgés, des prestations appropriées doivent être octroyées. La proposition d'une prise en charge dans le cadre des prestations complémentaires est jugée pertinente. Elle garantit que les personnes âgées ne tombent pas dans le besoin à la suite de la perte d'un soutien économique. Les prestations complémentaires permettent de fournir des prestations individuelles ciblées en fonction des besoins.

### **Egalité de traitement entre veuves et veufs dans le cadre des dispositions transitoires**

Dans son arrêt du 11 octobre 2022, la CrEDH soutient que les disparités en matière de droits aux rentes en fonction du sexe sont contraires à la Convention européenne des droits de l'homme. La Confédération a réagi immédiatement, et l'OFAS a diffusé un bulletin (n° 460) enjoignant aux autorités cantonales d'octroyer à un petit groupe de personnes de sexe masculin un droit à des prestations allant au-delà de ce que prévoit la loi :

- les hommes devenus veufs après le 11 octobre 2022 (quel que soit l'âge des enfants), ou

- les veufs ayant des enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de 18 ans au 11 octobre 2022, ou
- les veufs qui ont contesté la décision de suppression de leur rente de veuf et dont l'affaire est pendante.

Le projet prévoit de maintenir la garantie des droits acquis en faveur des personnes âgées de 55 ans et plus à l'entrée en vigueur de la réforme. Celles-ci continueraient à percevoir leur rente selon l'ancien droit. Cela signifierait, pour les veufs de plus de 55 ans, d'utiliser une solution au cas par cas comme réglementation transitoire générale (voir les trois points mentionnés ci-dessus) et aurait pour conséquence de désavantager les veufs par rapport aux veuves. Cela constitue non seulement une violation de l'arrêt de la CrEDH, mais va également à l'encontre de l'objectif de la révision, qui vise l'égalité de traitement entre les sexes.

Les dispositions transitoires doivent donc être adaptées de manière que les veufs et les veuves, dans des conditions similaires, aient droit aux mêmes prestations, le cas échéant avec effet rétroactif jusqu'en 2022. La modification proposée ne concerne qu'un petit nombre de veufs, c'est pourquoi les conséquences financières en seront tout à fait gérables.

### **Proposition de modification des articles concernés de la LAVS**

#### **Art. 24, al. 1**

L'al. 1 de l'art. 24 LAVS doit être complété de manière que tous les couples qui font ménage commun, y compris les couples sans enfants et les concubins, aient droit à une rente transitoire.

#### ***Dispositions transitoires de la modification du ... , al. 1***

Afin de garantir une égalité systématique entre veuves et veufs, les dispositions transitoires doivent être adaptées comme suit :

« En cas de décès intervenu avant l'entrée en vigueur de la modification du ... , le droit aux prestations des veuves ~~et des veufs~~ âgées de 55 ans ou plus à l'entrée en vigueur de la modification du ... reste soumis à l'ancien droit. Les veufs âgés de 55 ans et plus à l'entrée en vigueur de la modification du ... sont assimilés aux veuves et ont droit aux mêmes prestations, le cas échéant avec effet rétroactif.

Nous vous remercions pour l'attention que vous porterez à nos observations et vous prions de recevoir, Mesdames, Messieurs, nos salutations les meilleures.

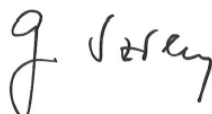
### **Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales**

La présidente



Nathalie Barthoulot  
Ministre

La secrétaire générale



Gaby Szöllösy

Saumackerstrasse 35, Postfach, 8048 Zürich



Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
Frau Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider  
Inselgasse 1  
3003 Bern

**Via E-Mail an: [Sekretariat.abel@bsv.ch](mailto:Sekretariat.abel@bsv.ch)**

Ref. Rolf Eisenring  
Direktwahl +41 44 439 59 20  
E-Mail [eisenring@solida.ch](mailto:eisenring@solida.ch)

Zürich, 5. März 2024

### **Vernehmlassung zur Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung zur Stellungnahme oben erwähnter Vorlage, zu welcher wir als Vertreterin der IG-Übrige gerne nachfolgend wie folgt Stellung nehmen.

Wir können die Beweggründe der Vorlage nachvollziehen. Der vorgesehene Abbau der Leistungen in der ersten Säule entspricht aus unserer Sicht der gesellschaftlichen Entwicklung und beseitigt die Ungleichbehandlung von Männern und Frauen.

Es erstaunt uns jedoch, dass die vorgesehene Heilung dieses Umstandes in der ersten Säule zu einem Leistungsausbau im UVG führen wird. Gerade dadurch wird die Anpassung der gesellschaftlichen Entwicklung nicht beseitigt, sondern vielmehr ins UVG transferiert. Die Revision führt somit zu unterschiedlichen Regelungen in den Sozialversicherungen und führt zu neuen Ungleichbehandlungen. Die Vorlage ist somit dahingehend zu überarbeiten, dass eine Harmonisierung unter den verschiedenen Sozialversicherungen anzustreben ist.

Aufgrund der obigen Ausführungen lehnen wir daher die Vorlage, soweit diese das UVG betrifft, ab.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme im Voraus und stehen Ihnen für weitere Ausführungen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
SOLIDA Versicherungen AG

Kirchstrasse 24  
3097 Liebefeld b. Bern  
Tel: +41 31 311 89 06  
E-Mail: [info@ssr-csa.ch](mailto:info@ssr-csa.ch)  
Co-Präsidentin: Esther Waeber-Kalbermatten +41 79 248 07 80  
Co-Präsident: Reto Cavegn +41 79 401 35 33

Per e-Post an: [sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)  
(Word- und pdf-Format)

Eidg. Departement des Inneren  
Bundesamt für Sozialversicherungen  
Effingerstrasse 20  
3011 Bern

Bern, 22. März 2024

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,  
sehr geehrte Damen und Herren,

der Schweizerische Seniorenrat SSR bedankt sich für die Gelegenheit, zu den Vorschlägen zur Teilrevision des AHVG - Anpassung der Hinterlassenenrenten und den Folgeänderungen Stellung nehmen zu können.

Der Seniorenrat hat vom Vorentwurf zu den Änderungen im AHVG und im ELG sowie vom begleitenden Bericht Kenntnis genommen. Der Seniorenrat verpflichtet sich in seinem Leitbild, die sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Interessen der Seniorinnen und Senioren in ihrer Vielfalt – insbesondere der vulnerablen – zu vertreten. Aus diesem Blickwinkel fühlt er sich auch dem Wohlergehen von künftigen Rentnerinnen und Rentner verpflichtet, damit sie insbesondere in den Erwerbsjahren ab dem 45.-50. Altersjahr nicht in unverschuldete finanzielle Schwierigkeiten geraten.

Aus den vorgenannten Gründen ersuchen wir Sie, von den folgenden Anmerkungen zum Bericht Kenntnis zu nehmen und unsere Vorschläge zu den vorgeschlagenen Änderungen im AHVG und ELG zu berücksichtigen.

#### Zum Bericht

##### *Wirtschaftliche Auswirkungen – Wiederaufnahme einer Arbeitstätigkeit in einer guten Wirtschaftslage*

Im Bericht wird insbesondere in Punkt 5.1.1 angeführt, dass bei der bestehenden „guten“ Wirtschaftslage allen Stellensuchenden ausreichende Angebote zur Verfügung stünden, um wieder eine den Lebensunterhalt sichernde Tätigkeit zu finden. Für Witwer wäre dies kein Problem und Witwen hätten vor einem Unterbruch für die Kindererziehung bereits eine Tätigkeit (oder Beruf) ausgeübt. Der SSR hegt Zweifel an dieser Aussage.

##### *Auswirkungen auf die Gesellschaft*

Die Erläuterungen in den Punkten 5.2.2 (Situation von verwitweten Vätern) und 5.2.3 (Leistungen unabhängig vom Zivilstand) des Berichts anerkennt der SSR und begrüsst die daraus abgeleiteten Verbesserungen im Vorentwurf.

##### *Ergänzungsleistungen zu Übergangsrenten*

Die Gesetzesvorlage sieht zusätzlich zu befristeten Übergangsrenten vor, sodass armutsbedrohte Witwen und Witwer (mit und ohne Kinder) zusätzlich Anspruch auf Ergänzungsleistungen haben. Diese Lösungen sind nicht zielführend. Sie berücksichtigen die administrativen Hürden und die vielen Menschen innewohnende Scheu für einem solchen Antrag nicht. Sie wird wohl dazu führen, dass noch mehr eigentlich Berechtigte ihren Anspruch nicht geltend machen. Zudem sind die EL-

Anspruchsberechtigten den unterschiedlichen Kantons- oder gar Gemeindebestimmungen ausgesetzt.

Als Seniorenrat stellen wir insgesamt fest, dass der Bundesrat mit dieser Vorlage die soziale Absicherung von Menschen schwächt, die sich bereits in schwierigen Lebenslagen befinden. Einerseits gibt er zu bedenken, dass die Wirtschaftslage erheblichen Schwankungen unterworfen sein kann. Andererseits weist er darauf hin, dass es insbesondere Menschen ab 45 Jahren und noch stärker ab 50, 55 oder gar 60 Jahren äusserst schwer fällt, eine Stelle zu finden, die ihnen erlaubt, ihren Lebensunterhalt angemessen existenzsichernd (BV Art. 112) zu verdienen, geschweige denn, den gewohnten Lebensstandard zu sichern (BV Art. 113).

Aufgrund dieser Überlegungen ersucht Sie der SSR die nachfolgenden Änderungsanträge in den weiteren Arbeiten zu berücksichtigen.

#### Zum Vorentwurf

##### *nArtikel 24 Abs. 1 AHVG Übergangsrente bei Verwitwung*

Diese Übergangsregelung ist – insbesondere für Frauen ab 45-50 Altersjahren – ungenügend. Es wird ihnen auch nach zwei Jahren kaum möglich sein, eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen, die ihnen erlaubt, ihren Lebensunterhalt angemessen existenzsichernd zu verdienen. Dies trifft umso mehr zu, als nach dem Anspruch auf diese Übergangsrente auch der Anspruch auf Ergänzungsleistungen entfällt (nArt. 4 Abs. 1 a<sup>quini</sup>es ELG) oder erst wieder geleistet würden, wenn diese Personen das 58. Altersjahr erreicht haben (nArt. 4 a<sup>sexies</sup> ELG).

**Für diese Personen zwischen 45-50 Jahren muss bei Verwitwung eine AHV-Rente vorgesehen werden.**

**Bei Verwitwung von jüngeren Personen ist in diesem Absatz neu ausserdem eine Übergangsfrist von sechs Jahren vorzusehen.**

##### *Titel IV Übergangsbestimmungen*

###### *Abs.1 - 3*

Die unter diesem Titel vorgesehenen Übergangsfristen sind ungenügend.

**Die in Absatz 1 vorgesehene Übergangsbestimmung für bereits Verwitwete zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderungen ab 55 Jahren muss ab dem 50. Altersjahr gelten.**

**Die in Absatz 2 vorgesehene Übergangsbestimmung für bereits Verwitwete zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderungen zwischen 50-55 Jahren muss für die Altersstufe von 45-50 Jahre und für drei Jahre gelten.**

**Die in Absatz 3 vorgesehene Übergangsbestimmung muss ohne Altersbeschränkung gelten.**

##### *nArt. 4 ELG*

Diese Bestimmungen sind an die vorstehend zum AHVG eingereichten Vorschläge anzupassen.

Für die Berücksichtigung unserer Anmerkungen und Vorschläge dankt der SSR bestens.

Freundliche Grüsse

#### **SCHWEIZERISCHER SENIOREN RAT**



Esther Waeber-Kalbermatten  
Co-Präsidentin



Reto Cavegn  
Co-Präsident

Per E-Mail  
Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider  
Inselgasse 1  
3003 Bern  
Sekretariat.abel@bsv.admin.ch

## Suva

Marc Epelbaum  
Direktwahl 041 419 55 00  
marc.epelbaum@suva.ch  
www.suva.ch

## Postadresse

Suva  
GS  
Fluhmattstrasse 1  
Postfach  
6002 Luzern

Datum 25. März 2024  
Betrifft Vernehmlassung zur Teilrevision des AHVG: Anpassung  
der Hinterlassenenrenten

Sehr geehrte Frau Bundesrätin  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Gelegenheit, zur Teilrevision des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG) und konkret zur Anpassung der Hinterlassenenrenten Stellung nehmen zu können.

Als grösste Trägerin der obligatorischen Unfallversicherung und Durchführerin der Militärversicherung im Auftrag des Bundes ist die Suva eine wichtige Akteurin in den Bereichen Prävention, Arbeitssicherheit und Gesundheitsschutz. Sie ist damit ein wichtiger Teil des schweizerischen Sozialversicherungssystems.

Die Suva begrüsst, dass die Ungleichbehandlung von Männern und Frauen bei den Hinterlassenenrenten in allen Sozialversicherungen korrigiert werden soll. Auch die Berücksichtigung gesellschaftlicher Veränderungen wie die aktive Erwerbsbeteiligung der Frauen und neue Familienmodelle erachtet die Suva als sinnvoll und zielführend. Es ist für uns jedoch unverständlich, weshalb diese Überlegungen in der Unfall- sowie Militärversicherung keinen Eingang gefunden haben. Auch in der Unfall- und der Militärversicherung haben sich die gesellschaftlichen Realitäten verändert, weshalb aus unserer Sicht auch hier eine Anpassung angezeigt wäre.

Des Weiteren ist für uns insbesondere unverständlich, dass die gewählte Lösung für die Unfallversicherung mit den geringen Kosten und der guten finanziellen Lage der Unfallversicherung begründet wird. Die zusätzlichen Witwerrenten in der Unfallversicherung sowie die Erhöhung der Komplementärrenten aufgrund der Kürzung der AHV-Renten werden zu einer Prämienerrhöhung für unsere Kundinnen und Kunden führen. Hinzu kommt, dass die finanzielle Lage der Suva aufgrund der positiven Anlageergebnisse in den vergangenen Jahren zwar gut war, dies jedoch nicht bedeutet, dass auch zukünftig mit Ertragsüberschüssen gerechnet werden kann.

Seite 2/2

Zusammengefasst führt die vorliegende Gesetzesrevision zu unterschiedlichen Regelungen in den Sozialversicherungen und somit zu einem inkohärenten System der sozialen Sicherheit. Neue Ungleichbehandlungen sowie eine erschwerte Koordination der Leistungen zwischen den Sozialversicherungen sind die Folgen davon. Aus Sicht der Suva ist eine Harmonisierung der Hinterlassenenrenten in den verschiedenen Sozialversicherungen anzustreben und nur Abweichungen vorzusehen, die in der unterschiedlichen Natur der verschiedenen Sozialversicherungen begründet sind. Wie die Harmonisierung der Hinterlassenenrenten erfolgen soll, bzw. welche Leistungen unter welchen Bedingungen zukünftig ausgerichtet werden sollen, ist schlussendlich an der Politik zu entscheiden.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme im Voraus und stehen Ihnen für weitere Auskünfte gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Epelbaum', with a long horizontal stroke extending to the right.

Marc Epelbaum  
Generalsekretär



**SVAMV**  
**Elnelternfamilie**  
[y.feri@svamv.ch](mailto:y.feri@svamv.ch)  
[www.svamv.ch](http://www.svamv.ch)

## **Entwurf zur Teilrevision des AHVG**

---

### **Stellungnahme SVAMV**

**Antwort -per E-Mail-**

**Wer wir sind:**

[Der SVAMV](#) ist der Dachverband der Elnelternfamilien in der Schweiz und die Fachorganisation für die Elnelternfamilie. Seit 1984 setzt er sich für Alleinerziehende und ihre Kinder ein. Er ist Mitglied von Pro Familia Schweiz, Dachverband der Familien- und Elternorganisationen. Der SVAMV ist **die einzige gesamtschweizerische Organisation für Elnelternfamilien**, die Elnelternfamilien **unbürokratisch, kostenlos und niederschwellig** unterstützt und ihnen mit seinem Beratungsangebot unter die Arme greift. Zudem informiert er die Öffentlichkeit über die Situation der Elnelternfamilien und sensibilisiert für ihre Anliegen.

## I. Allgemeine Bemerkungen

- Grundsätzlich begrüsst und unterstützt der SVAMV das Bestreben des Bundesrates, die vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) festgestellte Ungleichbehandlung von Witwen und Witwern aufzuheben und Hinterlassenenrenten zukünftig zivilstandsunabhängig an hinterlassene Elternteile auszurichten.
- Verwitwete mit Kindern stellen unter den Bezügerinnen und Bezügerern laufender Witwenbeziehungsweise Witwerrenten eine Minderheit dar. Dies gilt sowohl bezüglich der Personenzahl als auch bezüglich des Anteils an ausgezahlten Renten: Von insgesamt 175'850 Personen, die im Dezember 2021 eine Witwen- oder Witwerrente erhielten, waren nur 12% hinterlassene Elternteile von Kindern, die eine Waisenrente bezogen. Diese hinterlassenen Elternteile erhielten von insgesamt CHF 1.7 Milliarden an ausgezahlten Witwen- bzw. Witwerrenten im Jahr 2021 gerade 13%.<sup>1</sup>  
Von früher Verwitwung sind zu 70% Frauen betroffen. Abgesehen von minimalen Fluktuationen sind diese Werte seit Jahrzehnten in fast allen westlichen Ländern stabil.<sup>2</sup>  
Anzumerken ist ferner, dass nur ca. 5% der Bezügerinnen einer Witwenrente 2021 unterhaltsberechtignte Kinder hatten.<sup>3</sup>
- Hinterbliebene mit elterlichen Betreuungs- und Erziehungspflichten tragen eine andere Verantwortung und haben eine andere materielle und zeitliche Belastung als verwitwete Frauen und Männer ohne Erziehungspflichten.
- Der Bundesrat hat sich zum Ziel gesetzt, die Rechtsgleichheit zwischen Witwern und Witwen wiederherzustellen, das System an die heutigen sozialen Realitäten anzupassen und Entlastungen für den Bund gemäss Bundesratsvorgaben zu bringen.  
Aus Sicht des SVAMV verfehlt der vom EDI vorgeschlagene Gesetzesentwurf jedoch eine sozialverträgliche, faire Lösung, welche der gesellschaftlichen Realität und den realen finanziellen Herausforderungen der betroffenen Familien gerecht wird.

---

<sup>1</sup> EDI, BSV, E-Mail vom 12.01.2024.

<sup>2</sup> EDI Forschungsbericht Nr. 6/22, Beiträge zur sozialen Sicherheit „Wirtschaftliche Situation von Witwen, Witwern und Waisen“, Schlussbericht vom 4. Mai 2022, 1.1 Langzeitperspektive sowie Schweizer Rentenregister 2022, „Anzahl neue Rentenbeziehende von Waisenrenten, nach Wohnort, im Dezember 2022 [und deren verstorbene Elternteile]“

<sup>3</sup> Erläuternder Bericht, S. 16.

## II. Bemerkungen zum Inhalt der Vorlage

### Der SVAMV fordert, dass

- laufende Renten von hinterlassenen Elternteilen wie bis anhin ausgerichtet werden (also keine rückwirkende Anpassungen),
- hinterlassene Elternteile bei zukünftigen Renten nach Ende der Anspruchsvoraussetzungen von Art. 23 nAHVG bzw. nach Vollendung ihrer Unterhaltspflicht Witwen und Witnern gemäss Art. 24 Abs. 1 nAHVG gleichgestellt werden; in Art. 24 nAHVG sind nicht verheiratete Eltern Witwen und Witnern gleichzustellen. Dazu muss die Bestimmung in Abs. 2 des Artikels „...und sie von ihrem geschiedenen Ehegatten einen Unterhaltsbeitrag nach Art. 125 ZGB bezog“ gestrichen werden, da nicht Verheiratete keinen solchen Beitrag erhalten können. Überdies benachteiligt die Regelung den wohl zunehmenden Teil der verwitweten Geschiedenen, die besonders auf die Hinterlassenenrente angewiesen sind, weil sie aus finanziell schlechteren Verhältnissen kommen und deshalb keinen nachehelichen Unterhalt bekommen.
- Rahmenbedingungen geschaffen werden, welche die Vereinbarkeit von Familie und Beruf tatsächlich ermöglichen.

### Begründung

1. Der Gesetzesentwurf **hebt die Rechtssicherheit auf**. Das Vertrauen in den Fortbestand gesprochener Renten, auf dem langjährige Lebensentwürfe basieren, wird gebrochen.
2. Das für die Besitzstandswahrung festgesetzte vollendete 55. Altersjahr<sup>4</sup> ist zu hoch angesetzt, da die neue Rechtsprechung zum Scheidungsrecht, gemäss derer Personen, welche in der Ehe die Kinderbetreuung übernehmen, nach der Scheidung mehr Eigenverantwortung tragen sollen, erst seit 2021 gilt. Hinterlassene Elternteile, die vor 2021 Kinder bekommen haben – was der Mehrheit der Betroffenen entspricht – haben eine Familie basierend auf einer anderen Realität gegründet. Diese Tatsache wird im Gesetzesentwurf genauso ausser Acht gelassen wie der Umstand, dass eine Lebensplanung nach vollendetem 55. Altersjahr nicht mehr in existenzsichernder Weise verändert werden kann<sup>5</sup>, worauf unter Begründung 3 weiter eingegangen wird.

Tatsache ist, dass heute im Pensionsalter noch keine Gleichheit zwischen Frauen und Männern besteht: Während im Jahr 2021 kein Mann im Pensionsalter eine Witwenrente erhielt, erhielten 114'190 Frauen im Pensionsalter eine Witwenrente anstelle ihrer tieferen Altersrente.<sup>6</sup> Ältere Mütter ohne Hinterlassenenrente werden bereits heute als

<sup>4</sup> Übergangsbestimmungen III Abs. 1 und 2

<sup>5</sup> Vgl. Gabriel/Koch/Wanner, S. 56; erläuternder Bericht, S. 10

<sup>6</sup> Erläuternder Bericht, S. 10

Risikogruppe für finanzielle Prekarität identifiziert.<sup>7</sup> Entsprechend sind längere Übergangsphasen als die von Art. IV Abs. 1 nAHVG notwendig.

3. Der Gesetzesentwurf versucht, einem gleichgestellten, egalitären Familienmodell gerecht zu werden, indem eine Hinterlassenenrente nur noch bis zum vollendeten 25. Altersjahr des jüngsten Kindes beansprucht werden kann. Diese Zielsetzung ist aus gleichstellungspolitischer Perspektive zu begrüßen. Sie verkennt jedoch die Realität in Bezug auf die Vereinbarkeit von Beruf und Familie sowie insbesondere, was die Situation von hinterlassenen Elternteilen angeht. Die geplante Beschränkung der Leistungsdauer kann für hinterlassene Elternteile zu grossen finanziellen Herausforderungen führen.

Die Art und der Umfang der Rollenverteilung innerhalb der Familie gehören zur verfassungsmässig<sup>8</sup> und gesetzlich garantierten Freiheit.<sup>9</sup> Es gibt legitime Gründe, aufgrund derer sich Familien für eine nicht egalitäre Rollenteilung entscheiden, insbesondere bei fehlender beruflicher Qualifikation, fehlenden Sprachkenntnissen, aus gesundheitlichen Gründen, bei Kinderreichtum oder im Fall von Familienbetrieben ohne entlohnte Mitarbeit. Zusätzlich schränken die nach wie vor bestehenden gesellschaftlichen Rahmenbedingungen die Wahlfreiheit bei der Rollenverteilung ein. Die benachteiligende Besteuerung der Einkommen von Eheleuten, die fehlende gleichberechtigte Elternzeit, die fortbestehende Lohnungleichheit, die fehlende flexiblen Arbeitsmodelle für Frauen und Männer in allen Berufen sowie die mangelnde und teure Infrastruktur für externe Kinderbetreuung sind gesellschaftliche Realitäten, die das traditionelle Familienmodell in der Schweiz weiterhin zementieren und erwerbstätige Mütter oft in einer Teilzeitanstellung arbeiten lassen, was nachweislich einen Risikofaktor darstellt.<sup>10</sup> Zwar hat die Erwerbsbeteiligung der Frauen stark zugenommen, doch die soziale Realität zeigt, dass Väter bei der Familiengründung – im Unterschied zu Müttern – ihre Erwerbstätigkeit mehrheitlich nicht oder nur unwesentlich einschränken.<sup>11</sup> Entsprechend wird die Haupterwerbstätigkeit mit dem Haupterwerbseinkommen eines Haushalts nach wie vor von den Vätern bestritten, während die Mütter, je nach Alter der Kinder, einer mehr oder weniger umfangreichen Teilzeiterwerbstätigkeit nachgehen und gemäss dem Bundesamt für Statistik (BfS) mit ihrem Erwerbseinkommen durchschnittlich nur ca. ein Drittel zum Haushaltsbudget beitragen.<sup>12</sup>

Hinterlassene Elternteile sind einer grösseren emotionalen und auch erzieherischen Belastung ausgesetzt, die viele Betroffene zu einer (weiteren) Reduktion ihres Arbeitspensums zwingt.

---

<sup>7</sup> Erläuternder Bericht, S. 56

<sup>8</sup> Art. 13 Abs. 1 BV; vgl. auch Gabriel/Koch/Wanner, S. 21 ff.)

<sup>9</sup> Art. 163 Abs. 2 ZGB

<sup>10</sup> [https://www.humanrights.ch/de/ipf/menschenrechte/frau/bundesgericht-aera-unterhaltsrecht\\_aufgerufen\\_am\\_23.01.2024](https://www.humanrights.ch/de/ipf/menschenrechte/frau/bundesgericht-aera-unterhaltsrecht_aufgerufen_am_23.01.2024) und erläuternder Bericht, S. 23

<sup>11</sup> Erläuternder Bericht, S. 13; Gabriel/Koch/Wanner, a.a.O., S. 54

<sup>12</sup> BFS, Individueller Beitrag am Arbeitseinkommen des Haushalts von Paaren mit oder ohne Kind(ern) im Haushalt, 2023; in diese Richtung hinweisend auch Gabriel/Koch/Wanner, Forschungsbericht Nr. 6/22, S. 53 f und erläuternder Bericht, S. 13

Stirbt die Mutter, bedeutet dies in den allermeisten Fällen aufgrund ihrer vorhergegangenen Teilzeiterwerbstätigkeit (auch in Kleinpensen und im Niedriglohnbereich) einen geringeren finanziellen Einbruch im Haushaltsbudget einer Familie, solange der Vater seiner Haupterwerbstätigkeit im selben Umfang wie vor der Verwitwung nachgeht. Gleichzeitig erhält der hinterlassene Vater aber auch mehrheitlich niedrigere Hinterlassenenrenten aus der ersten und der zweiten Säule. Das Beibehalten der hohen Pensen bei hinterlassenen Vätern geschieht also nicht freiwillig, sondern ist der Not geschuldet. Hinterlassene Väter, die ihr Arbeitspensum reduzieren, um die trauernden Kinder aufzufangen und Betreuungsaufgaben zu übernehmen, blicken Altersarmut ins Gesicht.

Stirbt der Vater, bedeutet dies in den allermeisten Fällen einen deutlichen finanziellen Einbruch im Haushaltsbudget einer Familie. Gemäss dem Gesetzesentwurf müsste die Erwerbstätigkeit von Müttern auch während der Erziehungsphase nahtlos und – im Hinblick auf eine nach der Erziehungsphase ausreichende Arbeitsmarktfähigkeit – in beachtlichem Umfang ausgeübt werden, um im Falle einer Verwitwung eine finanzielle Notlage bzw. eine spätere Altersarmut zu vermeiden. Solange sich die vorgenannten gesellschaftlichen Rahmenbedingungen nicht signifikant ändern, haben Frauen das Nachsehen.

Anzumerken ist, dass der durch den geplanten Wegfall des Anspruchs auf Hinterlassenenrente geschaffene indirekte Zwang zur Erwerbstätigkeit zukünftig die gesetzlich garantierte Freiheit in der Gestaltung des Familienlebens von Beginn an unrealistisch macht.<sup>13</sup>

Dem Gesetzesentwurf und den Übergangsbestimmungen liegt ferner die Annahme zugrunde, dass Betroffene in fortgeschrittenem Alter unkompliziert ihre Erwerbstätigkeit erhöhen können. Wie Gabriel/Koch/Wanner in ihrem Forschungsbericht feststellen (a.a.O., S. 56), ist dies Betroffenen in fortgeschrittenem Alter (Ü50/55) nicht immer möglich. Auch der erläuternde Bericht des Bundesrates zur Teilrevision des AHVG vom 8. Dezember 2023 erkennt an, dass es „für Frauen schwieriger sein kann, den Einkommensrückgang zu kompensieren“.<sup>14</sup> Daran ändert auch die Tatsache nichts, dass der Anteil an verwitweten Frauen, die infolge ihrer finanziellen Lage einer Erwerbstätigkeit nachgehen, jetzt schon höher als bei verheirateten Frauen ist.<sup>15</sup> Die Herausforderungen für Betroffene, auf dem Arbeitsmarkt Fuss zu fassen, resultieren nicht nur aus einem fortgeschrittenen Alter.<sup>16</sup> Vielmehr sind auch andere Gründe zu beachten, wie gesundheitliche, arbeitsmarkt- bzw. regionalbedingte oder anderweitige Betreuungsaufgaben. Zusätzlich sind die Arbeitsplätze und damit auch die Möglichkeiten des Ausbaus einer Erwerbstätigkeit zur eigenen Existenzsicherung in ländlichen Regionen (inkl. Bergregionen) viel rarer. Auch erlauben es die (fehlenden) beruflichen

<sup>13</sup> Gemäss Art. 159 ZGB können Ehegatten das Familienmodell inklusive die Aufgabenteilung frei wählen. Nicht kongruent ist, dass sich im Zusammenhang mit nArt. 23 Abs. 2 AHVG auf die Beistandspflicht unter Ehegatten (Art. 159 ZGB) berufen wird, während es bei Konkubinatspaaren und bei alleinlebenden Elternteilen an einer gesetzlichen, in manchen Fällen auch vertraglichen Beistands- und Unterhaltspflicht fehlt.

<sup>14</sup> Erläuternder Bericht, S. 13, insb. S. 56 f.

<sup>15</sup> Erläuternder Bericht, S. 21

<sup>16</sup> vgl. auch Thomas Fuster, Arbeitgeber müssen den Worten Taten folgen lassen, NZZ v. 26.1.2024, S. 20

Qualifikationen nicht immer, sich flexibel auf dem Arbeitsmarkt zu bewegen. Gerade bei der Mitarbeit im Beruf des Partners mit spezifischen Aufgaben, beispielsweise in der Landwirtschaft und im Gewerbe, ist ein Anschluss an den freien Arbeitsmarkt nicht gewährleistet.

Die Ansicht, dass sich die Arbeitsmarktbeteiligung von Witwen, deren jüngstes Kind das 25. Altersjahr vollendet hat, und die gemäss der geplanten Revision keinen Anspruch mehr auf eine Witwenrente der AHV haben werden, jener von alleinlebenden Frauen gleichen Alters angleichen dürfte<sup>17</sup>, ist aus den vorgenannten Gründen fragwürdig, da es sich um völlig unterschiedliche Lebensläufe handelt.

4. Der vorgesehene Wegfall der Hinterlassenenrente träfe Frauen, wie oben ausgeführt, sowohl zahlenmässig als auch finanziell in beachtlichem Umfang stärker als Männer. So wurden im Jahr 2022 rund dreimal mehr Vaterwaisenrenten ausgerichtet als Mutterwaisenrenten.<sup>18</sup> Die faktische Situation bedeutet in rechtlicher Hinsicht, dass verwitwete Frauen in der Regel finanziell schlechter gestellt sind als verwitwete Männer (mit oder ohne Kinder) und somit in Verletzung von Art. 8 Abs. 2 BV von einer indirekten Diskriminierung der Frauen ausgegangen werden kann.<sup>19</sup> Da die Schweiz keine Verfassungsgerichtsbarkeit kennt, ist daher auf Ebene der Gesetzgebung auf die Einhaltung der verfassungsmässigen Rechte zu achten. Die Einführung der Härtefallregelung im Rahmen des ELG kann diese Schlechterstellung der Frauen nicht in genügendem Umfang kompensieren (vgl. die nachfolgenden Ausführungen unter 5.).
5. Die in nArt. 4 Abs. 1 lit. a<sup>sexies</sup> ELG beim vollendeten 58. Altersjahr angesetzte Altersgrenze für die Begründung eines Anspruchs auf Ergänzungsleistungen ist viel zu hoch angesetzt. Verwitwete Personen, die jünger sind als 58 Jahre und deren jüngstes Kind das 25. Altersjahr bereits vollendet hat bzw. deren Überbrückungsrente vorher endet, fielen in eine Lücke und wären aufgrund ihrer bisherigen Lebensbiografie möglicherweise auch nicht mehr in der Lage, eine existenzsichernde Erwerbstätigkeit aufzubauen. Sie verlören mit ihrer Hinterlassenenrente bzw. einer Übergangsrente auch den Anspruch auf Ergänzungsleistungen und würden somit direkt zur Sozialhilfe verwiesen. Besonders von dieser strengen Regelung betroffen wären Personen mit tieferen Erwerbseinkommen.
6. Die Rente soll dem hinterlassenen Elternteil finanzielle Sicherheit geben.<sup>20</sup> In der Realität fallen bei den hinterlassenen Elternteilen auch nach dem 25. Geburtstag ihres jüngsten Kindes Unterhaltskosten an, da die elterliche Unterhaltspflicht grundsätzlich erst nach Abschluss der Erstausbildung (man denke an längere Studiengänge wie z.B. Medizin oder an längere Ausbildungsunterbrüche infolge Militär- oder Zivildienst) endet.<sup>21</sup>

---

<sup>17</sup> Vgl. erläuternder Bericht, S. 51

<sup>18</sup> AHV-Statistik, Auskunft BSV v. 4.9.2023

<sup>19</sup> BGE 138 I 265, E. 4.2.2, S. 267 f.

<sup>20</sup> Erläuternder Bericht, S. 26

<sup>21</sup> Art. 277 Abs. 2 ZGB und erläuternder Bericht, Abschnitt 3.1.1, S. 26

Auch die Aussage „Im Übrigen erlaubt es die Höhe der Waisenrente bereits, die Ausgaben für die Kinder angemessen abzudecken“<sup>22</sup>, trifft aus unserer Erfahrung mehrheitlich nicht zu. Deshalb werden die Ausgaben der Kinder bei tiefen Halbwaisenrenten teilweise mit den Renten des hinterlassenen Elternteils quersubventioniert.

7. Die Revision von Art. 23 ff. AHVG verstösst gegen das Gebot rechtsgleicher Behandlung. So werden Verwitwete mit Kindern vor vollendetem 25. Altersjahr gegenüber solchen ohne Kinder sowohl gemäss Übergangsbestimmungen IV Abs. 2 nAHVG als auch gemäss Art. 24 benachteiligt, indem ihnen eine Übergangsrente versagt wird, obwohl Erstgenannte sich altersmässig in der gleichen, und familiär mit Kindern in der schwierigeren Situation befinden (können). Es ist nicht nachvollziehbar, warum kinderlosen Verwitweten zwei Jahre Zeit gewährt wird, um sich nach der Verwitwung neu auszurichten, diese Anpassungsphase hinterlassenen Elternteilen nach Abschluss ihrer Unterhaltspflicht jedoch verwehrt wird, insbesondere in Anbetracht dessen, dass hinterlassene Elternteile zu diesem Zeitpunkt möglicherweise gleich alt sind wie kinderlose Verwitwete. Dementsprechend wären hinterlassene Elternteile nach Ende der Anspruchsvoraussetzungen von Art. 23 nach Vollendung ihrer Unterhaltspflicht Witwen und Witvern gemäss Art. 24 Abs. 1 gleichzustellen.

In der AHV würde eine Ausdehnung der Witwerrechte bei nur 1639 Bezügerinnen und Bezügern und einer Monatsrente von CHF 1'305 zu monatlichen Mehrkosten von CHF 2.14 Mio. führen.<sup>23</sup>

Generell wird mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf die Ungleichbehandlung von Krankheit und Unfall weiter ausgedehnt, was aus faktischer Sicht nicht zu rechtfertigen ist.

8. Der Wegfall der Hinterlassenenrente der ersten Säule (nArt. 23 Abs. 4 lit. a AHVG bzw. nArt. 24 Abs. 1 AHVG) hätte zur Folge, dass das verfassungsmässige Dreisäulenprinzip durchbrochen würde. Abgesehen von den Fällen gemäss nArt. 4 Abs. 1 lit. a<sup>sexies</sup> ELG hätten verwitwete Personen nur noch Anspruch auf allfällige Renten aus der zweiten Säule, sofern der verstorbene Ehegatte oder die Ehegattin versichert war. In Fällen, in denen eine Erwerbstätigkeit den Wegfall der ersten Säule nicht auffangen könnte, wäre das verfassungsmässig vorgesehene Leistungsziel von rund 60% des letzten Bruttolohnes (BBI 1976, S. 156), das für alle drei versicherten Risiken gleichermassen gilt, nicht mehr erfüllt.
9. Auch wenn die Änderung der Anspruchsvoraussetzungen im Rahmen der Revision von nArt. 23 AHVG auf eine Rente für hinterlassene Elternteile grundsätzlich begrüsst wird, bedeutet dies einen Paradigmenwechsel, der konsequenterweise nicht nur im AHVG selbst im Zusammenhang mit den Pflege- bzw. Stiefkindverhältnissen (nArt. 23 Abs. 2 AHVG) durchgezogen werden müsste, sondern auch in allen anderen Sozialversicherungszweigen, die Hinterlassenenrenten ausrichten.

---

<sup>22</sup> Vgl. erläuternder Bericht, Abschnitt 1.6.3, S. 17

<sup>23</sup> SVS 2023, S. 34



18. März 2024

10. Abschliessend weisen wir darauf hin, dass in die Berechnung laufender Witwen- und Witwerrenten Erziehungsgutschriften eingeflossen sind. Sofern laufende Renten aufgehoben würden, wären bei allen betroffenen Personen die Altersrenten neu zu berechnen, was bei den AHV-Stellen zu einem nicht unbeträchtlichen Aufwand führen dürfte.

### III. Schlussbemerkungen

So sehr der SVAMV eine Revision der Hinterlassenenrenten begrüsst, so sehr steht er für eine durchdachte, sozialverträgliche und faire Lösung ein, welche der gesellschaftlichen Realität und den realen finanziellen Herausforderungen von hinterlassenen Elternteilen gerecht wird.

Der vorgeschlagene Gesetzesentwurf erfüllt diese Voraussetzungen (noch) nicht.

Ein Bruch der Rechtssicherheit hätte eklatante Folgen für die Betroffenen und ist, aus Sicht des Verbands, nicht annehmbar. Daher steht der SVAMV für die weitere Ausrichtung laufender Renten von hinterlassenen Elternteilen nach bisherigem Recht ein sowie für eine fundierte Überarbeitung des Gesetzesentwurfs im Hinblick auf die Anspruchsvoraussetzungen zukünftiger Betroffener.

Vielen Dank für die Berücksichtigung unserer Anliegen und für Ihre Kenntnisnahme.

SVAMV



Yvonne Feri  
Geschäftsführerin  
ehem. Nationalrätin



*Ne lâchons rien – ça vaut la peine!  
Dranbleiben – es lohnt sich!*



Association suisse pour les droits des femmes **adf**  
Schweizerischer Verband für Frauenrechte **svf**

Frau Elisabeth Baume-Schneider  
Vorsteherin des Eidgenössischen Departementes des Innern  
3000 Bern  
[Sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:Sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Basel / Lausanne 27.März 2024

### **Stellungnahme zur Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten**

Sehr geehrter Frau Bundesrätin,  
sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Verband für Frauenrechte SVF-ADF setzt sich seit jeher für die Gleichberechtigung von Frauen und Männern ein und nimmt daher gerne Stellung zum Gesetzesentwurf betr. der Neugestaltung der Hinterlassenenrenten.

SVF-ADF stimmt dieser Vorlage insofern zu, als damit die vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) festgestellte Diskriminierung im aktuellen Gesetz endlich behoben werden soll. Die heute geltenden Bestimmungen sind diskriminierend. SVF-ADF ist einverstanden mit der Einschätzung des Bundesrats, dass hinterlassene Elternteile mit Kindern im Falle einer Verwitwung besonders betroffen sind und einen besonderen sozialversicherungsrechtlichen Schutz benötigen.

Hingegen spricht sich SVF-ADF dezidiert dagegen aus, dass die Neugestaltung der Hinterlassenenleistungen mit einem Leistungsabbau zugunsten der Bundesfinanzen verknüpft werden soll. Denn leider soll mit der vorgeschlagenen Neuregelung genau dies explizit geschehen! Der Bundesrat verspricht sich damit jährliche Einsparungen von rund 880 Millionen Franken! Gemäss der AHV-Statistik 2022 entspricht dies einer drastischen Kürzung des Gesamtbudgets der Hinterlassenenrenten um rund 50 Prozent, was SVF-ADF entschieden ablehnt.

Dass es sich hier um eine einseitige Sparvorlage handelt, wird noch deutlicher beim vorgeschlagenen Abbau der bereits bestehenden Witwenrenten. Denn der vom Parlament überwiesene Vorstoss (Nr. 21.416) verlangt die Erhaltung des Besitzstandes sowie eine grosszügige Übergangsregelung. Dies wird auch im Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte gefordert. Diese krasse Sparmassnahme darf nicht als gleichstellungspolitischer Fortschritt verkauft werden.

Seit 50 Jahren liegt der Anteil der Frauen bei Verwitwung konstant bei 70 Prozent. Zum einen erreichen die Frauen ein höheres Lebensalter als die Männer, und zum andern sind sie meist jünger. Zudem bleiben sie anders als die Männer nach einer Verwitwung häufiger alleinstehend. Sie sind folglich umso mehr auf eine verlässliche Witwenrente angewiesen. Bekanntlich ist das Armutrisiko bei der weiblichen Bevölkerung höher als bei den Männern.

SVF-ADF Schweizerischer Verband für Frauenrechte  
Postfach 4001 Basel  
Tel. 076 318 33 28 / 021 944 44 71 Mail: [adf\\_svf\\_secret@bluewin.ch](mailto:adf_svf_secret@bluewin.ch)  
PC-Konto 80-6885-1 / CH54 0900 0000 8000 6885 1  
[www.feminism.ch](http://www.feminism.ch)

SVF-ADF ist einverstanden mit der Einführung einer Zivilstands- und geschlechtsunabhängigen Hinterlassenenrente für Eltern mit Kindern unter 25 Jahren. Denn unverheiratete Elternteile sollen nicht schlechter abgesichert sein als Verheiratete, wenn ein Elternteil verstirbt.

An sich soll die Hinterlassenenrente dem hinterbliebenen Elternteil in einer sowieso bereits schwierigen Lebenssituation finanzielle Sicherheit geben. Mit der aktuell geltenden durchschnittlichen monatlichen Hinterlassenenrente von 820 Franken wird jedoch das verfassungsmässige Ziel der Existenzsicherung keineswegs erreicht.

Der Bundesrat geht in seinem Vorschlag fälschlicherweise davon aus, dass Eltern sich wieder in den Arbeitsmarkt eingliedert haben und finanziell unabhängig sind, wenn ihr ältestes Kind das 25. Lebensjahr erreicht hat. Doch auch wenn die Kinder erwachsen sind, weisen Eltern eine deutlich andere Erwerbsbiographie auf als Kinderlose. SVF-ADF verlangt deshalb, dass die Hinterlassenenrente weitergeführt wird, auch über das 25. Altersjahr des Kindes hinaus.

Der Vorschlag nimmt zudem keineswegs Bezug auf massgebliche Fakten der aktuell häufigen Lebensrealität der Bevölkerung in der Schweiz. So liegt das Durchschnittsalter bei der Geburt aller Kinder bei Müttern bei 32.3 und bei den Vätern bei 35.2 Jahren. Viele hinterbliebene Eltern werden deshalb über 55 Jahre alt sein, wenn ihr Anspruch auf eine Hinterlassenenrente erlischt. Es ist hinlänglich bekannt, dass ein (Wieder)-Einstieg ins Erwerbsleben bei über 50-Jährigen sehr schwierig ist. Das heisst folglich, dass hier Hinterlassenenrenten unerlässlich sind.

Damit sich an den unterschiedlichen Lebensentwürfen etwas ändert, braucht es eine gerechtere Verteilung der unbezahlten Familienarbeit unter den Geschlechtern.

SVF-ADF verlangt deshalb dringend gesetzliche Massnahmen, um bei jungen Familien die Vereinbarkeit von Beruf und Familie zu fördern. Dank flächendeckenden bezahlbaren KITAs und dem Programm Viamia könnten junge Mütter ihren langfristigen Platz im Erwerbsleben sichern.

SVF-ADF stimmt dem Vorschlag zu, für Eltern von Kindern mit einer Beeinträchtigung eine Sonderregelung vorzusehen.

SVF-ADF begrüsst die vorgeschlagenen Härtefallbestimmungen für ältere Armutsgefährdete, konkret Ergänzungsleistungen für verwitwete, ältere Personen ab dem 58. Altersjahr. SVF-ADF verlangt jedoch, dass damit der Anspruch auf Hinterlassenenleistungen der AHV nicht verloren geht.

Gerne verweisen wir im Übrigen auf die folgenden, detaillierten Stellungnahmen:

- Verein AURORA, Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern
- Schweizerischer Gewerkschaftsbund SGB

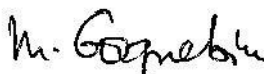
Aus Sicht von SVF-ADF Suisse beinhaltet dieser Gesetzesentwurf massive Mängel, da es sich nicht primär um Gleichberechtigung, sondern um massive Sparmassnahmen mehrheitlich auf Kosten der Frauen handelt. SVF-ADF verlangt stattdessen eine echte Besserstellung der Frauen bei den Witwen- und Hinterlassenenrenten.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse  
Schweizerischer Verband für Frauenrechte SVF-ADF Suisse



Ursula Nakamura-Stoecklin, Vorsta



Martine Gagnebin, Präsidentin

*Ne lâchons rien - ça vaut la peine!  
Dranbleiben - es lohnt sich!*



Association suisse pour les droits des femmes **adf**  
Schweizerischer Verband für Frauenrechte **svf**

Madame Elisabeth Baume-Schneider  
Cheffe du Département fédéral de l'intérieur  
3000 Berne  
Sekretariat.abel@bsv.admin.ch

Bâle / Lausanne 27 mars 2024

### **Prise de position sur la révision partielle de la LAVS : adaptation des rentes de survivants**

Madame la Conseillère fédérale,  
Mesdames et Messieurs

L'Association suisse pour les droits des femmes ADF-SVF s'engage depuis toujours pour l'égalité des droits entre femmes et hommes. C'est dans ce sens que l'ADF-SVF salue le projet de loi concernant le réaménagement des rentes de survivants.

L'ADF-SVF approuve ce projet dans la mesure où il vise à remédier enfin à la discrimination constatée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans la loi actuelle. Les dispositions actuellement en vigueur sont discriminatoires. L'ADF-SVF est d'accord avec l'évaluation du Conseil fédéral selon laquelle les parents survivants avec enfants sont particulièrement concernés en cas de veuvage et ont besoin d'une protection particulière en matière de droit des assurances sociales.

En revanche, l'ADF-SVF s'oppose catégoriquement à ce que la nouvelle conception des prestations pour survivants soit liée à une réduction des prestations au profit des finances fédérales. Car c'est malheureusement ce qui est explicitement prévu par la nouvelle réglementation proposée ! Le Conseil fédéral espère ainsi réaliser des économies annuelles d'environ 880 millions de francs ! Selon la statistique AVS 2022, cela correspond à une réduction drastique d'environ 50 pour cent du budget total des rentes de survivants, ce que l'ADF.SVF rejette catégoriquement.

Le fait qu'il s'agisse d'un projet d'économie unilatéral est encore plus évident lorsqu'il s'agit de la réduction proposée des rentes de veuves déjà existantes. Car l'intervention transmise par le Parlement (n° 21.416) exige le maintien des droits acquis ainsi qu'une réglementation transitoire généreuse. C'est également ce qu'exige l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. Cette mesure d'économie flagrante ne doit pas être vendue comme un progrès en matière de politique de l'égalité.

Depuis 50 ans, la part des femmes dans le veuvage est restée constante à 70 pour cent. D'une part, les femmes atteignent un âge plus avancé que les hommes, et d'autre part, elles sont généralement plus jeunes. De plus, contrairement aux hommes, elles restent plus souvent seules après un veuvage. Elles sont donc d'autant plus dépendantes d'une rente de veuve fiable. On sait que le risque de pauvreté est plus élevé chez la population féminine que chez les hommes.

L'ADF-SVF est d'accord avec l'introduction d'une rente de survivant indépendante de l'état civil et du sexe pour les parents ayant des enfants de moins de 25 ans. En effet, les parents non mariés ne doivent pas être moins bien protégés que les personnes mariées si l'un des parents décède.

En soi, la rente de survivant doit apporter une sécurité financière au parent survivant dans une situation de vie déjà difficile. Avec la rente de survivant mensuelle moyenne de 820 francs actuellement en vigueur, l'objectif constitutionnel d'assurer le minimum vital n'est toutefois pas du tout atteint.

Dans sa proposition, le Conseil fédéral part à tort du principe que les parents se sont réintégrés dans le marché du travail et sont financièrement indépendants lorsque leur enfant le plus âgé a atteint l'âge de 25 ans. Or, même lorsque les enfants sont adultes, les parents présentent un parcours professionnel nettement différent de celui des personnes sans enfants. L'ADF-SVF demande donc que la rente de survivant soit maintenue, même au-delà des 25 ans de l'enfant.

En outre, la proposition ne fait aucunement référence à des faits déterminants de la réalité de vie actuellement fréquente de la population en Suisse. Ainsi, l'âge moyen à la naissance de tous les enfants est de 32,3 ans pour les mères et de 35,2 ans pour les pères. De nombreux parents survivants auront donc plus de 55 ans lorsque leur droit à une rente de survivant s'éteindra. Il est bien connu qu'il est très difficile pour les personnes de plus de 50 ans de se (re)lancer dans la vie active. Cela signifie donc que les rentes de survivants sont indispensables dans ce cas.

Pour que les différents projets de vie changent, il faut une répartition plus équitable du travail familial non rémunéré entre les sexes.

L'ADF-SVF demande donc des mesures législatives urgentes pour encourager les jeunes familles à concilier vie professionnelle et vie familiale. Grâce à des crèches abordables couvrant l'ensemble du territoire et au programme Viamia, les jeunes mères pourraient assurer leur place à long terme dans la vie active.

L'ADF-SVF approuve la proposition de prévoir un régime spécial pour les parents d'enfants handicapés.

L'ADF-SVF salue les dispositions proposées pour les cas de rigueur pour les personnes âgées menacées de pauvreté, concrètement les prestations complémentaires pour les personnes âgées veuves à partir de 58 ans. L'ADF-SVF demande toutefois que le droit aux prestations de survivants de l'AVS ne soit pas perdu pour autant.

Nous renvoyons par ailleurs volontiers aux prises de position détaillées suivantes :

- Association AURORA, centre de contact pour les veufs et veuves avec enfants mineurs
- Union syndicale suisse (USS).

Du point de vue de l'ADF-SVF, ce projet de loi comporte des lacunes massives, car il ne s'agit pas en premier lieu d'égalité des droits, mais de mesures d'économie massives, en majorité sur le dos des femmes.

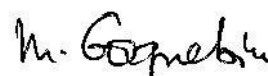
L'ADF-SVF exige en lieu et place une véritable amélioration de la situation des femmes en matière de rentes de veuves et de survivants.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre en compte nos revendications.

Avec nos meilleures salutations  
Association suisse pour les droits des femmes ADF-SVF Suisse



Ursula Nakamura-Stoeklin, Comité



Martine Gagnebin, Présidente

Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
Frau Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider  
Inselgasse 1  
3003 Bern

**Ausschliesslich per E-Mail an:  
Sekretariat.abel@bsv.admin.ch**

Zürich, 28. März 2024

**Vernehmlassung betreffend Teilrevision des AHVG: Anpassung der Hinterlassenenrenten  
Vernehmlassungsantwort des Schweizerischen Versicherungsverbands SVV**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider  
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Versicherungsverband SVV (im Folgenden «SVV») nimmt Kenntnis von der Vorlage und bedankt sich für die Einladung zur Einreichung einer Stellungnahme.

Der SVV kann die Grundzüge der Vorlage und die Ausführungen gemäss Erläuterungsbericht hinsichtlich der AHV-Gesetzgebung nachvollziehen. Er befürwortet, dass die Vorlage dem Zeitgeist Rechnung trägt und in der ersten Säule Leistungen abbaut, die sich aufgrund der heutigen gesellschaftlichen Verhältnisse als nicht mehr zeitgemäss erweisen. Dies erscheint auch angesichts der ungenügenden finanziellen Mittel in der ersten Säule vernünftig und zielführend. Der SVV unterstützt weiter die Gleichstellung der Geschlechter betreffend Anspruch auf Hinterlassenenrenten sowie die Gleichstellung von verheirateten Eltern mit nicht verheirateten Eltern in der ersten Säule. Er begrüsst die Streichung der Witwenrenten gemäss Art. 24 Abs. 1 AHVG.

Im Gegensatz dazu, und für den SVV nicht nachvollziehbar, erfolgt die Umsetzung **im UVG** durch einen **Leistungsausbau**, der überdies im Widerspruch zu den gesellschaftlichen Entwicklungen steht, vgl. Beibehaltung und Ausbau infolge Gleichstellung der Geschlechter bei der Witwenrente nach Art. 29 Abs, 3 Satz 2 UVG, z. B. keine Gleichstellung von verheirateten und nicht verheirateten Eltern.

**Der SVV lehnt die Vorlage ab, dies soweit sie die Änderungen im UVG (Art. 29 Abs. 3 (neu) und Art. 32 Einleitungssatz (neu) UVG) betrifft.**

## 1 Begründung

Der SVV beklagt die **mangelnde Abstimmung** zwischen den geplanten Änderungen im AHVG und im UVG.

### 1.1 Leistungsausbau im UVG vs. Leistungsabbau im AHVG

Während in der AHV-Gesetzgebung ein Abbau der Leistungen geplant ist, führt die Gleichstellung der Geschlechter bei den Hinterlassenenrenten in der Unfallversicherung zu einem Leistungsausbau. Gemäss Erläuterungsbericht<sup>1</sup> hat man in der AHV-Gesetzgebung die Möglichkeit der Vereinheitlichung der Hinterlassenenleistungen für Männer und Frauen mittels Angleichung der Anspruchsvoraussetzungen für Witwenrenten an diejenigen der Witwenrenten zwar geprüft. Sie wurde verworfen, weil diese Anpassung *«den gesellschaftlichen Veränderungen nicht gebührend Rechnung tragen würde»*<sup>2</sup>. Zudem sei ein *«lebenslanger Rentenanspruch für Männer und Frauen nach einem Todesfall heutzutage kaum zu rechtfertigen»*<sup>3</sup>.

Aktuell besteht gemäss Art. 24 Abs. 1 AHVG ein Anspruch auf Witwenrente, u. a., wenn die Witwe im Zeitpunkt der Verwitwung zwar keine Kinder oder Pflegekinder im Sinne von Art. 23 AHVG hat, sie jedoch das 45. Altersjahr vollendet hat und mindestens fünf Jahre verheiratet war. Gemäss Erläuterungsbericht<sup>4</sup> ist das Alter von 45 Jahren jedoch *«nicht mehr zeitgemäss, da in diesem Alter die Wiederaufnahme einer Erwerbstätigkeit oder eine Erhöhung des Beschäftigungsgrads durchaus möglich ist.»*<sup>5</sup> Zudem sei *«ein lebenslanger Rentenanspruch für Männer und Frauen nach einem Todesfall heutzutage kaum zu rechtfertigen»*<sup>6</sup>. Im E-AHVG werden die notwendigen Anpassungen vorgenommen.

Anders im UVG: Hier sind die Ehegatten einander zwar in Art. 29 Abs. 1 Satz 1 UVG hinsichtlich des Rentenanspruchs bei Verwitwung gleichgestellt. Aktuell besteht jedoch eine Ungleichbehandlung von Witwen und Witnern mit Bezug auf Art. 29 Abs. 3 Satz 2 UVG:

- Nur Witwen haben Anspruch auf die Leistungen gemäss Art. 29 Abs. 3 Satz 2 UVG. Inskünftig soll dieser Anspruch auch auf Witwer ausgedehnt werden, *wenn diese bei der Verwitwung Kinder haben, die nicht mehr rentenberechtigt sind, oder wenn sie das 45. Altersjahr vollendet haben*. Hier ist der korrekte Ansatz, die Angleichung von Witwen und Witwer gemäss den gesellschaftlichen Gegebenheiten<sup>7</sup> durch Abschaffung der Witwenrente nach Art. 29 Abs. 3 Satz 2 UVG für beide Geschlechter.

<sup>1</sup> Vgl. Erläuterungsbericht, Ziff. 1.6.1, S. 15 f.

<sup>2</sup> Erläuterungsbericht, Ziff. 1.6.1, S. 16.

<sup>3</sup> Erläuterungsbericht, Ziff. 1.6.1., S. 16.

<sup>4</sup> Erläuterungsbericht, Ziff. 3.1.3.1, S. 30.

<sup>5</sup> Erläuterungsbericht, Ziff. 3.1.3.1, S. 30.

<sup>6</sup> Erläuterungsbericht, Ziff.1.6.1, S. 16.

<sup>7</sup> Erläuterungsbericht, Ziff. 3.1.3.1, S. 30.

- Anspruch auf eine einmalige Abfindung, hat aktuell ebenfalls nur die Witwe, wenn sie die Voraussetzungen für den Anspruch auf eine Rente nicht erfüllt (Art. 29 Abs. 3 Satz 2 UVG). Auch dieser Anspruch soll künftig gemäss Art. 29 Abs. 3 Satz 2 (neu) UVG auf die Witwer ausgedehnt werden. Auch hier stellt sich die Frage nach Abschaffung der einmaligen Abfindung für Witwen nach Art. 29 Abs. 3 Satz 2 UVG angesichts des gesellschaftlichen Wandels. Der korrekte Ansatz ist auch hier die Abschaffung der entsprechenden Rente für beide Geschlechter.

Während der Gesetzgeber in der AHV-Gesetzgebung *explizit eine Anpassung an die gesellschaftlichen Gegebenheiten vornimmt*, und die korrespondierenden Bestimmungen abbaut, bleibt gemäss Art. 29 Abs. 3 (neu) UVG die «*nicht mehr zeitgemässe Alterslimite der Vollendung des 45. Altersjahrs*» nicht nur bestehen, sondern sie wird sogar auf die Witwer(!) ausgedehnt. Ebenso der Anspruch auf einmalige Abfindung. Oder anders, was in der AHV nicht mehr zeitgemäss und schon gar *nicht finanzierbar*<sup>8</sup> ist, ist im UVG recht und billig, zumal «*die Unfallversicherung finanziell gut dasteht*»<sup>9</sup>. Worauf diese Aussage gründet, wird nicht ausgeführt. Wir erinnern daran, dass die Prämien im UVG risikogerecht erhoben werden und keine Gewinne erzielt werden dürfen.

Aus Sicht des SVV kann im aufeinander abgestimmten System der obligatorischen Sozialversicherungen der ersten (AHV) und zweiten (UVG) Säule der gleiche Sachverhalt nicht in der einen Säule mit dem Hinweis, die Leistungen seien nicht mehr zeitgemäss, abgeschafft werden, während er in der anderen Säule sogar ausgebaut wird. Leistungen, die in der AHV-Gesetzgebung nicht mehr zeitgemäss sind, müssen auch im UVG an die gesellschaftlichen Entwicklungen angepasst werden. Die Voraussetzungen für die Gewährung der Hinterlassenenrente sind in der AHV- und der UV-Gesetzgebung gleich umzusetzen.

### 1.2 Zeitlich begrenzte Hinterlassenenrente

Im E-AHVG wird neu eine **zeitlich begrenzte Hinterlassenenrente**<sup>10</sup> eingeführt. Diese ist für die Unfallversicherung nicht vorgesehen. Nachdem die Anpassungen im AHVG an die gesellschaftlichen Entwicklungen gekoppelt sind, besteht kein sachlicher Grund für eine abweichende Regelung.

### 1.3 Hinterlassenenleistungen für nicht verheiratete Elternteile

Dies gilt auch hinsichtlich der **Einführung von Hinterlassenenleistungen bei Haushalten mit Kindern unabhängig vom Zivilstand**. Auch hier wird der im AHVG angeführte Zeitgeist im UVG nicht berücksichtigt. Dafür besteht kein triftiger Grund. Die Regelung führt zu Koordinationsproblemen.

<sup>8</sup> Erläuterungsbericht, Ziff. 1.6.1., S. 16.

<sup>9</sup> Erläuterungsbericht, Ziff. 3.1.6, S. 34.

<sup>10</sup> Art. 24 (neu) AHVG.



Mit der vorgesehenen Änderung von Art. 29 Abs. 3 Satz 2 (neu) UVG bleiben die Hinterlassenenleistungen aus UVG weiterhin Ehegatten vorbehalten. Unverheiratete Personen, die lediglich durch eine gemeinsame Elternschaft miteinander verbunden sind, haben keinen Anspruch auf Hinterlassenenleistungen nach UVG. Es wird in den beiden Sozialversicherungsgesetzgebungen eine sachlich nicht zu rechtfertigende Ungleichbehandlung zwischen verheirateten und nicht verheirateten Elternpaaren geschaffen. Die Konstellation, bei der der überlebende (nicht verheiratete) Elternteil mit AHV-Hinterlassenenrente verunfallt und in der Folge eine UVG-Rente erhält, wird hinsichtlich Anpassung der Komplementärrente nicht abgebildet bzw. es liegt eine Ungleichbehandlung von verheirateten und nicht verheirateten überlebende Elternteilen vor. Dennoch führt die Änderung in Art. 29 Abs. 3 Satz 2 (neu) UVG zu einer Ausweitung des potenziellen Bezügerkreises von Hinterlassenenleistungen aus UVG infolge Ausdehnung des Anspruchs auf Witwer.

**1.4 Vergrößerung der Diskrepanz Leistungen bei Krankheit und Unfall**

Mit den neu vorgesehenen unterschiedlichen Regelungen gemäss Vorlage im AHVG und UVG wird die heute bereits bestehende Diskrepanz zwischen Rentenleistungen infolge Krankheit bzw. infolge Unfall zusätzlich verschärft. Dazu besteht keine Notwendigkeit.

**1.5 Berichtigungen im Erläuterungsbericht betreffend Auswirkungen der Vorlage für das UVG**

Die Auswirkungen der Vorlage wurden im Erläuterungsbericht nur sehr summarisch abgehandelt. Teilweise sind die Ausführungen nicht nachvollziehbar oder nicht korrekt. Wir beziehen uns insbesondere auf nachfolgend erwähnte Passagen im Erläuterungsbericht:

Erläuterungsbericht	Kommentar SVV
<p>Ziff. 3.1.6., S. 34  <i>«Die Behebung der vom EGMR festgestellten Ungleichbehandlung durch die Ausdehnung der Anspruchsberechtigung auf Witwer ohne unterhaltsberechtigter Kinder ist im UVG möglich, da die Unfallversicherung finanziell gut dasteht.»</i></p>	<p>Diese Aussage ist zu streichen bzw. in der Botschaft richtigzustellen. Die Unfallversicherung ist eine Sozialversicherung. Sie hat risikogerechte Prämien zu erheben. <i>«Diese werden in Promille des prämienspflichtigen Verdienstes* festgesetzt. Sie bestehen aus einer dem Risiko entsprechenden Nettoprämie und verschiedenen Zuschlägen. Für die Bemessung der Prämie werden die Betriebe nach ihrer Art und ihren Verhältnissen in Klassen und Stufen des Prämientarifs eingeteilt. Die Einteilung erfolgt insbesondere unter Berücksichtigung der Unfallgefahr und des Stands der Unfallverhütung»</i> (vgl. dazu Homepage BAG, <a href="#">Link</a>). Die Unfallversicherer dürfen keine Gewinne machen. Ein Ausbau der Leistungen ist durch die Prämien zu finanzieren.</p>
<p>Ziff. 3.1.6., S. 34:  <i>«Es ist allerdings wahrscheinlich, dass die Kosten dieser Änderung allein durch den aktuellen und</i></p>	<p>Diese Aussage, wonach die Hinterlassenenrenten zurückgehen, trifft aus Sicht der privaten Unfallversicherer <b>nicht</b> zu. Wir verzeichnen keinen Rückgang bei den Hinterlassenenrenten. Die</p>



<p>künftig erwarteten Rückgang bei den Hinterlassenenrenten aufgefangen werden.»</p>	<p>entsprechende Aussage widerspricht auch den Ausführungen in der <a href="#">Unfallstatistik 2023</a>, S. 23. Wir ersuchen um Streichung bzw. Richtigstellung in der Botschaft.</p>
<p>Ziff. 3.1.6, S. 35:          «Wird die AHV- oder IV-Rente gestrichen, kann die UVG-Komplementärrente in eine ordentliche UVG-Rente umgewandelt werden. Für die UVG-Versicherer sind die finanziellen Auswirkungen der AHV-Reform allerdings gering. Die UVG-Versicherer zahlen nämlich nur wenige Komplementärrenten an Witwen, die von der AHV- Reform betroffen wären.»</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aus Sicht der Unfallversicherer ist diese Aussage insoweit zutreffend, als die Unfallversicherer – wenn überhaupt – nur sehr wenige bzw. keine Hinterlassenen-Komplementärrenten an Witwen ausbezahlen, die von der AHV-Reform betroffen wären (diese erhalten heute schon die ordentliche Rente von 40% aus dem UVG).</li> <li>2. Diese Aussage greift zu kurz. Die Vorlage hat auch unter anderen Gesichtspunkten Auswirkungen auf das UVG:</li> <li>3. Im revidierten AHVG gilt ein erweiterter Kreis von Anspruchsberechtigten. Damit kann auch die Zahl der Bezüger einer Hinterlassenenrente nach AHVG steigen, die ihrerseits als UVG versicherte Person selbst verunfallen und Anspruch auf eine Invalidenrente aus UVG erhalten, welche es mit der Hinterlassenenrente nach AHVG zu koordinieren gilt.</li> <li>4. Im UVG wird zudem der Rentenanspruch im Gegensatz zum AHVG ausgedehnt. Der Bezügerkreis für UVG-Renten wird grösser. Die UVG-Versicherer werden mehr Renten ausrichten müssen als heute. Die Unfallversicherung wird teurer.</li> <li>5. Die Vorlage hat höhere finanzielle Auswirkungen auf die Unfallversicherung, als dies im erläuternden Bericht dargestellt wird.</li> <li>6. Die effektiven Kosten der Umsetzung für die Unfallversicherung sind zu eruieren und in der Botschaft darzulegen.</li> </ol>

## 1.6 Zusammenfassung / Antrag

- **Der SVV lehnt die Anpassung gemäss Art. 29 Abs. 3 (neu) und 32 (neu) UVG in der aktuellen Form ab.**
- **Die Bestimmungen betreffend Hinterlassenenrenten im UVG sind an die jene der E-AHV-Gesetzgebung anzupassen und zu harmonisieren.**
- **Der SVV verlangt, dass die Auswirkungen der Vorlage auf die Unfallversicherung detailliert geprüft werden und pauschale bzw. unbelegte Aussagen im Erläuterungsbericht korrigiert werden.**

## 2 Eventualiter:

Für den Fall, dass die Vorlage «tel quel» dem Parlament unterbreitet werden sollte, sind zusätzlich folgende Anpassungen vorzunehmen:

### 2.1 Anpassung Art. 20 Abs. 2 UVG und Art. 33 Abs. 2 UVV

Da die Hinterlassenenrenten des AHVG zeitlich begrenzt sein werden, wird künftig vermehrt die Notwendigkeit bestehen, die einmal zugesprochene UVG-Komplementärrente bei Wegfall der anrechenbaren Einkünfte aus AHVG<sup>11</sup> anzupassen. Diesbezüglich sind wir der Auffassung, Art. 20 Abs. 2 UVG bzw. Art. 33 Abs. 2 UVV seien textlich dahingehend zu präzisieren, dass bei Wegfall der Hinterlassenenrente nach AHVG die UVG-Komplementärrente angepasst wird (die Aufzählung der Anpassungs-Tatbestände ist grundsätzlich abschliessend). Ob der Wegfall der Hinterlassenenrente nach AHVG unter Art. 33 Abs. 2 lit. b UVV "Änderung der Berechnungsgrundlagen der IV/AHV-Rente" zu subsumieren ist, erachten wir als fraglich.<sup>12</sup>

### 2.2 Zunahme bei den IV-Renten aus UVG

Es mag zwar zutreffen, dass der Abbau der Leistungen in der AHV-Gesetzgebung – wenn überhaupt – nur wenige Komplementärrenten betrifft. Allerdings gilt in der revidierten ersten Säule ein erweiterter Kreis von Anspruchsberechtigten. Damit kann auch die Zahl der Bezüger einer Hinterlassenenrente nach AHVG steigen, die ihrerseits als UVG versicherte Person selbst verunfallen und Anspruch auf eine Invalidenrente aus UVG erhalten, welche es mit der Hinterlassenenrente nach AHVG zu koordinieren gilt. Die Frage der Koordination von Hinterlassenenleistungen der ersten Säule beim Zusammentreffen mit einer UVG-Invalidenrente – unabhängig davon, welcher Rentenanspruch zuerst entsteht – wird folglich an Bedeutung zunehmen.

<sup>11</sup> zu den Erlöschungsgründen siehe Art. 23 Abs. 4 und Art. 24 Abs. 4 E-AHVG.

<sup>12</sup> Basler Kommentar Unfallversicherung, 1. Auflage, 2019, Art. 20 UVG, Rz.38 und 41/42.

### **2.3 Auswirkungen der neuen Bestimmungen gemäss E-AHVG auf die Komplementärrenten gemäss UVG**

Die neuen Voraussetzungen für den Anspruch auf eine Hinterlassenenrente nach E-AHVG (namentlich für überlebende Ehegatten, siehe die zeitlich befristete Übergangsrente bei Verwitung nach Art. 24 E-AHVG) wirken sich auch auf die Berechnung der Hinterlassenen-Komplementärrente nach Art. 31 Abs. 4 UVG (Höhe der Komplementärrente der Hinterlassenen) aus. Art. 31 Abs. 4 letzter Satz UVG sieht vor, dass die Hinterlassenen-Komplementärrente bei einer Änderung des Bezügerkreises der AHV- und IV-Renten angepasst wird. Auch hier empfehlen wir, Art. 31 Abs. 4 UVG textlich dahingehend zu präzisieren, dass klar ist, dass bei Wegfall der Hinterlassenenrente nach AHVG die Hinterlassenen-Komplementärrente aus UVG angepasst wird (da Art. 43 Abs. 6 UVV auf Art. 33 Abs. 2 UVV verweist, gilt für die Präzisierung betreffend Anpassungsgrund bei den Hinterlassenen-Komplementärrenten das im vorherigen Abschnitt bereits Gesagte).

### **2.4 Anpassung Art. 124 lit. a UVV**

Das Gesetzgebungsprojekt sieht – neben den Änderungen im AHVG – eine wichtige Änderung im UVG vor. Der Wortlaut des 1. Satzes von Art. 29 Abs. 3 UVG bleibt unverändert, Witwen und Witwer sind einander bezüglich des Anspruchs auf eine Hinterlassenenrente aus UVG bereits heute gleichgestellt. Aktuell besteht jedoch eine Ungleichbehandlung von Witwen und Witwern mit Bezug auf Art. 29 Abs. 3 Satz 2 UVG. Neu haben Anspruch auf eine Hinterlassenenrente nach UVG gemäss Art. 29 Abs. 3 Satz 2 (neu) UVG sowohl die Witwe als auch der Witwer, wenn sie bei der Verwitung Kinder haben, die nicht mehr rentenberechtigt sind, oder wenn sie das 45. Altersjahr vollendet haben. Anspruch auf eine einmalige Abfindung, wenn die Voraussetzungen für den Rentenanspruch nicht erfüllt sind, haben künftig ebenfalls Witwe und Witwer. Entsprechend gilt es, Art. 124 lit. a UVV dereinst anzupassen ("Witwenabfindungen" => "Abfindungen für den überlebenden Ehegatten").

### **2.5 Keine Komplementärrente für nicht verheiratete Elternteile**

Gemäss aktuell geplanter Revision (Abbau der Leistungen im AHVG bei Ausweitung der Regelung auf Elternteile, die nicht verheiratet sind) ist die Koordination nicht sichergestellt. Unseres Erachtens ist die Konstellation, bei der der überlebende Elternteil mit AHV-Hinterlassenenrente verunfallt und in der Folge eine UVG-Rente erhält, hinsichtlich Anpassung der Komplementärrente nicht abgebildet.

### **3 Zusammenfassung**

Aus Sicht des SVV sind die Hinterlassenenleistungen in AHV- und UV-Gesetzgebung zwingend aufeinander abzustimmen. Dies ist in der aktuellen Vorlage nicht der Fall. Wir lehnen diese daher ab und verlangen die analoge Umsetzung der Änderungen in der AHV-Gesetzgebung im UVG gemäss vorstehenden Ausführungen.

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider, sehr geehrte Damen und Herren, wir ersuchen um Berücksichtigung unserer Vorbringen und um Vornahme der notwendigen Anpassungen in Botschaft und weiteren Vorlagen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Versicherungsverband SVV

**Matthias Schenker**

Leiter Bereich Kranken- und Unfallversicherung

**Irène Hänsli**

Rechtsanwältin, Fachverantwortliche  
Unfallversicherung und Krankentaggeld



**Anne-Sylvie Dupont**  
Professeure

Ligne directe: 022 379 95 45  
Anne-Sylvie.Dupont@unige.ch

Département fédéral de l'intérieur  
Inselgasse 1

3011 BERNE

Par courriel exclusivement à :  
sekretariat.abel@bsv.admin.ch

Genève, le 21 mars 2023

**Révision de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (rentes de conjoints survivants) – procédure de consultation**

Madame la Conseillère fédérale,

Dans le délai imparti à cet effet, je souhaite faire part de quelques observations en lien avec la modification proposée de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) en lien avec les rentes de veuves et de veuf.

**Principe**

Sur le principe, la révision proposée doit être saluée. D'une part, elle permet de remédier aux discriminations entre hommes et femmes identifiées et critiquées depuis longtemps, dont celle qui a valu à la Suisse d'être sanctionnée dans l'affaire Beeler c. Suisse. D'autre part, elle permet de remédier aux discriminations entre couples mariés et couples non mariés, identifiées et critiquées de longue date dans la doctrine (pour une synthèse, cf. Perrenoud Stéphanie, Familles et sécurité sociale en Suisse : l'état civil, un critère pertinent ?, Bâle 2022). Finalement, elle permet à la Suisse de rejoindre les conceptions modernes de la majorité des pays de l'OCDE. En accordant une rente de veuvage transitoire de deux ans, on peut souligner qu'elle demeure dans les pays offrant une protection étendue dans le temps. On peut également noter que la révision règle également la question, toujours demeurée confuse, de savoir si la condition d'un enfant au moment du décès du conjoint porte sur la présence d'un enfant commun ou non (à ce sujet, cf. Cour de justice de Genève, Chambre des assurances sociales, ATAS/552/2023 du 5 juillet 2023, c. 4c).

Il faut également saluer le fait que cette révision ne concerne que le premier pilier, sans introduire de parallélisme avec la prévoyance professionnelle obligatoire (LPP). Comme le souligne le rapport explicatif à juste titre, la profonde différence entre les buts et, davantage encore, le financement des deux piliers justifie largement l'asymétrie qui résultera de la révision. Dans un système de répartition destiné à couvrir de la manière la plus égalitaire possible les besoins vitaux des personnes concernées par le risque décès, il est légitime d'insister davantage sur la responsabilité individuelle. En revanche, dans un système de capitalisation destiné à maintenir le niveau de vie après la réalisation du risque, il est tout aussi légitime d'attendre que l'épargne accumulée par les travailleuses et les travailleurs serve en premier lieu à la sécurité économique de leurs ayants droit.

Cela étant dit, la révision proposée comporte à mon sens quelques défauts dans ses modalités, qui sont discutés ci-après (A et B). D'un point de vue plus systémique, deux remarques doivent être formulées (C et D).

#### **A. Cumul de rentes de parent survivant**

Sauf erreur de ma part, la modification proposée ne prévoit pas le régime légal souhaité lorsqu'une personne aurait plusieurs enfants dont l'autre parent serait décédé. Dans le régime actuel, dans la mesure où il n'est pas possible d'être marié plus d'une fois, il n'est logiquement pas possible d'être veuf ou veuve de deux personnes en même temps. En revanche, dans le régime proposé, il est possible d'être le parent de deux enfants dont l'autre parent n'est pas le même. Si, par hypothèse, les deux autres parents décèdent, le parent survivant remplirait deux fois les conditions pour avoir droit à une rente de parent survivant. Il est possible qu'une telle solution soit parue – à juste titre – tellement étrangère au système de la LAVS, qui exclut par ailleurs systématiquement le cumul de rentes (veuf/veuve + vieillesse, veuf/veuve + invalide, etc.), qu'il n'ait pas été jugé nécessaire de régler cette question. A mon sens, la loi gagnerait en clarté si cela était précisé, de manière à favoriser la prévisibilité du droit et à éviter des procédures judiciaires.

#### **B. Articulation entre la rente de parent survivant et la rente de veuvage transitoire**

Le nouvel art. 24 al. 1, tel que proposé, est formulé de la manière suivante : « Les veuves et les veufs ont droit à une rente de veuvage transitoire limitée à deux ans si, au décès de leur conjoint, ils n'ont plus d'enfant ou d'enfant recueilli de moins de 25 ans au sens de l'art. 23 ».

L'interprétation de cette disposition peut poser problème dans des situations susceptibles pourtant de se présenter fréquemment dans une constellation comme celle-ci :

A. a un enfant de moins de 25 ans d'une première relation. Elle s'est ensuite mariée avec une autre personne, B., qui n'est pas le parent de l'enfant. A. et B. n'ont pas d'enfant ensemble. B. décède. A. n'a pas droit à une rente de parent survivant au sens de l'art. 23 al. 1 LAVS car B. n'est pas l'autre parent de l'enfant. Se pose la question de savoir si A. a droit à une rente de veuvage

transitoire en application de l'art. 24 al. 1 LAVS. A teneur de la loi, elle ou il pourrait se voir opposer un refus au motif qu'il a un enfant de moins de 25 ans. Elle ou il serait ainsi discriminé par rapport à une personne qui n'a pas d'enfant du tout, qui aurait, dans cette constellation, droit à la rente de veuvage transitoire, quand bien même elle ou il est vraisemblablement dans une situation économique plus délicate du fait de la présence d'un enfant mineur qui entrave éventuellement le plein exercice d'une activité lucrative.

Je n'ai pas le sentiment que le souhait du Conseil fédéral soit ici de créer une nouvelle discrimination. Le texte de l'art. 24 al. 1 LAVS laisse pourtant la place à une telle interprétation, et là encore, il y a lieu de craindre une insécurité juridique génératrice de procédures judiciaires. Il serait donc indiqué de clarifier cette question dans la formulation de la loi.

Dans le même ordre d'idée, ni la loi, dans sa version actuelle, ni le rapport explicatif ne laisse entendre s'il est possible d'avoir droit à plusieurs prestations dans le temps. Par exemple, si une personne a bénéficié d'une rente de parent survivant, puis, par la suite, se marie avec une personne qui décède, elle aurait, selon la lettre de la loi, droit à une rente de veuvage transitoire. De même, on peut imaginer qu'une personne se marie à plusieurs reprises et que ses conjoints décèdent. Il n'est ainsi pas inenvisageable qu'une personne bénéficie plusieurs fois, au cours de sa vie, d'une rente de veuvage transitoire. Je note au passage que l'art. 24 al. 1 LAVS ne subordonne pas le droit à la rente à une durée minimale du mariage. Il serait opportun que la volonté du législateur soit, à cet égard, à tout le moins exprimée dans les travaux préparatoires, à nouveau dans le but d'éviter toute difficulté d'interprétation ultérieure.

### **C. Age de 58 ans pour un soutien via les prestations complémentaires (PC)**

Le projet de révision propose de modifier l'art. 4 de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS/AI (LPC) de manière à ouvrir l'accès aux PC aux personnes qui étaient âgées de 58 ans au moment du décès de leur conjoint et qui ont bénéficié d'une rente transitoire de veuvage. Le seuil de 58 ans semble correspondre au seuil inférieur, en droit de la prévoyance professionnelle, pour pouvoir bénéficier d'une retraite anticipée.

Le raisonnement est ici difficile à suivre. Comme l'on comprend l'idée des cas de rigueur, il s'agit d'aider les personnes dont on peut, moins que les autres, attendre qu'elles subviennent par elles-mêmes à leurs besoins. Leur situation s'apparente ainsi davantage à celle des personnes qui demandent des prestations de l'assurance-invalidité dont on ne peut attendre qu'elles se reclassent par elles-mêmes, ou encore des personnes au chômage réputées difficiles à être placées. Dans les deux cas, c'est l'âge de 55 ans, qui est retenu comme critère. En droit de l'assurance-invalidité, c'est également l'âge de 55 ans qui est déterminant dans le cadre de la révision du droit à la rente

S'il s'agit de dire que l'aide proposée dans le cadre des PC est subsidiaire aux prestations de vieillesse que la personne veuve perçoit pour elle-même, la solution proposée ne me paraît pas

apte à obtenir le résultat souhaité. Premièrement – et contrairement à la réflexion concernant les chômeurs âgés, les prestations pour survivant ne visent pas à compenser la propre perte économique de l'ayant droit, mais celle qui découle du décès d'un proche dont le revenu contribuait au niveau d'existence. Deuxièmement, une personne sur quatre ne bénéficie pas, en Suisse, de la possibilité de prendre une retraite anticipée dans le cadre du deuxième pilier, possibilité qui n'existe que pour les personnes au bénéfice d'une prévoyance étendue. Finalement, même pour ces dernières, l'âge de 58 ans n'est pas garanti, mais dépend du règlement de prévoyance.

A minima, il est nécessaire, par souci de cohérence du premier pilier et dans le but d'atteindre l'objectif visé par les cas de rigueur, d'abaisser à 55 ans l'âge donnant accès aux PC dans ce contexte.

Il faut cependant relever que la solution proposée dans le cadre de la révision induit un changement de perspective puisque, dans cette hypothèse, on sort d'une logique d'assurance pour entrer dans une logique d'assistance, car l'aide dépend du besoin. De mon point de vue, cela représente, sur cet aspect, un recul du filet social qui n'est pas forcément le bienvenu, compte tenu en particulier du contexte économique qui a favorisé l'aboutissement de l'initiative sur la 13e rente AVS. Le maintien de la rente de conjoint survivant jusqu'à l'âge de référence AVS pourrait représenter une alternative acceptable.

#### **D. Pas de suppression du plafonnement des rentes versées aux conjoints**

La révision proposée ne prévoit pas de supprimer le plafonnement des rentes de vieillesse lorsque celles-ci sont versées à un couple marié. Au contraire, la disposition légale concernant le plafonnement (art. 35 LAVS) est expressément modifiée de manière à confirmer le plafonnement dans l'hypothèse de conjoints qui toucheraient tous deux des prestations de l'AVS, au titre de la vieillesse ou du décès.

Historiquement, le plafonnement des rentes est notamment justifié par l'octroi de rentes de conjoint survivant, en particulier de rentes viagères pour les femmes.

Dans la mesure où toute notion de rente viagère est désormais supprimée en cas de décès, le plafonnement des rentes versées à des conjoints à 150 % de la rente de vieillesse maximale n'a plus lieu d'être et doit être supprimé, de manière générale. Subsidièrement, pour des motifs politiques, le plafonnement pourrait être élevé, par exemple à 175 % de la rente de vieillesse.

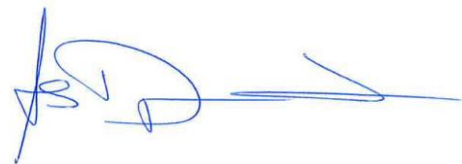
Il faut souligner que si la modification proposée aboutit, le plafonnement des rentes versées au conjoint représentera le dernier vestige d'un modèle socio-économique dont le caractère obsolète a été souligné à plusieurs reprises, y compris par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'arrêt *Beeler c. Suisse*. On doit légitimement se demander si, cette dernière ayant admis que le droit aux prestations sociales puisse entrer dans le champ d'application de l'art. 8



CEDH, une discrimination au sens de l'art. 14 CEDH entre les couples mariés et les couples de concubins soit encore admissible dans le cadre de l'assurance du premier pilier.

\* \* \*

Vous remerciant par avance pour l'attention que vos services porteront à ces lignes, je vous prie de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de ma très respectueuse considération.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' and 'S' followed by a horizontal line.

**Anne-Sylvie Dupont**  
Professeure ordinaire

Per e-Post an: [sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

(Word- und pdf-Format)

Eidg. Departement des Inneren  
Bundesamt für Sozialversicherungen  
Effingerstrasse 20  
3011 Bern

Bern, 2024-03-25

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,  
sehr geehrte Damen und Herren,

die VASOS bedankt sich für die Gelegenheit, zu den Vorschlägen zur Teilrevision des AHVG - Anpassung der Hinterlassenenrenten und den Folgeänderungen Stellung nehmen zu können.

Die VASOS hat vom Vorentwurf zu den Änderungen im AHVG und im ELG sowie vom begleitenden Bericht Kenntnis genommen. Die VASOS setzt sich auf nationaler Ebene für das Wohl der älteren Bevölkerung unseres Landes ein, hauptsächlich in Bezug auf wirtschaftliche, soziale und kulturelle Belange. Aus diesem Blickwinkel fühlt sie sich auch dem Wohlergehen von künftigen Rentnerinnen und Rentner verpflichtet, damit sie insbesondere in den Erwerbsjahren ab dem 45.-50. Altersjahr nicht in unverschuldete finanzielle Schwierigkeiten geraten.

Aus den vorgenannten Gründen ersuchen wir Sie, von den folgenden Anmerkungen zum Bericht Kenntnis zu nehmen und unsere Vorschläge zu den vorgeschlagen Änderungen im AHVG und ELG zu berücksichtigen.

#### Zum Bericht

##### *Gleichbehandlung von Witwern und Witwen nach dem Urteil des EMGR*

Mit der Mitteilung Nr. 460 vom 22. Oktober 2022 hat das BSV dem Urteil des EMGR vom 20. Oktober 2020 (Rechtssache B. gg. die Schweiz – 78630/12) nach zwei Jahren (!) Folge gegeben, zumindest in der beanstandeten Frage der Ungleichbehandlung von Witwern mit Kindern zwischen 18 – 25 Altersjahren im Vergleich zu Witwen. Der EMGR stellte in seinem Urteil fest, dass die Ungleichbehandlung von Witwen und Witwern über 45 Jahre, sofern sie mindestens fünf Jahre verheiratet waren, nicht geprüft wurde, da sich die Klage nicht ausdrücklich gegen diese Ungleichbehandlung richtete (Ziff. 67 und 73 im Urteil). Zudem legte der ERMG Wert darauf, zu betonen, dass die Behebung der Ungleichbehandlung nicht als Ermutigung für die Schweizer Regierung zu verstehen sei, die betreffende Rente für die Frauen zu streichen oder zu reduzieren (ibid. Ziff. 77 infine).

##### *Wirtschaftliche Auswirkungen – Wiederaufnahme einer Arbeitstätigkeit in einer guten Wirtschaftslage*

Im Bericht wird insbesondere in Punkt 5.1.1 angeführt, dass bei der bestehenden „guten“ Wirtschaftslage allen Stellensuchenden ausreichende Angebote zur Verfügung stünden, um wieder eine den Lebensunterhalt sichernde Tätigkeit zu finden. Für Witwer wäre das eh kein Problem und

Witwen hätten ja vor einem Unterbruch für die Kindererziehung ebenfalls schon eine Erwerbstätigkeit (oder Beruf) ausgeübt. Die VASOS hegt Zweifel an dieser Aussage.

### *Auswirkungen auf die Gesellschaft*

Positiv im Bericht sind die in den Punkten 5.2.2 (Situation von verwitweten Vätern) und 5.2.3 (Leistungen unabhängig vom Zivilstand) genannten Verbesserungen.

### *Ergänzungsleistungen zu Übergangsrenten*

Die Gesetzesvorlage sieht zusätzlich zu befristeten Übergangsrenten vor, dass armutsbedrohte Witwen und Witwer (mit und ohne Kinder) zusätzlich Anspruch auf Ergänzungsleistungen haben. Diese Lösungen mögen auf den ersten Blick zielführend sein. Sie berücksichtigen jedoch die administrativen Hürden und die vielen Menschen innewohnende Scheu für einem solchen Antrag nicht. Sie wird wohl dazu führen, dass noch mehr eigentlich Berechtigte ihren Anspruch nicht geltend machen. Zudem sind die EL-Anspruchsberechtigten den unterschiedlichen Kantons- oder gar Gemeindebestimmungen ausgesetzt.

Als VASOS stellen wir insgesamt fest, dass der Bundesrat mit dieser Vorlage erstens den Feststellungen des EMGR zuwiderläuft und damit ausserdem einen weiteren Abbau in der sozialen Absicherung von Menschen betreibt, die sich in schwierigen Lebenslagen befinden. Einerseits gibt er weiter zu bedenken, dass die Wirtschaftslage erheblichen Schwankungen unterworfen sein kann. Andererseits weist er darauf hin, dass es insbesondere Menschen ab 45 Jahren, geschweige denn mit 50, 55 oder gar 60 Jahren äusserst schwer fällt, eine Stelle zu finden, die ihnen erlaubt, ihren Lebensunterhalt angemessen existenzsichernd (BV Art. 112) zu verdienen, geschweige denn, den gewohnten Lebensstandard zu sichern (BV Art. 113).

Im Grundsatz hält die VASOS also fest, dass mit dieser Vorlage durch den weiteren Abbau der Sozialvorsorge – wie in Punkten 3.2.2 und 5.1.2 ganz deutlich wird – eine Sparvorlage sowohl in der AHV als auch in den Ergänzungsleistungen betrieben wird. Die VASOS ist deshalb der Ansicht, dass sie so nicht weiterverfolgt werden, sondern die vorgesehenen Verbesserungen eingeführt und die bestehende Ungleichbehandlung von Witwern über 45 Altersjahren nach fünfjähriger Ehe behoben werden sollten.

### Zum Vorentwurf

Wird dieser Vorentwurf weiterverfolgt, so nimmt die VASOS zu den einzelnen Artikeln wie folgt Stellung:

#### *nArtikel 24 AHVG Übergangsrente bei Verwitwung*

##### *Abs. 1*

Diese Übergangsregelung ist – insbesondere für Frauen ab 45-50 Altersjahren – ungenügend. Es wird ihnen auch nach zwei Jahren kaum möglich sein, eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen, die ihnen erlaubt, ihren Lebensunterhalt angemessen existenzsichernd zu verdienen. Dies trifft umso mehr zu, als nach dem Anspruch auf diese Übergangsrente auch der Anspruch auf Ergänzungsleistungen entfällt (nArt. 4 Abs. 1a<sup>quiniés</sup>) oder erst greifen würde, wenn die Personen das 58. Altersjahr bereits erreicht haben (nArt. 4 a<sup>sexies</sup>).

Für diese Personen muss eine Rente bei Verwitwung vorgesehen werden.

Ausserdem ist bei Verwitwung auch von jüngeren Personen in diesem Absatz grundsätzlich eine Übergangsfrist von sechs Jahren vorzusehen.

## Titel IV Übergangsbestimmungen

### Abs.1 - 3

Die in diesem Absatz vorgesehenen Lösungen greifen zu kurz.

Die Übergangsbestimmung für bereits Verwitwete (Abs. 1) muss ab dem 50. (anstatt 55.) Altersjahr gelten.

Für bereits Verwitwete (Abs. 2) ist die Übergangsbestimmung zwischen den 45. – 50 (anstatt 50. – 55.) Jahren und von drei Jahren vorzusehen.

Die Übergangsbestimmung nach Abs. 3 muss ohne Altersbeschränkung gelten.

### nArt. 4 ELG

Diese Bestimmungen sind an die vorstehend zum AHVG eingereichten Vorschläge anzupassen.

### nArt. 17 Abs. 1

Unabhängig von den Verdiensten von Pro Senectute um das Wohlergehen von Rentnerinnen und Rentner bittet Sie die VSOS, die Begründetheit der Streichung der Unterstützung von Pro Juventute nochmals zu prüfen.

Für die Berücksichtigung unserer Anmerkungen und Vorschläge dankt die VASOS bestens.

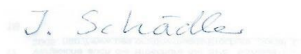
Freundliche Grüsse

Bea Heim



Präsidentin VASOS

Inge Schädler



Vizepräsidentin VASOS

Max Krieg

Präsident AG



Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

**Verein AURORA**

Pfingstweidstrasse 10  
8005 Zürich

Kontakt: Anja Witte, Geschäftsstelle

Tel 044 350 49 80

[info@verein-aurora.ch](mailto:info@verein-aurora.ch)

[www.verein-aurora.ch](http://www.verein-aurora.ch)

## Entwurf zur Teilrevision des AHVG

---

### Stellungnahme Verein AURORA

Antwort -per Email-

#### Wer wir sind

Der Verein AURORA ist ein gesamtschweizerischer Verein von mehr als 420 verwitweten Elternteilen und ihren Kindern. Wir sind Direktbetroffene, die zum Todeszeitpunkt des Partners oder der Partnerin minderjährige Kinder hatten. Wir wissen daher aus eigener Erfahrung, wie die Realität verwitweter Elternteile mit minderjährigen Kindern in der Schweiz aussieht.

Im Verein unterstützen, beraten und begleiten wir uns gegenseitig. Unsere Geschäftsstelle dient als Informations- und Kontaktstelle für verwitwete Mütter und Väter mit minderjährigen Kindern. Ausserdem vertreten wir die Interessen jung Verwitweter und ihrer Kinder in Gesellschaft und Politik. Dabei sind wir sowohl parteipolitisch als auch konfessionell neutral und unabhängig sowie ausschliesslich gemeinnützig tätig. Der Verein besteht seit über 25 Jahren und die Mitgliederzahl wächst stetig.

Der Verein AURORA ist Mitgliedsverein im Dachverband SVAMV (Schweizerischer Verband alleinerziehender Mütter und Väter).



Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

## I. Allgemeine Bemerkungen

- Grundsätzlich begrüsst und unterstützt der Verein AURORA das Bestreben des Bundesrates, die vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) festgestellte Ungleichbehandlung von Witwen und Witwern aufzuheben und Hinterlassenenrenten zukünftig zivilstandsunabhängig an hinterlassene Elternteile auszurichten.
- **Verwitwete mit Kindern stellen unter den Bezügerinnen und Bezüger laufender Witwen- beziehungsweise Witwerrenten eine Minderheit dar.** Dies gilt sowohl bezüglich der Personenzahl als auch bezüglich des Anteils an ausgezahlten Renten: Von insgesamt 175'850 Personen, die im Dezember 2021 eine Witwen- oder Witwerrente erhielten, waren nur 12 Prozent hinterlassene Elternteile von Kindern, die eine Waisenrente bezogen. Diese hinterlassenen Elternteile erhielten von insgesamt CHF 1.7 Milliarden an ausgezahlten Witwen- bzw. Witwerrenten im Jahr 2021 gerade 13 Prozent.<sup>1</sup>  
**Von früher Verwitwung sind zu 70%, d.h. mehrheitlich, Frauen betroffen.** Abgesehen von minimalen Fluktuationen sind diese Werte seit Jahrzehnten in fast allen westlichen Ländern stabil.<sup>2</sup>  
Anzumerken ist ferner, dass **nur ca. 5% der Bezügerinnen einer Witwenrente 2021 unterhaltsberechtigter Kinder hatten.**<sup>3</sup>
- **Hinterbliebene mit elterlichen Betreuungs- und Erziehungspflichten tragen eine andere Verantwortung und haben eine andere materielle und zeitliche Belastung als verwitwete Frauen und Männer ohne Erziehungspflichten.**
- Der Bundesrat hat sich zum Ziel gesetzt, die Rechtsgleichheit zwischen Witwern und Witwen wiederherzustellen, das System an die heutigen sozialen Realitäten anzupassen und Entlastungen für den Bund gemäss Bundesratsvorgaben zu bringen.  
**Aus Sicht des Vereins AURORA verfehlt der vom EDI vorgeschlagene Gesetzesentwurf jedoch eine sozialverträgliche, faire Lösung, welche der gesellschaftlichen Realität und den realen finanziellen Herausforderungen der betroffenen Familien gerecht wird.**

---

<sup>1</sup> EDI, BSV, Email vom 12.01.2024

<sup>2</sup> EDI Forschungsbericht Nr. 6/22, Beiträge zur Sozialen Sicherheit „Wirtschaftliche Situation von Witwen, Witwern und Waisen“, Schlussbericht vom 4. Mai 2022, 1.1 Langzeitperspektive sowie Schweizer Rentenregister 2022, „Anzahl neue Rentenbeziehende von Waisenrenten, nach Wohnort, im Dezember 2022 [und deren verstorbene Elternteile]“

<sup>3</sup> Erläuternder Bericht, S. 16.



Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

## II. Bemerkungen zum Inhalt der Vorlage

### Der Verein AURORA fordert, dass

- laufende Renten von hinterlassenen Elternteilen wie bis anhin ausgerichtet werden,
- bei zukünftigen Renten, auch hinterlassenen Elternteilen, unabhängig vom Zivilstand, nach Ende der Anspruchsvoraussetzungen von Art. 23 nAHVG bzw. nach Vollendung ihrer Unterhaltspflicht eine mindestens 2-jährige Übergangsrente eingeräumt wird und sie damit Witwen und Witnern gemäss Art. 24 Abs. 1 nAHVG gleichgestellt werden,
- Rahmenbedingungen geschaffen werden, welche die Vereinbarkeit von Familie und Beruf tatsächlich ermöglichen.

### Begründung

1. Der Gesetzesentwurf **hebt die Rechtssicherheit auf**. Das Vertrauen in den Fortbestand gesprochener Renten, auf dem langjährige Lebensentwürfe basieren, wird gebrochen.
2. Das im Gesetzesentwurf **für die Besitzstandswahrung festgesetzte vollendete 55. Altersjahr<sup>4</sup> ist zu hoch** angesetzt. Hinterlassene Elternteile, die vor 2021 Kinder bekommen haben – was der Mehrheit der Betroffenen entspricht – haben eine Familie basierend auf einer Realität gegründet, in der die Rechtsprechung noch nicht davon ausgegangen ist, dass Personen, welche in der Ehe die Kinderbetreuung übernehmen, nach einer Scheidung mehr Eigenverantwortung tragen sollen. Diese Tatsache wird im Gesetzesentwurf genauso ausser Acht gelassen wie der Umstand, dass eine Lebensplanung nach vollendetem 55. Altersjahr nicht mehr in existenzsichernder Weise verändert werden kann<sup>5</sup>, worauf unter Ziffer 3 nachfolgend weiter eingegangen wird.

Tatsache ist, dass heute im Pensionsalter noch keine Gleichheit zwischen Frauen und Männern gegeben ist: Während im Jahr 2021 kein Mann im Pensionsalter eine Witwerrente erhielt, erhielten 114'190 Frauen im Pensionsalter eine Witwenrente anstelle ihrer tieferen Altersrente.<sup>6</sup> Ältere Mütter ohne Hinterlassenenrente sind bereits heute als Risikogruppe für finanzielle Prekarität identifiziert worden.<sup>7</sup> Entsprechend sind **längere Übergangsphasen**, als die in Art. IV Abs. 1 nAHVG angedachten, **notwendig**.

<sup>4</sup> Übergangsbestimmungen III Abs. 1 und 2

<sup>5</sup> Vgl. Gabriel/Koch/Wanner, S. 56; Erläuternder Bericht, S. 10

<sup>6</sup> Erläuternder Bericht, S. 10

<sup>7</sup> Erläuternder Bericht, S. 56



Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

3. Der Gesetzesentwurf versucht einem **gleichgestellten, egalitären Familienmodell** gerecht zu werden, indem eine Hinterlassenenrente nur noch bis zum vollendeten 25. Altersjahr des jüngsten Kindes beansprucht werden kann. Diese Entwicklung ist aus gleichstellungspolitischer Perspektive zu begrüßen. Sie **verkennt** jedoch die **Realität** in Bezug auf die Vereinbarkeit von Beruf und Familie sowie insbesondere, was die Situation von hinterlassenen Elternteilen angeht. Die geplante Beschränkung der Leistungsdauer kann **für hinterlassene Elternteile zu grossen finanziellen Herausforderungen** führen.

Art und Umfang der Rollenverteilung innerhalb der Familie gehören zur verfassungsmässig<sup>8</sup> und gesetzlich garantierten Freiheit.<sup>9</sup> Es gibt legitime Gründe aufgrund derer sich Familien für eine Rollenteilung entscheiden, insbesondere bei fehlender beruflicher Qualifikation, fehlenden Sprachkenntnissen, aus gesundheitlichen Gründen, bei Kinderreichtum oder im Fall von Familienbetrieben ohne entlohnte Mitarbeit.

Zusätzlich schränken die nach wie vor bestehenden gesellschaftlichen Rahmenbedingungen die Wahlfreiheit bei der Rollenverteilung ein. Die benachteiligende Besteuerung der Einkommen von Eheleuten, die fehlende gleichberechtigte Elternzeit, die fortbestehende Lohnungleichheit, fehlende flexible Arbeitsmodelle für Frauen und Männer in allen Berufen, sowie die mangelnde und teure Infrastruktur für externe Kinderbetreuung sind gesellschaftliche Realitäten, die das traditionelle Familienmodell in der Schweiz weiterhin zementieren und erwerbstätige Mütter oft in einer Teilzeitanstellung arbeiten lassen, was nachweislich einen Risikofaktor darstellt.<sup>10</sup>

Zwar hat die Erwerbsbeteiligung der Frauen stark zugenommen, doch die soziale Realität zeigt, dass Väter bei der Familiengründung – im Unterschied zu Müttern – ihre Erwerbstätigkeit mehrheitlich nicht oder nur unwesentlich einschränken.<sup>11</sup> Entsprechend wird die Haupterwerbstätigkeit mit dem Haupterwerbseinkommen eines Haushalts nach wie vor von den Vätern bestritten, während die Mütter, je nach Alter der Kinder, einer mehr oder weniger umfangreichen Teilzeiterwerbstätigkeit nachgehen und gemäss dem Bundesamt für Statistik (BfS) mit ihrem Erwerbseinkommen durchschnittlich nur ca. ein Drittel zum Haushaltsbudget beitragen.<sup>12</sup>

Hinterlassene Elternteile sind einer grösseren emotionalen und auch erzieherischen Belastung ausgesetzt, die viele Betroffene zu einer weiteren Reduktion ihres Arbeitspensums zwingt.

---

<sup>8</sup> Art. 13 Abs. 1 BV; vgl. auch Gabriel/Koch/Wanner, S. 21 ff.)

<sup>9</sup> Art. 163 Abs. 2 ZGB

<sup>10</sup> <https://www.humanrights.ch/de/ipf/menschenrechte/frau/bundesgericht-aera-unterhaltsrecht-aufgerufen-am-23.01.2024> und erläuternder Bericht, S. 23

<sup>11</sup> Erläuternder Bericht, S. 13; Gabriel/Koch/Wanner, a.a.O., S. 54

<sup>12</sup> BFS, Individueller Beitrag am Arbeitseinkommen des Haushalts von Paaren mit oder ohne Kind(ern) im Haushalt, 2023; in diese Richtung hinweisend auch Gabriel/Koch/Wanner, Forschungsbericht Nr. 6/22, S. 53 f und erläuternder Bericht, S. 13





Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

Stirbt die Mutter, bedeutet dies in den allermeisten Fällen aufgrund ihrer vorhergegangenen Teilzeiterwerbstätigkeit (auch in Kleinpensen und im Niedriglohnbereich) einen geringeren finanziellen Einbruch im Haushaltsbudget einer Familie solange der Vater im selben Umfang wie vor der Verwitwung weiterhin seiner Haupterwerbstätigkeit nachgeht. Gleichzeitig erhält der hinterlassene Vater aber auch mehrheitlich niedrigere Hinterlassenenrenten aus der ersten und der zweiten Säule. Das Beibehalten der hohen Pensen bei hinterlassenen Vätern geschieht also nicht freiwillig, sondern ist der Not geschuldet. Hinterlassene Väter, die ihr Arbeitspensum reduzieren, um die trauernden Kinder aufzufangen und Betreuungsaufgaben zu übernehmen, blicken Altersarmut ins Gesicht.

Stirbt der Vater, bedeutet dies in den allermeisten Fällen einen deutlichen finanziellen Einbruch im Haushaltsbudget einer Familie. Gemäss dem Gesetzesentwurf müsste von Müttern eine Erwerbstätigkeit auch während der Erziehungsphase nahtlos und – im Hinblick auf eine nach der Erziehungsphase ausreichende Arbeitsmarktfähigkeit – auch in beachtlichem Umfang ausgeübt werden, um zukünftig im Fall einer Verwitwung eine finanzielle Notlage bzw. eine spätere Altersarmut zu vermeiden. Solange sich die vorgenannten gesellschaftlichen Rahmenbedingungen nicht signifikant ändern, haben Frauen das Nachsehen.

Anzumerken ist, dass der durch den geplanten Wegfall des Anspruchs auf Hinterlassenenrente geschaffene indirekte Zwang zur Erwerbstätigkeit in grösserem Umfang zukünftig die gesetzlich garantierte Freiheit in der Gestaltung des Familienlebens von Beginn an unrealistisch macht.<sup>13</sup>

Dem Gesetzesentwurf und den Übergangsbestimmungen liegt ferner die Annahme zugrunde, dass Betroffene in fortgeschrittenem Alter unkompliziert ihre Erwerbstätigkeit erhöhen können. Wie Gabriel/Koch/Wanner in ihrem Forschungsbericht feststellen (a.a.O., S. 56), ist dies Betroffenen in fortgeschrittenem Alter (Ü50/55) nicht immer möglich. Auch der erläuternde Bericht des Bundesrates zur Teilrevision des AHVG vom 8. Dezember 2023 erkennt an, dass es „für Frauen schwieriger sein kann, den Einkommensrückgang zu kompensieren“.<sup>14</sup> Daran ändert auch die Tatsache nichts, dass der Anteil verwitweter Frauen, die oft infolge ihrer finanziellen Lage einer Erwerbstätigkeit nachgehen, jetzt schon höher als bei verheirateten Frauen ist.<sup>15</sup> Die Herausforderungen Betroffener auf dem Arbeitsmarkt Fuss zu fassen, resultieren nicht nur aus einem fortgeschrittenen Alter.<sup>16</sup> Zu beachten sind auch andere Gründe, wie insbesondere gesundheitliche, anderweitige Betreuungsaufgaben oder schlichtweg rein arbeitsmarkt- bzw. regionalbedingte. So

---

<sup>13</sup> Gemäss Art. 159 ZGB können Ehegatten das Familienmodell inklusive Aufgabenteilung frei wählen. Nicht kongruent ist, dass sich im Zusammenhang mit nArt. 23 Abs. 2 AHVG auf die Beistandspflicht unter Ehegatten (Art. 159 ZGB) berufen wird, während es bei Konkubinatspaaren und erst recht bei alleinlebenden Elternteilen an einer gesetzlichen, in manchen Fällen auch vertraglichen Beistands- und Unterhaltspflicht fehlt.

<sup>14</sup> Erläuternder Bericht, S. 13, insb. S. 56 f.

<sup>15</sup> Erläuternder Bericht, S. 21

<sup>16</sup> vgl. auch Thomas Fuster, Arbeitgeber müssen den Worten Taten folgen lassen, NZZ v. 26.1.2024, S. 20



Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

sind in ländlichen Regionen (inkl. Bergregionen) die Arbeitsplätze und damit auch die Möglichkeiten des Ausbaus einer Erwerbstätigkeit zur eigenen Existenzsicherung viel rarer. Auch erlauben es die beruflichen Qualifikationen bzw. fehlende Berufserfahrung nicht immer, sich flexibel auf dem Arbeitsmarkt zu bewegen. Gerade bei Mitarbeit im Beruf des Partners mit spezifischen Aufgaben, beispielsweise in der Landwirtschaft und im Gewerbe, ist ein Anschluss an den freien Arbeitsmarkt nicht gewährleistet.

Die Ansicht, dass sich die Arbeitsmarktteilnahme von Witwen, deren jüngstes Kind das 25. Altersjahr vollendet hat, und die gemäss der geplanten Revision keinen Anspruch mehr auf eine Witwenrente der AHV haben werden, jener von alleinlebenden Frauen gleichen Alters angleichen dürfte<sup>17</sup>, ist aus den vorgenannten Gründen fragwürdig, da es sich um völlig unterschiedliche Lebensläufe handelt.

4. Der vorgesehene Wegfall der Hinterlassenenrente träfe Frauen, wie oben ausgeführt, sowohl zahlenmässig als auch finanziell in beachtlichem Umfang mehr als Männer. So wurden im Jahr 2022 rund dreimal mehr Vaterwaisenrenten ausgerichtet als Mutterwaisenrenten.<sup>18</sup> Die faktische Situation bedeutet in rechtlicher Hinsicht, dass verwitwete Frauen in der Regel finanziell schlechter gestellt sind als verwitwete Männer (mit oder ohne Kinder) und somit in Verletzung von Art. 8 Abs. 2 BV von einer **indirekten Diskriminierung der Frauen** ausgegangen werden kann.<sup>19</sup> Da die Schweiz keine Verfassungsgerichtsbarkeit kennt, ist daher auf Ebene der Gesetzgebung auf die Einhaltung der verfassungsmässigen Rechte zu achten. Die Einführung der Härtefallregelung im Rahmen des ELG kann diese Schlechterstellung der Frauen nicht in genügendem Umfang kompensieren (vgl. die nachfolgenden Ausführungen unter 5.).
5. Die in nArt. 4 Abs. 1 lit. a<sup>sexies</sup> ELG beim vollendeten 58. Altersjahr angesetzte Altersgrenze für die **Begründung eines Anspruchs auf Ergänzungsleistungen ist viel zu hoch angesetzt**. Verwitwete Personen, die jünger sind als 58 Jahre und deren jüngstes Kind das 25. Altersjahr bereits vollendet hat bzw. deren Überbrückungsrente vorher endet, fielen in eine Lücke und wären aufgrund ihrer bisherigen Lebensbiographie möglicherweise auch nicht mehr in der Lage, eine existenzsichernde Erwerbstätigkeit aufzubauen. Sie verlören mit ihrer Hinterlassenenrente bzw. einer Übergangsrente auch den Anspruch auf Ergänzungsleistungen und würden somit direkt in die Sozialhilfe verwiesen. Besonders betroffen wären von dieser strengen Regelung Personen mit tieferen Erwerbseinkommen.

---

<sup>17</sup> Vgl. erläuternder Bericht, S. 51

<sup>18</sup> AHV-Statistik, Auskunft BSV v. 4.9.2023

<sup>19</sup> BGE 138 I 265, E. 4.2.2, S. 267 f.



Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

6. Der im erläuternden Bericht gezogene **Vergleich von hinterlassenen Elternteilen mit geschiedenen Elternteilen**, was das Erwerbsverhalten von Müttern angeht<sup>20</sup>, **ist sachlich nicht gerechtfertigt**. Wohl geht es in beiden Fällen um alleinerziehende Elternteile, doch im Fall geschiedener Elternteile können vom geschiedenen Partner sowohl Unterhaltszahlungen für den anderen geschiedenen Elternteil sowie für die Kinder fliessen als auch Betreuungsaufgaben wahrgenommen werden (z.B. Beteiligung an der Wochenend- und Ferienbetreuung).

Hinterlassene Elternteile sind hingegen für die Bestreitung aller Kosten, auch derjenigen für die Kinderbetreuung und für den Kinderunterhalt, auf die Rentenleistungen angewiesen, es ist keine relative soziale Gleichheit gegeben.<sup>21</sup> Zudem fangen hinterlassene Elternteile, neben dem Verlust des Partners bzw. der Partnerin – unverschuldet – trauernde Kinder auf, erziehen diese gänzlich alleine – ohne „kinderfreie“ Tage – erledigen alles, was vorher zwei Personen gemeinsam erledigt haben, und sind gezwungen, alle Entscheide alleine zu fällen.

7. Die Rente soll dem hinterlassenen Elternteil finanzielle Sicherheit geben und darf nicht von unvorhersehbaren Entwicklungen bei der Ausbildung der Kinder abhängig gemacht werden.<sup>22</sup> In der Realität entstehen hinterlassenen Elternteilen für ihre Kinder auch **oft noch nach dem 25. Geburtstag** ihres jüngsten Kindes **Unterhaltskosten**, da die **elterliche Unterhaltspflicht** grundsätzlich **erst nach Abschluss der Erstausbildung** (man denke an längere Studiengänge wie z.B. Medizin oder an längere Ausbildungsunterbrüche infolge Militär- oder Zivildienst) **endet**.<sup>23</sup>

Auch die Aussage „Im Übrigen erlaubt es die Höhe der Waisenrente bereits, die Ausgaben für die Kinder angemessen abzudecken“<sup>24</sup>, trifft aus unserer Erfahrung mehrheitlich nicht zu. Deshalb werden die Ausgaben der Kinder bei tiefen Halbwaisenrenten teilweise quersubventioniert mit den Renten des hinterlassenen Elternteils.

8. Die Revision von Art. 23 ff. AHVG **verstösst gegen das Gebot rechtsgleicher Behandlung**. So werden Verwitwete mit Kindern vor vollendetem 25. Altersjahr gegenüber solchen ohne Kinder sowohl gemäss Übergangsbestimmungen IV Abs. 2 nAHVG als auch gemäss Art. 24 nAHVG benachteiligt, indem ihnen eine Übergangsrente versagt wird, obwohl Erstgenannte sich altersmässig in der gleichen und familiär mit Kindern in der schwierigeren Situation befinden können. Es ist nicht nachvollziehbar, warum kinderlosen Verwitweten zwei Jahre Zeit gewährt wird sich nach der Verwitwung neu auszurichten, hinterlassenen Elternteilen diese Anpassungsphase nach Abschluss ihrer Unterhaltspflicht jedoch verwehrt wird. Dementsprechend wäre bei zukünftigen Renten auch hinterlassenen Elternteilen nach Ende der Anspruchsvoraussetzungen von Art. 23 nAHVG bzw. nach Vollendung ihrer

<sup>20</sup> Erläuternder Bericht, 5.2.4, S. 57, letzter Absatz

<sup>21</sup> Erläuternder Bericht, S. 54

<sup>22</sup> Erläuternder Bericht, S. 26

<sup>23</sup> Art. 277 Abs. 2 ZGB und erläuternder Bericht, Abschnitt 3.1.1, S. 26

<sup>24</sup> Vgl. erläuternder Bericht, Abschnitt 1.6.3, S. 17



Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

Unterhaltspflicht eine mindestens 2-jährige Übergangsrente einzuräumen, um sie damit Witwen und Witwern gemäss Art. 24 Abs. 1 nAHVG gleichzustellen. Ferner sollte die Übergangsrente genauso für nicht verheiratete Eltern gelten, das heisst, dass in Art. 24 nAHVG nicht verheiratete Eltern Witwen und Witwern gleichzustellen sind.

Aufgrund des geplanten Wegfalls der Hinterlassenenrente schlechter gestellt wären auch verwitwete Personen, die ihren Partner durch Krankheit und nicht durch einen UVG-versicherten Unfall verloren haben. Ihnen bleibt letztlich nur eine allfällige BVG-Hinterlassenenrente, während bei Unfalltod eine bisherige Komplementärrente in eine ordentliche UVG-Rente umgewandelt wird.<sup>25</sup> Widersprüchlich und stossend ist aber vor allem, dass in der AHV-Gesetzgebung die Hinterlassenenrenten – wenn auch geschlechtsneutral – reduziert werden, während in der Unfallversicherung die Geschlechtergleichstellung durch Erweiterung der Rechte der Witwer herbeigeführt wird, und zwar lebenslänglich.

In der AHV würde eine Ausdehnung der Witwerrechte bei nur 1639 Bezüglern und einer Monatsrente von CHF 1'305 zu monatlichen Mehrkosten von CHF 2.14 Mio. führen.<sup>26</sup> Zum Vergleich: Die am 3. März 2024 vom Volk angenommene Erhöhung der Altersrenten der AHV um eine Monatsrente führt zu erwarteten monatlichen Mehrkosten von gut CHF 341 Mio.<sup>27</sup>

Generell wird mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf die Ungleichbehandlung von Krankheit und Unfall weiter ausgedehnt, was aus faktischer Sicht nicht zu rechtfertigen ist.

9. Der Wegfall der Hinterlassenenrente der ersten Säule (Art. 23 Abs. 4 lit. a nAHVG bzw. Art. 24 Abs. 1 nAHVG) hätte zur Folge, dass das verfassungsmässige **Dreisäulenprinzip durchbrochen** würde. Abgesehen von den Fällen gemäss nArt. 4 Abs. 1 lit. a<sup>sexies</sup> ELG hätten verwitwete Personen nur noch Anspruch auf allfällige Renten aus der zweiten Säule, sofern der verstorbene Ehegatte versichert war. In Fällen, in denen eine Erwerbstätigkeit den Wegfall der ersten Säule nicht auffangen könnte, wäre das verfassungsmässig vorgesehene Leistungsziel von rund 60% des letzten Bruttolohnes (BBI 1976, S. 156), das für alle drei versicherten Risiken gleichermassen gilt, nicht mehr erfüllt.

---

<sup>25</sup> Erläuternder Bericht, S. 35

<sup>26</sup> SVS 2023, S. 34

<sup>27</sup> Volksabstimmung 3. März 2024, Erste Vorlage Volksinitiative „Für ein besseres Leben im Alter (Initiative für eine 13. AHV-Rente)“, Erläuterungen des Bundesrates, Herausgegeben von der Bundeskanzlei, Redaktionsschluss: 29. November 2023, S. 4



Kontaktstelle für Verwitwete mit minderjährigen Kindern

10. Auch wenn die Änderung der Anspruchsvoraussetzungen im Rahmen der Revision von Art. 23 nAHVG auf eine Rente für hinterlassene Elternteile grundsätzlich begrüsst wird, bedeutet dies einen **Paradigmenwechsel**, der **konsequenterweise nicht nur im AHVG** selbst im Zusammenhang mit den Pflege- bzw. Stiefkindverhältnissen (Art. 23 Abs. 2 nAHVG) durchgezogen werden müsste, sondern auch in allen anderen Sozialversicherungszweigen, die Hinterlassenenrenten ausrichten.
11. Abschliessend weisen wir darauf hin, dass **in die Berechnung laufender Witwen- und Witwerrenten Erziehungsgutschriften eingeflossen** sind. Sofern laufende Renten aufgehoben würden, wären bei allen betroffenen Personen die **Altersrenten neu zu berechnen**.

### III. Schlussbemerkungen

So sehr der Verein AURORA eine Revision der Hinterlassenenrenten begrüsst, so sehr steht er für eine durchdachte, sozialverträgliche und faire Lösung ein, welche der gesellschaftlichen Realität und den realen finanziellen Herausforderungen von hinterlassenen Elternteilen gerecht wird.

Der vorgeschlagene Gesetzesentwurf erfüllt diese Voraussetzungen noch nicht.

Ein Bruch der Rechtssicherheit hätte eklatante Folgen für die Betroffenen und ist, aus Sicht des Vereins, nicht annehmbar. Daher tritt der Verein AURORA für die weitere Ausrichtung laufender Renten von hinterlassenen Elternteilen nach bisherigem Recht ein sowie bei zukünftigen Renten für eine mindestens 2-jährige Übergangsrente für hinterlassene Elternteile, unabhängig vom Zivilstand, nach Ende der Rente für den hinterlassenen Elternteil.